

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

---

---

*Dans ce numéro :*

Un collectivisme esclavagiste

*par Michel COLLINET*

---

**L'expérience malheureuse  
de la S.N.E.C.M.A.**

*par CHAMBRICE*

---

*Cent ans de Féminisme*

*par Marthe BIGOT*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 170 fr.  
Un an ..... 300 fr.

### EXTERIEUR

Six mois ..... 200 fr.  
Un an ..... 380 fr.

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,  
et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II<sup>e</sup>)

### PÉRMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures  
le samedi, de 16 à 19 heures

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

# SOMMAIRE DU N° 17 - AOUT 1948

Un collectivisme esclavagiste .....	Michel COLLINET
Europe-América .....	
L'expérience malheureuse de la S.N.E.C.M.A. ....	CHAMBRICE
Cent ans de féminisme .....	Marthe BIGOT

**Le Carnet du Sauvage :** Le monde est anxieux. — Tito et Doriot. — Europe-América. (P. MONATTE)

**Notes d'Economie et de Politique :** Et si cette histoire vous amuse. — De l'eau au moulin de Staline. — Le double jeu des stalinien. — Des salaires qui montent plus vite que les prix (suite). — Le salaire minimum aux Etats-Unis. — Le dollar, monnaie de l'Europe. — Nature de l'impérialisme américain. — Etatisation internationale des houillères. — La sauvagerie des civilisateurs. — La gestion ouvrière est-elle réalisée par les Indonésiens ? — Racisme juif et humanisme musulman. — Les nouveaux bombardiers américains. (R. LOUZON).

**Carnet du « Civilisé » :** La F.S.M. et les Secrétariats professionnels. — Rapport prix-salaires. (R. LAPEYRE).

**Dans l'Internationale :** M. Reuther et le syndicat de l'Auto (A. ROSMER). — Lettre de Suisse (NEIRDA). — Poster et les dirigeants du parti communiste américain accusés de complot.

**Renaissance du Syndicalisme :** A propos de la déclaration d'Angers : Réponse d'Hébert à Lapeyre ; La gauche de F.O. (P. MONATTE). — Tableau du mouvement dans l'Isère (Paul PAILLARD). — Bothereau et les objectifs de la C.G.T. — Les élections à la Caisse de prévoyance des cheminots. — Les travailleurs nord-africains vont-ils à la C.F.T.C. ? — La presse syndicale.

**Faits et Documents :** Où en est la guerre d'Indochine ? — « Je suis citoyen soviétique ». — Faillite russe en Yougoslavie. — Les ouvriers allemands et la F.S.M. — Le mirage des réformes de structure. — Les cheminots américains demandent la nationalisation. — La réforme monétaire en zone soviétique. — Les pays baïtes sous le régime russe.

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière, l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'élever avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

# Un collectivisme esclavagiste <sup>(1)</sup>

C'est une tradition doctrinale dans les rangs socialistes d'opposer le collectivisme au capitalisme et même d'identifier avec le premier le régime socialiste de l'avenir. Or l'histoire a connu des régimes collectivistes où tous les moyens de production étaient propriété de l'Etat ou de son représentant politico-religieux, l'Inca ou le pharaon ; mais ces régimes étaient fondés sur l'exploitation du travail humain, sur l'inégalité et les privilèges. A ce titre, personne ne songerait à les prendre comme exemples de régime socialiste, association où suivant Marx « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». Le socialisme se définit non par la propriété collective des moyens de production (condition nécessaire tout au plus !) mais par l'existence de rapports sociaux qui garantissent à chacun le bien-être et la liberté.

Si nous prenons le collectivisme comme un régime de fait ayant existé et existant encore dans l'histoire, nous constatons que l'on peut à son sujet, faire des remarques analogues à celles que suscite la propriété privée des moyens de production. Celle-ci a utilisé différentes techniques d'exploitation humaine que tout le monde connaît et que l'on peut résumer en trois grands modes : l'esclavage, le servage et le salariat. Or les régimes collectivistes connus se sont fondés sur des types d'exploitation analogues. L'Etat inca pratiquait une sorte de servage : chaque Indien se voyait attribuer une portion de terre qu'il ne pouvait quitter, et était astreint à un travail obligatoire en faveur de l'Etat. La monarchie absolue égyptienne était aussi fondée sur l'exploitation de la propriété collective de l'Etat. A côté des esclaves, ramassés dans les pays vaincus, et appartenant à l'Etat, existait une société purement égyptienne. Le paysan et l'artisan étaient serfs de l'Etat (mais non de la terre ou de l'atelier) et simplement concédés à des castes nobles ou religieuses ; une révolution au XXI<sup>e</sup> siècle (2) transforma les serfs en tenanciers libres pouvant transmettre les lots dont le pharaon leur donnait la jouissance sans la propriété. Après la révolution, sous la dynastie thébaine, l'accès des ouvriers et paysans aux mystères religieux et aux fonctions administratives était devenu possible. La famille royale s'ouvrait au peuple et l'immortalité de l'âme, conquête de la révolution, était devenue le bien de chacun...

En 1915, Boukharine, qui devait périr lors du troisième procès de Moscou, avait déjà le pressentiment qu'un certain collectivisme pouvait signifier l'esclavage des travailleurs... Dans son livre « l'Economie mondiale et l'impérialisme », préfacé par Lénine, il envisageait, dans une note, comme conséquence de la guerre, la possibilité d'un socialisme hiérarchisé et distributif. « Si le caractère marchand de la production était supprimé, disait-il, nous

aurions une forme économique spécifique. Ce ne serait déjà plus le capitalisme, puisque la production des marchandises disparaîtrait, mais à plus forte raison, ce ne serait pas le socialisme du fait que la domination d'une classe sur une autre serait maintenue (et même aggravée). Une structure économique de ce genre rappellerait beaucoup plus une économie fermée d'esclavagistes sans qu'il existât de marché d'esclaves. »

Cet Etat est aujourd'hui à peu près réalisé en Union soviétique. Sauf pour le marché kolkhosien, il est difficile d'appeler marchandises des produits dont les prix sont fixés d'avance. Ce ne sont plus, suivant une remarque de Rudolf Hilferding (3) que des indices de distribution fixant la quote-part du revenu national revenant à chacun. Dans l'Etat soviétique, le régime d'exploitation sur lequel est fondé le collectivisme est un mélange de servage et d'esclavage (en donnant à ces mots un sens un peu différent des sens traditionnels). L'ouvrier industriel et le kolkhosien sont pieds et poings liés à l'Etat. Aucune forme médiatrice entre l'ouvrier isolé et l'Etat ! Les syndicats, que Lénine s'évertuait à maintenir, sont depuis longtemps, des organismes dirigés par le parti et chargés de surveiller la discipline du travail. Ce sont (surtout depuis mai 1935) des institutions destinées à lier physiquement l'ouvrier à sa tâche. L'obligation des passeports intérieurs pour circuler et des livrets de travail pour s'embaucher, font que l'ouvrier renvoyé de son usine est un paria dont la seule issue est le sovkhose ou la Sibérie. Le livret (que la Révolution française de 1848 avait aboli !) signale chaque retard, chaque absence, le refus d'exécuter un travail, etc...

Le servage d'Etat est pire que le servage féodal où le paysan, qu'on ne pouvait chasser de sa terre, allait parfois en fraude se réfugier dans une ville.

Un retard de quelques minutes suffit pour envoyer le délinquant aux travaux forcés. Ici nous touchons l'autre aspect de l'exploitation des hommes, l'aspect esclavagiste des camps de concentration. L'ouvrier dit « libre », le serf en réalité, ne fournit que sa force de travail — non librement ! — Il a une famille, un domicile, où la sécurité est très précaire ! Mais le concentrationnaire a en U.R.S.S. le même « statut » qu'en Allemagne hitlérienne ; il n'est plus un homme mais une machine qu'on épuise jusqu'à la mort. Les camps ne sont pas une institution strictement pénitentiaire. Des millions de gens y sont passés, sans jugement. Nombreux sont les auteurs qui en ont parlé et essayé d'en évaluer les effectifs (4). Le nombre des déportés, qui semblait être de 9 à 12 millions au début de la guerre, se montait à près de 20 millions à la fin du conflit, surpassant

(3) « Revue Internationale », n° 18.

(4) Au hasard : Krivitski (« Agent de Staline »), Ciliga (« Au pays du grand mensonge »), Solonevich (« Barbelés rouges »), Kravchenko (« J'ai choisi la liberté »), Dallin (« The reel soviet Russia »), des déportés polonais (« The dark side of the moon »), etc...

(1) Extrait de la *Tragédie du Marxisme*, volume à paraître le mois prochain chez Calmann-Lévy.

(2) Cf. : *Le Nil et la civilisation égyptienne* de A. Moret.

le total des ouvriers « libres » de quelques millions; toutes les classes de la société s'y trouvaient représentées; Ciliga note dans son livre la liberté d'esprit des déportés (il y a quinze ans, mais depuis !), contrastant avec la torpeur craintive de la population dite libre. Mais au delà de ces détails, ce qui nous intéresse ici, c'est l'ampleur du travail forcé qui permet de dire que les déportés constituent une classe normale des travailleurs et l'esclavage une forme normale d'exploitation en Russie. (5).

On peut donc affirmer que les conditions de l'exploitation du travail en Russie sont des conditions primitives, bien en deçà de ce qu'elles sont dans le plus réactionnaire des Etats capitalistes. Le grand progrès que pourrait accomplir un jour le collectivisme russe, serait de rattraper sinon de dépasser les conditions de travail existant dans les démocraties modernes, c'est-à-dire d'introduire à la place du servage et de l'esclavage le « salariat », avec les syndicats indépendants, le contrat collectif, le droit de grève, etc... A ce moment, l'U.R.S.S. pourrait peut-être se considérer comme étant au niveau social du monde capitaliste.

De même que Hitler avait prétendu réaliser l'unité nationale sur les ruines des vieilles classes, Staline a affirmé à maintes reprises avoir liquidé les classes. Ce n'est vrai que dans la mesure où il parle des anciennes classes bourgeoises; mais c'est faux quand on envisage les nouvelles classes soviétiques. A quel point le marxiste stalinien est incapable de définir son régime « socialiste », cela est cocasse : il déclare qu'on réalise la dictature de classe du prolétariat... dans une société sans classes ! Etrange dictature que celle d'un prolétariat dépourvu de tout droit politique et syndical réel (6) et qui pratiquerait sur lui-même l'autopunition ! Peut-on même parler de la bureaucratie (ensemble hétérogène) comme d'une véritable classe dominante ? La notion marxiste de classe dominante ne s'applique intégralement qu'au régime démocratique, où les ordres, les états et les castes ont disparu.

Le ciment entre ses membres, plus fait de complicité que de communion, se trouve être la propriété pour chacun d'une parcelle du **pouvoir** ! Chaque membre a un intérêt commun à préserver cette parcelle contre les empiétements de la police seule garante, en dernière analyse, du pouvoir central; mais cet intérêt commun est purement négatif et se pare de soupçons, voire de dénonciations. D'après les divers témoignages, on découvre que le membre du parti communiste russe est un homme isolé, peu sociable, surtout prudent. La caste fermée et tyrannique du N.K.V.D. crée en chacun d'eux et entre chaque membre une déchirure qui rend impossible l'existence d'une réelle communauté humaine. Ainsi le parti sacerdotal et hiérarchisé, en pénétrant les tissus du corps social, y joue non un rôle assimilateur, mais destructeur. Il empêche les classes et les groupements sociaux naturels de se constituer et d'agir comme tels, et enfin dépersonnalise chaque individu en lui rendant impossible la

(5) La différence entre l'esclavage stalinien et l'esclavage égyptien est que le premier s'applique à la population même du pays, tandis que le deuxième ne s'exerce que sur des populations ennemies vaincues et prisonnières.

(6) Rappelons que dans la constitution dite « la plus démocratique du monde », seul est autorisé le parti communiste officiel. (Art. 126).

création d'un milieu propre où il puisse s'épanouir, et en le considérant comme un instrument passager qu'on utilise puis qu'on jette. Le dialogue communiste — non communiste n'aboutit à rien pour la même raison, à cause de la tricherie cléricale du premier devant le second.

Pour cimenter la rigidité totalitaire, les traditions les plus diverses servent. Après s'être comparé avant guerre à Pierre le Grand, le tsar occidentalisé (ou germanisé), Staline lui préfère aujourd'hui Ivan le Terrible, le tsar unificateur et bureaucrate, mais aussi l'ennemi de l'Occident libéral, le destructeur de la république marchande de Novgorod. En cherchant sa raison d'être et sa légitimité non dans une volonté révolutionnaire mais dans un profond passé national et oriental, Staline ne peut s'arrêter à Ivan le Terrible. Remontant dans le passé, il assume après ces tsars la succession de Byzance, c'est-à-dire l'empire où ce pouvoir politique est sacerdotal et se soumet la religion, où la bureaucratie d'Etat est la base de l'ordre et de l'unité impériale. Comme Justinien voulut, à son profit, refaire l'unité romaine, Staline veut bien l'unité européenne mais sous la discipline russe et totalitaire. Tout ce qui vient de l'Occident est donc pourri : littérature, art, mœurs. A lire les diatribes d'un Jdanov, on se croit retomber dans la cour slavophile du très réactionnaire Nicolas I<sup>er</sup>. Même la science qui n'est pas originaire d'U.R.S.S. ne trouve pas grâce devant cet inquisiteur « matérialiste ». Avec les microphysiciens, il se voile la face comme le Saint-Office devant Galilée, en invoquant les « diableries » (sic) de la mécanique ondulatoire (7)...

Tout cela s'inscrit dans la suite de Hitler que l'on croit voir revivre sous un nouveau déguisement et dont l'U.R.S.S. reprend presque textuellement les méthodes impérialistes d'expansion et d'absorption. Pour compenser ses destructions de guerre, l'Union soviétique s'empare de toutes les entreprises en Europe centrale et en oriente les pays vers son orbite économique-stratégique. De même que Hitler prétendait avoir occupé la Tchécoslovaquie pour rompre l'encerclement de l'Allemagne, de même Staline et Molotov augmentent leur emprise en Europe pour « se faire un glacis », laissant à quelques partis d'Occident le rôle peu enviable de parachutistes sacrifiés. La lutte de classes adroitement suscitée y devient un levier de pénétration impérialiste et se transforme en une action de partisans contre un adversaire extérieur. Son rôle n'est plus de révolutionner la société, mais de miner le sol sous l'ennemi dans un prochain conflit. A partir de là, la lutte de classes stalinisée devient une lutte de puissances, la révolution d'en bas, une révolution d'en haut, la solidarité humaine, une discipline de prison. Comme la prison suppose un monde qui lui est extérieur dans tous les sens du mot, le besoin de l'unité du monde s'y transforme en nationalisme agressif. Le « socialisme » stalinien représente ainsi la quintessence de l'impérialisme; un impérialisme qui ne se contente pas de monopoliser à son profit la force de travail des hommes mais qui monopolise les hommes eux-mêmes, en chair et en esprit, c'est-à-dire qui détruit leur substance. Ce « socialisme » est donc la négation brutale de tout socialisme, y compris le marxisme dont il se réclame.

Michel COLLINET.

(7) Cf. « Cahiers du communisme », n° 12.

# Le Carnet du Sauvage

## Le monde est anxieux...

Nous avons retrouvé souvent cette phrase dans les journaux de ce mois. Il est de fait qu'il aurait suffi de peu de chose à Berlin pour déclencher la troisième guerre mondiale. Un avion américain descendu par la défense russe et ça y était. En effet le monde avait motif d'être anxieux.

Pourtant, l'était-il réellement ? Je ne le crois pas. Les gens ont du mal à se faire à l'idée d'une nouvelle guerre. Certes, on n'est pas rassuré, mais ça ne va pas jusqu'à l'anxiété. On ne peut croire que les gouvernants de Russie ou ceux d'Amérique soient assez fous pour remettre ça aussi vite.

Les savants atomiques ont beau envisager l'arrivée des blindés russes sur les plages de l'Atlantique quarante-huit heures après la déclaration de guerre — mais y aura-t-il désormais des déclarations de guerre ? — L'état-major de la défense nationale auprès du président du Conseil peut faire le projet d'abandonner la France métropolitaine en cas d'invasion et de se relier immédiatement sur l'Afrique du Nord, cela n'émeut guère plus profondément que les anticipations du capitaine Danrit au temps de notre jeunesse. Les gens d'esprit trouvent même que les savants atomiques et l'état-major manquent d'imagination ; ils leur reprochent de prévoir non l'avenir mais le passé.

Il est bien certain que les dirigeants russes, en dépit de leurs fanfaronnades, savent que ce ne serait pas tout d'arriver à Brest et à Biarritz. Il faudrait pouvoir y rester. Hitler aussi y arriva. Il y resta même quelques années. Mais quelle catastrophe l'engloutit ensuite ! Ça avait été déjà le sort de Guillaume II. Staline peut se passer la main sur le front, aucun doute, il connaîtrait le sort d'Hitler et de Mussolini. Sous cette forme ou sous une autre, il le connaîtra d'ailleurs.

Gagner une première manche militaire lui est possible. Possible, non certain. Les fameux blindés peuvent connaître la grande panne. Gagner la deuxième manche serait plus difficile. D'autant que sous les pas de l'occupant, il y a une illusion qui ne poussera plus cette fois, l'illusion que cela doit durer et qu'il est peut-être sage de s'y adapter. Tous nos bons réalistes, échaudés une fois, se laisseront plus difficilement attraper. La cinquième colonne stalinienne dans nos pays occidentaux est autrement nombreuse et forte que ne le fut la cinquième colonne hitlérienne, mais elle comprend quatre-vingt-dix-neuf pour cent de bons types abusés qui diraient très vite : C'est cela le communisme ! Sans parler des surprises que réserve le sentiment national. Les staliniens russes ont démontré qu'ils n'étaient que des nationalistes russes. Combien de staliniens français sont simplement des nationalistes français qui s'ignorent ?

Ce n'est pas tout d'engager une partie, il faut avoir des chances de la terminer gagnant. La Russie de Staline n'a pas la moindre de ces chances. S'en rend-elle compte ? Pourquoi diable ne s'en rendrait-elle pas compte ?

On a tant répété que sans la guerre Hitler aurait obtenu tout ce qu'il aurait voulu — l'avait-on assez dit aussi de l'Allemagne de 1914 ? — que Staline sans la guerre, mais sous le chantage de la guerre, peut essayer d'obtenir ce qu'il sait parfaitement ne pouvoir obtenir par la guerre. La formule chère à Lénine : « Toute guerre n'est que la continuation de la politique » peut se renverser : La politique est

la continuation de la guerre. Et ma foi, Staline est expert en politique. Il le montre encore en ce moment.

La méthode selon laquelle il a dressé les partis staliniens du monde entier force l'admiration. Ces partis russés en terre étrangère sont mille fois plus plus dynamiques, mille fois plus culottés, que les partis américains de même espèce, si toutefois ceux-ci existent. En France par exemple quel est le parti américain ? Le parti socialiste ? Rien n'est moins sûr ? Le M.R.P. ? Guère plus. Les radicaux, le P.R.L. ? Qui pourrait l'affirmer ? Le R.P.F., alors ? Certaines déclarations de Malraux pourraient le faire penser, mais il faut se rappeler aussi l'attitude de de Gaulle à l'égard de Roosevelt. Questions de personnes à part, restait le différend profond : les Etats-Unis envisageaient le régime des colonies comme terminé dans le monde, conception diabolique pour un général français à la de Gaulle.

Tandis que le parti américain est encore à l'état informe, en face ostensiblement s'affiche un parti russe manœuvrant au doigt et à l'œil, sans la moindre pudeur. Il se fait tellement craindre que c'est à voix basse, de loin et rarement, que les moins trouillards de ses adversaires osent l'appeler un parti de l'étranger. Ces trembleurs continuent à parler de Russie soviétique, alors qu'il n'y a plus de soviets depuis longtemps et qu'il ne reste plus que la Russie tout court. Et quelle Russie ? Ils continuent à parler, et même respectueusement, de parti communiste alors que le parti communiste est mort et bien mort, presque en même temps que les soviets. Dans sa brochure « Lénine et la Révolution », Ciliga rapporte quelques propos savoureux et typiques montrant que les ouvriers russes ne sont pas aussi dupes qu'on le croit. Dès la N.E.P. ils avaient trouvé cette formule : « La terre est à nous et le blé à eux ; Bakou est à nous et le pétrole à eux ; les usines sont à nous et ce qu'elles produisent à eux. » Ciliga raconte encore comment les cheminots de Krasnoïarsk avaient baptisé avec humour leurs différents trains. A l'arrivée du Transsibérien, transportant bureaucrates, spécialistes, tout le nouveau gratin, ils disaient : « Le train ouvrier est en gare. » Quand arrivait le train ouvrier, sale, bondé, avec des gens sur le marche-pied, ils disaient solennellement : « Le train des patrons est arrivé. »

Les cheminots de Krasnoïarsk ont plus d'esprit que Tournemaine et les cheminots français de son espèce. Plus que Léon Blum et nos socialistes.

Ils ont infiniment plus d'esprit critique qu'un tas de nos grands universitaires et de nos intellectuels emmenés par Willard et Joliot-Curie parader au fameux congrès de la paix qui doit se tenir en Pologne du 25 au 28 août. Il y aura là-bas, depuis Sarraïlh, recteur de l'Université de Paris, Cholley, doyen de la Faculté des Lettres, Cabannes, doyen de la Faculté des Sciences, jusqu'à J.-L. Barrault et Madeleine Renaud, des hommes comme Duhamel, Bedel, Le Corbusier, Autant-Lara. Tous ces grands messieurs et grandes dames vont à ce congrès d'attrape-nigauds appâtés par quelques thèmes appropriés : 1° La guerre n'est-elle pas évitable, etc., etc. ? ; 2° La liberté effective ne doit-elle pas être étendue à des couches de plus en plus larges d'hommes et de femmes, etc., etc. ? ; 3° N'est-il pas nécessaire dans l'intérêt général du progrès d'assurer le libre développement de la culture etc., etc. ? Ces « nouveaux pèlerins de l'humanisme » (Willard dixit) auront pu déjà réfléchir, avant de monter dans le train, sur une phrase du même Willard — le Willard qui fut durant vingt-

quatre heures ministre communiste de la Justice — phrase d'un article glorifiant ce congrès mondial d'intellectuels. Pour Willard, la ville de Wroclaw où se tiendra ce congrès, c'est « l'ancienne Breslau, la grande métropole meurtrie des terres de l'Ouest, recouvrée sur les colonisateurs allemands ».

Votre nationalisme russe, mon pauvre Willard, s'est un peu trop échauffé. Vous montrez tout de suite qu'il s'agit de préparer le terrain aux colonisateurs russes. Non à l'internationalisme de Zimmerwald et au communisme d'Octobre mais au vieil impérialisme slave. La guerre évitable ? Bien sûr. Il eût suffi que la Russie démobilisât au lendemain de la victoire, au lieu de pousser ses troupes toujours plus avant. La liberté toujours plus large ? Evidemment. Il n'aurait pas fallu commencer par installer le totalitarisme en Russie, puis de Pologne en Roumanie. Le libre développement de la culture ? Croyez-vous qu'il marche de compagnie avec le culte et l'adoration du chef ? Vous piétez tout ce que vous prétendez apporter, paix, démocratie, indépendance nationale. Suivant les gens, vous le faites tantôt à l'estomac, tantôt au boniment. Les végétariens édentés tremblent devant vous ou bien sont médusés. D'autres aussi, qui ont meilleure mâchoire, vous connaissent mal ; ils voulaient, comme Roosevelt, faire confiance à Staline ; ils se sont vu jouer par lui et par vous. Ils se refusent encore à la guerre et sont capables de consentir à un second Munich, comme d'autres, l'Anglais au parapluie et notre champion du pastis, consentirent à Hitler le premier Munich dans l'espoir de sauver la paix. Mais rappelez-vous que Munich précéda de peu la guerre, et que si la dernière guerre creusa la fosse de Mussolini et d'Hitler, la prochaine creuserait sûrement celle de Staline et de son régime totalitaire.

## Tito et Doriot

La presse stalinienne se plaît à rapprocher ces deux noms. Elle veut déconsidérer le premier au moyen du second. Elle est dans son rôle, mais elle ne sait pas plus que nous ce qu'il y a de fondé dans ce rapprochement. Tout ce dont elle est sûre, c'est de sa propre peur devant la révolte de Tito. L'écroulement du totalitarisme en Yougoslavie est-il un signe annonciateur d'un écroulement plus important ?

— Vous n'imaginez tout de même pas que le totalitarisme russe puisse s'écrouler un jour prochain et hors de l'éventualité d'une guerre perdue ?

— Pourquoi ne pas l'imaginer ? Tenez, dans cette brochure de Ciliga dont j'ai parlé, il y a une remarque singulièrement frappante. Ecoutez : « Quand on regarde de loin la Russie on se demande comment le pays et la nation peuvent supporter autant de choses et se taire. Mais lorsqu'on est à l'intérieur, on se demande comment le pouvoir peut encore tenir, car il a littéralement tout le monde contre lui, et les communistes eux-mêmes ne croient pas ce qu'ils racontent. » Ciliga va d'ailleurs plus loin. Il dit que si la France du XIX<sup>e</sup> siècle a été la patrie des révolutions, la Russie paraît devoir être la patrie des révolutions sociales au XX<sup>e</sup> siècle. Un jour, à l'improviste, le monde entier aura la révélation du fossé qui existe entre le parti communiste et la masse ouvrière russe.

Doriot a sombré lamentablement. Mais il a dû un tel sort à des conditions qu'on ne retrouve pas dans la révolte de Tito. Ce qui fait la force de Tito, c'est qu'il traduit la révolte de tout le peuple yougoslave contre l'oppression russe. Le jour où il ne la traduira plus, pas de doute, il s'effondrera. Pour le moins il restera suspendu en l'air, maintenu simplement par son appareil policier, digne de celui de Staline. Jamais Doriot ne traduisit pareil sentiment

de la classe ouvrière française. Il faillit être porté par un grand courant. Mais pendant quelques jours ou quelques semaines seulement. C'était au 6 février 1934. Alors que le parti communiste et l'A.R.A.C. convoquaient leurs troupes place de la Concorde et criaient : A bas les voleurs ! A bas Daladier ! en même temps que de la Rocque, Doriot prenait la tête du courant qui se refusait à cette politique à l'intérieur même du parti communiste. Il prenait l'initiative de la première contre-manifestation du 9 février à la gare de l'Est. Sentant le danger de leur politique, le parti et la C.G.T.U. renversaient la vapeur et se joignaient à la grève générale du 12 février lancée par la C.G.T. Du coup la position juste de Doriot était confirmée mais en même temps elle lui était enlevée. Il eût pu alors, s'il avait inspiré confiance à des hommes comme Renaud Jean, constituer un courant d'opposition important au sein du parti, peut-être même au dehors. A-t-il voulu être le chef, le seul chef d'un mouvement ? On ne sait et cela importe peu d'ailleurs. Mais ce qui importe, c'est que Doriot fut chez nous l'un des premiers produits fabriqués complètement par Moscou, possédant l'art de manier les foules enseigné là-bas, mais aussi manquant d'une véritable conviction intérieure. Dix ans avant, nous avions été mis en garde par l'un des nôtres, Fernand Loriot ; donc bien avant l'ascension de Doriot. Notre ami l'avait jugé à Moscou précisément. « Avant de se prononcer dans les discussions russes, Doriot ne se demande pas qui a raison mais qui va l'emporter. Il se réserve toujours de façon à être du côté du manche et de la caisse. » C'est ce défaut de caractère, joint à la volonté de jouer au grand chef, qui a fait sombrer Doriot, dégringolant de chez Staline chez Mussolini et chez Hitler, avec l'appui sonnant du patronat français.

Tito aura-t-il le même sort ? Rien ne permet de le dire.

Son ministre Bibler a pris à la conférence de Belgrade une attitude qui a surpris. Il pouvait peut-être faire moins d'amabilités à Vychinski. Il pouvait difficilement avoir sur le fond une autre attitude. Cette conférence de Belgrade était dirigée en premier lieu contre Tito. Elle était une démonstration de la force russe dans les Balkans au lendemain du soufflet reçu. La Yougoslavie ne pouvait se prononcer contre le Danube aux Etats riverains, politique que Staline combattait il n'y a pas tellement d'années contre la Roumanie.

Nous ne sommes pas plus des admirateurs de Tito que nous n'épousons complètement le point de vue de Topalovitch. Nous nous efforçons de comprendre ce qui se produit en Yougoslavie, avec l'ardent désir de le voir échapper au totalitarisme russe et à son propre totalitarisme, sans pour cela tomber au rang de nos piêtres démocraties occidentales.

## Europe-América

J'aurais voulu faire quelques remarques sur l'appel que nous publions plus loin. Une discussion comme celle qui est proposée est plus que jamais nécessaire, si on veut que les Européens comprennent quelque chose à l'Amérique et que les Américains puissent s'orienter parmi les ruines de l'Europe malade. Mais il faudrait faire mieux encore.

Durant toute la dernière guerre nous avons souffert de l'absence d'un second Zimmerwald.

Lorsque Koestler lança l'idée d'une Fraternelle internationale des pessimistes, nous avons dit : Pourquoi pas ? Mais Koestler a pensé à tout autre chose qu'à réaliser son idée.

En attendant la résurrection d'une véritable Internationale, les révolutionnaires de bonne volonté du monde entier ne pourraient-ils tisser un lien entre eux ?

Pierre MONATTE.

# L'expérience malheureuse de la S.N.E.C.M.A.

La loi plaçant la S.N.E.C.M.A. « sous un statut provisoire en vue de sa réorganisation » a été publiée le 3 juillet par le « Journal officiel ».

Douze mois sont donnés à un « administrateur spécial », en l'espèce M. Potez, pour limiter l'activité de la société à l'étude et à la fabrication de moteurs d'aviation et des matériels qui s'y rattachent, et transférer les activités accessoires à d'autres sociétés ou établissements nationaux sous contrôle.

Dans un délai de six mois, le bilan au 30 juin 1948 devra être établi. Il sera accompagné d'un rapport sur la gestion se terminant à cette date.

L'administrateur spécial est assisté d'un « comité consultatif » composé de quatre administrateurs de la société en exercice, au 30 juin 1948, dont un représentant du personnel. Tous les trois mois, l'administrateur spécial établira un rapport faisant apparaître l'état d'avancement de la réorganisation de l'entreprise.

Les contrats conclus entre le 18 mai 1945 (date de la nationalisation) et le 3 juillet 1948 pourront faire l'objet d'une révision. L'Etat donne sa garantie aux emprunts contractés par la société dans la limite d'un montant maximum de 1 milliard 25 millions de francs. En outre, il consentira à la S.N.E.C.M.A. des avances du Trésor d'un montant maximum de 1 milliard 900 millions de francs.

## TRESORERIE INSUFFISANTE

Il a donc fallu que la S.N.E.C.M.A. soit acculée à la faillite pour que l'Etat, qui est à la fois son propriétaire et son unique client, se décide à lui donner les moyens de trésorerie qui lui faisaient défaut, en lui procurant, comme propriétaire, des fonds de roulement, et en lui payant ses dettes comme client.

Depuis 1945, il était avéré, écrit M. Plevin dans son rapport, que la structure financière des sociétés nationales de constructions aéronautiques ne correspondait absolument pas à leurs besoins :

« La plupart des entreprises industrielles françaises ont dû, au cours des deux dernières années, procéder à des augmentations de capital considérables ou à des émissions d'obligations. Les pouvoirs publics n'ont pas pris les dispositions nécessaires pour fournir à la Société une dotation permanente suffisante. »

En 1947, M. Pellenc avait déjà indiqué les difficultés de trésorerie de la S.N.E.C.M.A. et la responsabilité de l'Etat :

« ...La Société est dans une situation très difficile du point de vue de sa trésorerie, et se demande chaque mois comment faire face à ses échéances. »

« Il est juste de dire que cette situation est en grande partie imputable aux pouvoirs publics qui lui doivent encore, en mai 1947, près d'un milliard de francs. »

(Rapport Pellenc, p. 75)

## « LENTEURS INCROYABLES » DE L'ADMINISTRATION

M. Plevin incrimine les méthodes de gestion budgétaire du ministère de l'Air : « La commission est unanime à considérer que ces méthodes sont actuellement, profondément défectueuses et contribuent pour une part notable aux difficultés rencontrées par les sociétés nationalisées aéronau-

tiques, qu'il s'agisse de la S.N.E.C.M.A. ou des sociétés de cellules. »

Il donne un exemple précis des « lenteurs incroyables » de l'administration :

Le dossier d'un contrat entre les fournisseurs et le ministre de l'Air, lorsque l'accord s'est établi entre les deux parties, met 45 jours pour arriver à la notification de l'accord si les divers organismes de contrôle ne soulèvent pas de difficultés.

Si des difficultés se présentent, ce délai de 45 jours peut être « considérablement augmenté ».

Voici, d'ailleurs, un extrait de l'audition de M. Bessières, contrôleur des dépenses engagées :

M. LE PRESIDENT. — Ce n'est pas à vous, comme représentant du ministère des Finances, que sont dus ces retards ?

M. BESSIERES. — Les marchés restent chez moi quarante-huit heures.

M. LE PRESIDENT. — Et vous êtes, en somme, celui qui devrait être le plus pointilleux et méticuleux. Nous connaissons, d'ailleurs, vos rapports. Personnellement, je les ai lus et étudiés, et vous répondez bien à la définition du parfait contrôleur des dépenses engagées. Et il vous faut quarante-huit heures.

Et alors, d'où vient le retard ?

M. BESSIERES. — Le dossier quitte le service de la production aéronautique. A ce moment il faut qu'il soit tapé et, généralement, on demande aux industriels de s'en charger eux-mêmes pour accélérer la marche de l'affaire. Il va ensuite à la direction technique, service des marchés ; de là il passe à la direction technique, service des crédits ; il revient au service des marchés ; de là, il va au contrôle de l'Air, ensuite au contrôle des dépenses engagées ; il revient au service des marchés qui le renvoie au service des crédits, qui l'envoie ensuite à la signature du directeur technique ou du ministre. A ce moment-là, le marché est renvoyé à la production aéronautique.

M. LE PRESIDENT. — Et on dit qu'il n'y a pas d'économies possibles !

Avez-vous signalé cela au ministre de l'Air ?

M. BESSIERES. — Je l'ai inscrit dans plusieurs rapports.

M. LE PRESIDENT. — Mais qui lit vos rapports ? Moi, peut-être.

M. BESSIERES. — Je ne peux pas faire autre chose, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. — Ne pouvez-vous pas saisir le ministre de l'Air directement ?

M. BESSIERES. — J'ai saisi le directeur technique de cette situation depuis fort longtemps et on m'a dit que, matériellement, il faut que les marchés suivent ce circuit.

M. BURLLOT. — Combien y a-t-il de signatures sur ces marchés ?

M. LE PRESIDENT. — Il n'y a pas de signature, car cela engagerait des responsabilités. Ce sont des gris-gris dans l'Administration française. Personne ne s'engage, on fait un petit gri-gri dans la marge. Celui qui signe est très rare.

Monsieur le contrôleur, nous voudrions tout de même que notre enquête ne soit pas du temps perdu. Vous avez entendu ce que vient de dire M. Bessières et, même en notre nom, ne pourriez-vous pas saisir de la question le ministre de l'Air et voir si, par un acte d'autorité, il ne peut pas imposer à son service une certaine simplification ?

M. RICHARD. — Je ne demande pas mieux que d'essayer. J'ai d'excellents contacts avec le contrôle aéronautique, notamment le contrôleur.

M. BESSIERES. — Je dis quarante-cinq jours quand il n'y a pas d'accrochage, car si le contrôleur des

dépenses engagées ou le contrôle a une observation à faire, le circuit est refait en sens inverse.

M. LE PRESIDENT. — Le représentant de la C.G.T. nous a donné un chiffre très intéressant. Il a été payé en agios et intérêts dus aux retards du ministère une somme supérieure à 300 millions.

M. BESSIERES. — Je l'avais évaluée à 500 millions.

#### « METHODES DESASTREUSES » DE CALCUL DES PRIX

La politique des prix a certainement aggravé les difficultés de la S.N.E.C.M.A. Dans sa lettre ouverte du 31 mai 1948, le « Comité de défense de la S.N.E.C.M.A. » affirmait :

« En juin 1947, alors que les prix industriels étaient au coefficient 7, le prix de vente du moteur 14 N de la S.N.E.C.M.A. était au coefficient 3,72.

Si l'on avait seulement appliqué le coefficient 5 à ce moment, la S.N.E.C.M.A. aurait bouclé son budget de 1947 avec bénéfices, puisque sur les seuls marchés de ce type de moteur, elle aurait fait dans l'année un supplément de recettes de 285 millions.

M. Plevin reconnaît qu'il est exact de dire que, « dans une certaine mesure, cette insuffisance a joué ».

Sur la même question, le ministre alors responsable, M. Teitgen, a fourni des renseignements qui méritent d'être retenus :

Nous sommes actuellement — dit M. Teitgen — en contentieux interne avec la S.N.E.C.M.A. sur une quantité de marchés parce que, précisément, la Société discute les prix qui sont alloués, conteste l'insuffisance du taux horaire et invoque les habitudes consistant à augmenter les temps après avoir reconnu l'insuffisance du taux horaire.

C'est un problème extrêmement grave. L'origine de cette manière de faire date de l'occupation.

Les Sociétés nationalisées qui travaillaient plus ou moins clandestinement, poursuivaient un but : conserver une grande masse de main-d'œuvre et justifier sa présence afin de la faire échapper au service du travail obligatoire en Allemagne.

Elles portaient de moteurs d'avion très simples, on réduisait le prix du taux horaire et on augmentait les temps alloués. Ainsi, d'après les documents officiels, la construction du moteur ou de l'avion nécessitait un nombre d'heures important, ce qui justifiait une main-d'œuvre nombreuse et permettait d'échapper au S.T.O. Immédiatement après la Libération, pour maintenir cette politique de la main-d'œuvre et pour l'augmenter même, on a maintenu le même système : taux horaire insuffisant multiplié par un nombre d'heures allouées ; finalement l'entreprise touchait la même somme, mais la touchait plus au titre des heures qu'à celui du taux horaire. Celui-ci, d'ailleurs, a toujours été mal établi, il a toujours été en retard sur les variations de prix, car dans les contrats du ministère de l'Air, il n'y avait pas de clauses de variation.

Donc, lorsqu'il y avait une augmentation, soit des matières premières, soit de main-d'œuvre, comme cette augmentation n'était pas prévue par le marché au moyen de clauses de variation de prix, automatiquement, dans le calcul du taux horaire, on se « débrouillait », il faut bien le dire, en augmentant le nombre d'heures allouées.

Ces méthodes sont désastreuses, d'abord parce qu'elles empêchent les compressions de personnel nécessaires et, ensuite, parce qu'elles créent la situation contentieuse permanente.

#### VALEUR TECHNIQUE « TRES BASSE »

Le ministère de l'Air encourt un troisième grief également important. Les sociétés aéronautiques ne peuvent obtenir de lui les programmes définis qui sont pourtant indispensables. Plus particulièrement pour les moteurs, ces programmes devraient s'échelonner sur plusieurs années. De l'absence de programmes définis, il est résulté une quantité de pièces inutilisables, bonnes pour la ferraille, ou nécessitant des mises au point onéreuses.

Au cours de son audition, M. Potez avait été

amené à contester l'évaluation des pièces figurant dans les inventaires au 31 décembre 1947. Voici les explications fournies par le contrôleur d'Etat, M. Richard :

Evidemment, certains risques proviennent notamment du 14 R (moteur). Ces risques sont connus. Le 14 R a été fabriqué conformément aux clauses techniques du marché, qui est maintenant dépassé. L'Etat lui-même est tenu de prendre ces pièces telles qu'elles sont et de les faire modifier à ses frais.

C'est très malheureux pour les finances publiques mais, comme vous l'a indiqué M. Marchal lui-même, c'est l'Etat qui s'est trompé quand il a commandé le matériel. Il demande maintenant des modifications, exigées, d'ailleurs par les clauses de l'O.A.C.F. (Convention de Chicago) et, notamment, une révision des fabrications.

Je ne pense pas, sur ce point, que la Société doive payer.

Ainsi s'est trouvée mise en cause la valeur technique elle-même des services officiels aéronautiques. A ce propos, les déclarations de l'ingénieur Marchal, directeur technique de la S.N.E.C.M.A., valent d'être consignées :

M. MARCHAL. — Le résultat est tel que vous l'a indiqué M. Richard, certaines pièces qui avaient été fabriquées conformément aux plans anciens devront soit être retouchées — et c'est le cas pour un certain nombre car nous nous sommes efforcés de ne pas ferrailer du matériel qui a de la valeur et simplement de le perfectionner en essayant de nous servir de ce qui existait — soit ferrillées lorsque cela est absolument nécessaire.

Il est discutable de soutenir que la S.N.E.C.M.A. est en faute pour ces pièces au sujet desquelles j'ai indiqué au conseil d'administration qu'on ne savait pas qui serait appelé à les prendre en charge financièrement.

M. LE PRESIDENT. — A l'origine de cette situation, une déclaration a été faite par une autorité qualifiée : tel qu'il était, le moteur était suffisamment étudié ?

M. MARCHAL. — Oui.

M. LE PRESIDENT. — Quelle était cette autorité ?

M. MARCHAL. — Cette opinion a résulté d'un essai d'endurance conformément au règlement français de l'époque, c'est-à-dire en 1940, pour le moteur 14 R. Entre 1940 et 1944, Gnome et Rhône a produit un certain nombre de moteurs 14 R pour les Allemands que nous avons été obligés de ferrailer, d'ailleurs, pour la plus grande part car les aciers avec lesquels ils avaient été construits n'étaient pas satisfaisants. C'est sur la foi de cet essai de 1940 que les services officiels du ministère de l'Air ont admis que le moteur était suffisamment au point.

M. LE PRESIDENT. — Monsieur Marchal, j'ignore votre origine technique et je vous prie de répondre à nos questions sans aucune espèce de souci de ménager personne. Vous avez affaire à une commission, et ce n'est pas de notre côté qu'il y a jamais eu des indiscretions, quels qu'aient pu être les sentiments exprimés. Nous avons vraiment le grand désir que, de cette crise que traverse notre aviation, sorte du bien et qu'après, vous puissiez, avec les ingénieurs et les ouvriers, faire quelque chose qui fasse honneur à la France.

Je donne un peu de solennité à ma question : considérez-vous que les services officiels qui ont pris cette position étaient à la hauteur de leur tâche ?

M. MARCHAL. — Non, Monsieur le Président, ils ne peuvent pas l'être. Les ingénieurs de l'aéronautique — dont je fais partie — n'ont jamais pu aller apprendre leur métier dans les usines.

M. LE PRESIDENT. — Autrement dit, on ne les a pas envoyés en Amérique, en Angleterre ?

M. MARCHAL. — On ne les a même pas envoyés au Sud-Est, à la S.N.E.C.M.A., chez Hispano.

M. LE PRESIDENT. — Alors, il y a à la base un défaut fondamental dans la formation des ingénieurs aéronautiques ?

M. MARCHAL. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. — Comment se fait-il qu'un tel défaut qui a dû apparaître tout de même aux intéressés n'ait pas été corrigé ?



# EUROPE-AMÉRIQUE

M. MARCHAL. — Monsieur le Président, je m'en suis expliqué avec le directeur technique de l'époque, M. Leroux, et je lui ai dit : « Il faut envoyer les ingénieurs dans les usines, sinon, quand la guerre sera finie, nous n'aurons rien. » C'était en 1940. Il ne l'a pas fait. J'ai pu moi-même m'échapper de cette tutelle administrative, par chance, mais j'ai été le seul.

Les directeurs techniques sont toujours pris par l'urgence du travail courant, les ingénieurs ont toujours une tâche à remplir et sont appelés à négliger cette question.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est de la bureaucratie technique, ce n'est pas de la technique.

Et quelle est votre opinion sur la valeur technique des services officiels d'aujourd'hui ?

M. MARCHAL. — Elle est basse, très basse, monsieur le Président.

## GESTION STALINIENNE, PLUS GESTION D'ÉTAT

Ces citations du rapport parlementaire de M. René Plevin sur la S.N.E.C.M.A. suffisent-elles à étayer la thèse que nous avons esquissée dans le dernier numéro de la « R. P. », à savoir que la gestion stalinienne de la S.N.E.C.M.A. ne constitue qu'une cause secondaire du désastre de cette nationalisation ? Les lecteurs apprécieront.

Il est toujours très délicat de se prononcer en matière économique, et c'est un problème ardu que de gérer une entreprise.

La gestion des staliniens, installés au ministère de l'Air par de Gaulle avec l'accord des socialistes, et devenus grâce à eux les maîtres absolus du trust d'Etat de l'aviation française, ne pouvait évidemment conduire la S.N.E.C.M.A. qu'au désastre.

Mais une société coopérative ouvrière de production formée entre les ouvriers des usines Gnome et Rhône, se tenant rigoureusement à l'écart de la politique, animée du seul désir de produire beaucoup de bons moteurs d'avion, soucieuse avant tout de gérer consciencieusement l'affaire qui lui était confiée par l'Etat, aurait-elle pu, elle, étant données les méthodes de l'Etat, conduire la S.N.E.C.M.A. au succès ?

Ou bien le vice des nationalisations étatisées est-il un vice originel frappant par avance d'incapacité les entreprises ?

On nous permettra de citer encore une fois M. Plevin :

« Et nous touchons ainsi à une des difficultés particulières aux industries aéronautiques nationalisées et au ministère de l'Air. L'Etat se trouve à la fois propriétaire et client. Le ministre de l'Air est tuteur des entreprises nationalisées de l'aéronautique. Il est en même temps chargé de gérer les crédits qui lui sont votés par le Parlement. En cette qualité, il a le strict devoir de les gérer au mieux, c'est-à-dire en serrant les prix le plus possible, qu'il traite avec des entreprises privées ou avec des entreprises nationalisées, entre lesquelles doit exister une égalité de traitement. Le ministre de l'Air peut également faire observer qu'en serrant les prix, il oblige les sociétés de construction à serrer elles-mêmes leurs prix de revient et leurs conditions de fabrication. Et on peut dès lors se demander s'il est normal que ce soit dans ces conditions le même ministre qui soit chargé d'assurer le bon fonctionnement des entreprises de constructions aéronautiques et de passer ainsi des commandes à ces entreprises. Il est ainsi constamment partagé par une dualité d'intérêt. »

S'il s'agit de mettre un nouveau ministère « dans le circuit », nous sommes plutôt sceptique quant aux résultats.

Il nous semble qu'il faudrait au contraire dégager les entreprises de la tutelle des ministères grâce auxquels l'Etat apparaît sous un jour détestable : mauvais payeur, mauvais client, mauvais propriétaire, mauvais producteur, et le plus cher.

CHAMBRICE.

*Cet appel nous a été apporté par un de nos amis, un des signataires. Nous l'accueillons bien volontiers.*

*Il est certain qu'un échange d'informations, des discussions, des confrontations de points de vue est aujourd'hui plus que jamais nécessaire.*

*Nous y participerons avec empressement pour ce qui est de notre domaine, mais il est clair que l'appel s'adresse avant tout aux intellectuels, écrivains, artistes, et c'est à l'un d'eux que revient la tâche de rassembler ici tous ceux qui refusent d'endosser l'uniforme de Jdanov.*

Nous sommes un groupe d'écrivains américains qui se sont réunis pour former un centre de solidarité avec les intellectuels d'Europe qui restent en dehors des partis de masse. Comme nous, ces écrivains, philosophes, artistes, sont isolés non seulement des grands blocs de puissances qui divisent le monde mais aussi, dans une grande mesure, ils le sont, les uns des autres. Dix années de fascisme, de guerre, de famine, de souffrances collectives ont laissé l'Europe dans une situation que le stalinisme exploite.

Placés devant les deux courants qui entraînent les hommes vers le pouvoir soviétique ou vers la puissance américaine, nombreux sont ceux qui se sont malgré eux, résignés à la passivité. Les socialistes et les démocrates indépendants ne se sentent pas assez forts pour édifier des centres de résistance ou ne croient pas en leur efficacité. Notre but est de combattre cet état d'esprit de découragement.

En Europe, des facteurs matériels limitent et gênent les communications. Ici un genre différent d'isolement est le lot de la plupart des intellectuels sans parti. Sans avoir souffert des ravages de la guerre, des répressions fascistes ou staliniennes, nous nous sentons incapables de donner à notre opposition, si réelle qu'elle soit, une expression pratique. Le résultat a été une perte de contact que nous pouvons contribuer à rétablir. Nous voulons avant tout montrer aux Européens non conformistes qu'ils ne sont pas seuls, et que certaines conceptions fondamentales de liberté et de justice sociale restent pour nous un terrain commun.

Nous espérons créer une atmosphère dans laquelle une nouvelle conception politique pourra se développer, dans laquelle un sincère échange d'idées et une confrontation des divergences seront possibles.

Nous nous sommes rassemblés sur la base suivante :

1° Nous considérons le stalinisme comme le principal ennemi en Europe.

2° Nous voulons aider toutes les tendances visant à la formation d'une nouvelle « gauche » qui soit indépendante à la fois des gouvernements soviétique et américain.

3° Notre principal objet est la libre communication entre intellectuels américains et européens — c'est-à-dire l'instauration de ce que Albert Camus appelle une « communauté de dialogue ». Ce que nous proposons pour l'Europe d'aujourd'hui n'est pas un programme spécifique quelconque mais un nouvel examen des problèmes politiques selon les méthodes de la controverse et de la discussion.

*Parmi les signataires on relève les noms de N. Chiaromonte, Niccolo Tucci et Salvemini ; les directeurs de Partisan Review : William Phillips, Philip Rahv et Delmore Schwartz ; Sidney Hook, directeur du département de philosophie à New York University, dont une traduction de son livre sur Marx a paru ici sous le titre « Pour comprendre Marx » ; Dwight Macdonald, directeur de Politics ; le critique Alfred Kazin ; Bertram Wolfe ; la journaliste bien connue Dorothy Thompson.*

# Notes d'Economie et de Politique

## ECONOMIES INTERIEURES

### ET SI CETTE HISTOIRE VOUS AMUSE...

Et voilà ! Après Blum, Mayer ; après Mayer, Reynaud ; et toujours la même antienne recommence : « On n'augmentera pas les salaires, car... on va faire baisser les prix » ! A la suite de l'« expérience » Blum, après deux mois, non de baisse des prix, mais de leur stabilisation, les prix ont, en moins d'un an, presque doublé ; à la suite de l'opération de gangster de M. René Mayer, après deux mois, non de baisse, mais de stabilisation, les prix ont recommencé à monter : le vol des billets de cinq mille francs est de février, l'indice des prix de gros est passé de 1.536 en mars à 1.691 en juin, l'indice parisien des prix de détail des aliments est passé de 1.518 à 1.560 en juin, malgré l'influence saisonnière qui portait à la baisse ; qu'est-ce que ça va être cet hiver ?

Mayer, comme Blum et Ramadier précédemment, s'étant usé à ce petit jeu, et ayant de plus, par la rentrée anticipée des impôts, consommé en six mois la plus grande partie des ressources du budget pour toute l'année, Reynaud vient le remplacer et la même chanson recommence : « Le plan Blum ne valait rien, le plan Mayer ne valait rien, mais vous allez voir ce que je vais vous sortir ; cette fois, c'est sérieux, la vie va baisser, donc, en attendant... pas d'augmentation de salaires. »

C'est à se tordre. Ou plutôt ce serait à se tordre si l'on n'assistait à ce spectacle effroyable de représentants de la classe ouvrière qui sont tellement dépourvus de pudeur qu'ils osent marcher dans une histoire pareille ! Une histoire qui, comme dit Marx, revient à dire à l'ouvrier « qu'il lui faut se contenter de mots en guise de choses ».

Mille fois on leur annoncera pour demain, la baisse des prix, mille fois ils assisteront, non à une baisse, mais à une hausse, et cependant, la mille et unième fois, ils demanderont encore qu'on fasse baisser les prix et accepteront encore, dans cet espoir, qu'on n'élève pas les salaires !

Mille fois ils pourront constater que la baisse des prix par mesure de police produit de l'effet tout juste pendant quelques semaines, mais bientôt, comme elle entraîne inmanquablement une raréfaction de la marchandise, on est obligé de l'abandonner afin de ne pas accroître la disette ; cependant, pour la mille et unième fois ils demanderont de nouvelles mesures de police, plus rigoureuses encore, incapables qu'ils sont de se mettre dans la tête cette vérité élémentaire que si l'on veut avoir d'un produit, il faut « le payer son prix », c'est à dire à un prix correspondant à sa véritable valeur, compte tenu de la valeur de la monnaie. Et que, lorsque, du fait de l'émission de fausse monnaie par l'Etat (inflation), la valeur de la monnaie baisse, les prix des marchandises doivent nécessairement monter, si l'on veut que les choses continuent à être payées à leur valeur.

Mais ils sont aussi sourds au raisonnement qu'à l'expérience. Pourquoi ?

### DE L'EAU AU MOULIN DE STALINE

L'une des raisons pour lesquelles ils veulent rester sourds est, paraît-il, celle-ci : ils ont peur, en prenant une attitude contraire, de faire le jeu des stalinien. Les tsaristes français demandent une haus-

se des salaires et l'échelle mobile. Réclamer la même chose qu'eux ce serait faire leur jeu !

Comment ne s'aperçoit-on pas que la réalité est tout le contraire, que c'est en s'opposant à la hausse des salaires, à toute révision des salaires en fonction de la hausse des prix qu'on précipite les ouvriers français dans les bras du stalinisme.

Lorsque les Thorez, les Frachon, les Croizat étaient, eux aussi — parce qu'ils étaient alors au gouvernement — contre la hausse des salaires, lorsqu'ils clamaient partout : pas de grèves ! ne revendiquez pas ! produisez ! ah ! alors on ne craignait pas de faire leur jeu : on faisait chorus avec eux. Ce n'est que depuis qu'ils ont adopté une politique qui, pour une fois, coïncide avec l'intérêt ouvrier qu'on se sépare d'eux !

Comment voulez-vous que, dans ces conditions, les travailleurs ne considèrent point les antistalinien comme des fumistes, comme des gens qui, tout comme les stalinien, font passer les intérêts de leur politique avant ceux de la classe qu'ils prétendent défendre, ou, pire encore, comme de simples agents du patronat à l'instar des Biétry d'autrefois.

Ce dont souffrent présentement toutes les classes de ce pays, et tout particulièrement le prolétariat, c'est d'insécurité. Chacun craint de ne pouvoir demain manger à sa faim. Seule l'échelle mobile des salaires procurera à la classe ouvrière un peu de cette sécurité à laquelle elle aspire aujourd'hui si fortement. Tout mouvement qui prétend s'adresser à elle et qui ne se donne pas comme premier objectif l'obtention d'une échelle mobile est voué à l'échec.

Les circonstances politiques générales sont maintenant particulièrement favorables pour battre en brèche le stalinisme. Mais rien à cet égard ne sera possible si on continue à laisser aux stalinien seuls le soin de défendre les intérêts les plus immédiats des travailleurs.

### LE DOUBLE JEU DES STALINIENS

Telle est la première raison pour laquelle, en marchant dans le bateau de la baisse des prix et en prenant position contre la hausse des salaires, on apporte de l'eau au moulin du parti tsariste français. Il en est une seconde, plus importante encore.

En fait, tout en se déclarant partisans de la hausse des salaires et de leur révision périodique, les stalinien ne font à peu près rien pour faire aboutir ces revendications.

Les grèves de novembre n'avaient pas pour but la hausse des salaires puisqu'en maints endroits aucune revendication précise ne fut à cet égard formulée, elles n'étaient destinées qu'à impressionner la politique française ; quant aux quelques grèves qui ont eu lieu depuis, telles celles de Clermont-Ferrand, ce furent des grèves à peu près spontanées où la C.G.T. ne fit guère que suivre.

Tout comme Jouhaux, bien que pour des raisons différentes, Frachon et ses patrons sont, en réalité, contre la hausse des salaires.

Le grand leitmotiv actuel de la propagande stalinienne est, en effet, de dire aux ouvriers, surtout à ceux qui ne sont pas complètement acquis, que « le seul moyen d'en sortir, c'est une dictature communiste ». Or, il va de soi que, pour que cette propagande porte, il faut qu'en effet l'ouvrier ne puisse pas « s'en sortir », que, de moins en moins il puisse s'en sortir. Avec des salaires qui ne bougent pas et

une vie qui monte, la pensée lui viendra naturellement, sans que presque l'on ait besoin de le lui souffler, que seule une dictature, une « bonne » dictature, une dictature communiste, pourra arranger cela.

Si j'en juge d'après ce que je vois dans ma région, cette propagande porte déjà largement ses fruits. On ne lui cassera les reins qu'en permettant aux ouvriers, par un salaire accru, de manger à leur faim. Le bla-bla-bla est impuissant à détruire les chimères qui naissent dans le cerveau d'un homme au ventre vide.

### DES SALAIRES QUI MONTENT PLUS VITE QUE LES PRIX (Suite)

Aux multiples exemples que nous avons donnés de salaires ayant monté plus que les prix, certains lecteurs auront peut-être objecté que ces exemples s'appliquaient à des cas où, tout en ayant monté, les prix n'avaient pas monté à une allure aussi accélérée qu'en France, ou qu'il s'agissait de pays qui n'avaient pas « autant souffert de la guerre » que la France.

Prenons donc, cette fois, un pays qui a certainement autant souffert que la France et où la hausse des prix a été encore beaucoup plus rapide qu'en France : l'Italie. L'Italie où les prix ont monté depuis 1939 de cinquante fois, alors qu'en France ils n'ont augmenté que de 15 fois.

Eh bien, à l'heure actuelle, les salaires des ouvriers italiens sont, par rapport à 39, au coefficient 51, tandis que le coût de la vie n'est qu'au coefficient 49.

Je m'empresse de dire que ces chiffres sont pris à une statistique patronale (la Confédération des syndicats patronaux italiens), mais le coût de la vie et les salaires sont des choses trop connues de tous pour que les statistiques, même patronales, puissent s'écarter beaucoup de la vérité. Par conséquent, si les salaires en Italie n'ont peut-être pas, en réalité, monté plus que les prix, comme il résulterait de cette statistique, on peut cependant admettre que leur hausse a tout de même été du même ordre. Contraste complet avec la France, où le coût de la vie a monté deux fois plus que les salaires.

En fait, si on excepte les pays totalitaires, ceux d'au delà le rideau de fer, l'Espagne et le Portugal, ainsi que les pays écrasés par la botte du vainqueur comme l'Allemagne, la France est le seul pays où la classe ouvrière a vu son standard de vie baisser. Et dans quelle proportion ! Le prolétariat français est maintenant à la queue du prolétariat mondial, tout au moins de celui des pays libres.

On se demandera peut-être comment il se fait que les ouvriers italiens n'ont pas connu le même sort que les ouvriers français. La raison en est simple : ils n'ont pas cessé de revendiquer. Pour des causes que nous ignorons, mais dont la principale est sans doute la moins grande docilité des travailleurs italiens aux mots d'ordre des mauvais bergers, le parti communiste et le parti socialiste italiens n'ont jamais, même quand ils étaient au pouvoir, pratiqué la politique antiouvrière des Thorez et des Croizat. Ils ne se sont jamais opposés aux grèves. Dès le lendemain de la libération, les travailleurs italiens se sont livrés constamment à de grandes manifestations de masse pour obtenir de décentes conditions de vie ; aussi n'ont-ils pas connu le retard que les ouvriers français ont subi durant les années néfastes de 1945-1946 et qu'ils n'arrivent plus maintenant à rattraper.

## LE SALAIRE MINIMUM AUX ETATS-UNIS

La fixation par la loi d'un salaire minimum, telle était l'une des plus importantes revendications des partis socialistes, lorsqu'il y avait encore des partis socialistes. Or les partis dits socialistes sont maintenant au pouvoir, totalement ou partiellement, dans tous les Etats de l'Europe occidentale, mais, malgré cela, le salaire minimum, là où il existe, ne figure en Europe que comme l'un des éléments des salaires maxima qu'il est interdit aux ouvriers de dépasser.

En revanche, en Amérique, où il n'y a, pour ainsi dire, pas de partis socialistes, où ceux-ci n'ont même pas un seul député et, **a fortiori** aucun ministre, mais où il existe des syndicats extrêmement actifs et une classe ouvrière qui n'hésite pas, chaque fois qu'il est nécessaire, à faire grève et à se battre avec la police, cette vieille revendication socialiste est, déjà depuis un certain temps, passée dans la loi.

Le salaire minimum légal est actuellement aux Etats-Unis de 40 cents par heure. En comptant le dollar au cours d'exportation, qui est vraisemblablement celui qui correspond le mieux à la parité des pouvoirs d'achat, soit à 250 francs, cela fait un salaire minimum de 100 francs de l'heure — ce qui n'est déjà pas mal. Pourtant, Truman a proposé à la session extraordinaire du Congrès qu'il vient de convoquer, de porter ce salaire minimum à 75 cents par heure, c'est-à-dire 187 francs — ce qui est encore mieux.

L'Amérique est, certes, le pays du grand capitalisme, mais il est aussi celui des hauts salaires. Les deux choses d'ailleurs se tiennent. Il n'y a un grand capitalisme, un capitalisme fortement développé parce que hautement progressif, que si le patronat est constamment aiguillonné par une classe ouvrière ardemment revendicative.

## ECONOMIE IMPERIALE

### LE DOLLAR, MONNAIE DE L'EUROPE

Des camarades ont souvent demandé que la « R. P. » consacre une étude d'ensemble au plan Marshall. Je pense personnellement qu'une telle étude ne serait pas d'une grande utilité. Le plan Marshall est comme tous les plans ; tout dépendra de la manière dont il sera appliqué, et l'étude des textes, aussi bien celle du plan d'ensemble soumis au Parlement américain que celle des accords bilatéraux conclus entre les Etats-Unis et chacune des dix-sept nations participantes, ne nous apprendrait pas grand-chose à ce sujet. Il sera donc beaucoup plus utile, je crois, d'analyser les différentes mesures qui seront prises en vertu de ce plan, au fur et à mesure qu'elles seront décidées ; la véritable signification du plan apparaîtra alors beaucoup plus clairement.

C'est ainsi que la mesure qui vient d'être prise par l'administration américaine du Plan, sur la proposition des nations européennes, pour le financement du commerce intra-européen est hautement significative.

Dès son arrivée en Europe, Harriman avait été frappé par ce qu'il avait appelé la question des « surplus européens » et qu'il considérait, d'après ses propres déclarations, comme le problème le plus urgent à résoudre.

Les « surplus européens », qu'est-ce que c'est que cela ? Eh bien ! voici :

Beaucoup de pays européens ont un surplus de certaines marchandises (ou pourraient en avoir un)

qu'ils ne consomment pas car il excède (ou excèderait) leurs besoins et qu'ils ne peuvent non plus vendre aux pays voisins, bien qu'il ferait très bien leur affaire, parce que ceux-ci n'ont pas d'argent pour l'acheter.

Certes, ces pays ont de leur propre monnaie, qu'ils donneraient bien au pays vendeur, mais celui-ci ne veut pas de leur monnaie, car il n'a aucune confiance en elle ; il veut absolument être payé, soit avec sa propre monnaie, soit avec une monnaie étrangère, telle le dollar, dans laquelle il a confiance ; or les pays qui seraient acheteurs se trouvent n'avoir ni de la monnaie du pays vendeur, ni des dollars. Effet du contrôle des changes !

Ainsi, la Belgique pourrait facilement produire sensiblement plus d'acier qu'elle ne le fait, et la France le lui achèterait volontiers, mais, comme la France achète déjà plus à la Belgique qu'elle ne lui vend, elle n'a pas de francs belges disponibles, et quant aux quelques dollars qu'elle possède, elle préfère les garder pour des besoins plus urgents. De même, l'Italie a des fruits et des légumes en excédent qu'elle ne peut, pour la même raison, vendre à l'étranger. L'« empire français » lui-même a des phosphates en trop, que bien des pays lui achèteraient volontiers s'ils avaient, pour les payer, une monnaie que la France est disposée à accepter. Etc...

C'est là une question européenne, purement européenne, pour la solution de laquelle il n'est pas besoin d'une aide matérielle. C'est une simple question d'arrangement entre les pays européens intéressés, un arrangement qui permettrait aux uns et aux autres de se payer leurs fournitures réciproques.

Il y a plusieurs moyens de résoudre ce problème. Au moins deux. L'un, c'est de supprimer le contrôle des changes, revenir à l'échange libre des monnaies et des capitaux, comme avant la guerre (1). Mais, de cela, aucun de nos Etats, jalousement enfermés dans leurs autarcies respectives, ne veut entendre parler. Un second moyen serait de créer une monnaie internationale, un billet de banque européen, servant, pour le moins, au commerce européen international, et, pour le plus, comme seule monnaie, à l'intérieur même des Etats européens. J'ai discuté de cette question en détail, ailleurs, il y a quelques mois (2). Mais ce serait là encore beaucoup trop d'internationalisme pour nos chauvins des « économies nationales ».

L'Europe s'est donc montrée incapable de résoudre ce problème, et cependant l'Amérique exigeait, fort justement, qu'il le fût, car elle trouvait absurde — et avec combien de raison — d'envoyer à grands frais de l'acier, d'Amérique en France, en vertu du plan Marshall, alors qu'il était si facile pour la France de s'en faire expédier, à bien moindres frais, de ses voisins de Liège.

Alors, il a fallu que ce soit l'Amérique qui, elle-même, résolve ce problème, si purement européen qu'il soit. Sur la demande même des Etats d'Europe, Hoffman, l'administrateur du plan Marshall, a décidé que ce serait l'Amérique qui paierait elle-même en dollars les marchandises achetées à leurs voisins par les pays d'Europe. Au lieu de donner à la France de l'acier, l'Amérique donnera à la Belgique des dollars pour la payer de l'acier qu'elle fournira gratuitement à la France.

Eh bien ! qu'on le veuille ou non, et quelles que soient les complications qu'on a apportées dans les formes mêmes du paiement afin de camoufler la

(1) Voir dans les **Etudes matérialistes** d'octobre 1947 (« A bas la Nation ») pourquoi c'est là une solution du problème.

(2) **Etudes matérialistes** de janvier 48 : « L'unification économique de l'Europe occidentale. »

chose, le résultat en sera que le dollar va devenir la monnaie officielle des pays d'Europe pour les échanges entre eux.

Les pays européens ne sont plus capables de commercer entre eux que par l'intermédiaire d'une monnaie étrangère. Monétairement l'Europe est déjà américanisée. C'est un fait d'importance ; je n'ai pas l'intention aujourd'hui d'en analyser les conséquences, je le signale seulement.

## NATURE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

L'exemple du dollar devenant monnaie de l'Europe montre dans quel sens le plan Marshall est un plan « impérialiste » au sens élevé du mot si j'ose dire.

Il est ridicule de supposer, comme veulent le faire croire les stalinien, que l'Amérique s'occupe de l'Europe pour tuer son industrie ; il est presque aussi erroné de penser que l'Amérique fait un cadeau de centaines de millions de dollars à l'Europe pour pouvoir écouler le surplus de sa production. Tous les actes des Américains montrent et montreront chaque jour davantage que toutes ces suppositions ne sont que des produits de l'imagination, ne correspondant à aucune réalité.

Ces suppositions proviennent de ce que l'on confond impérialisme avec colonialisme et que l'on croit que l'Amérique va simplement coloniser l'Europe, comme l'Europe a, au siècle dernier, colonisé l'Asie et l'Afrique, en y tuant, en effet, l'industrie indigène (artisanale) et en réservant le marché à ses produits.

Mais instituer un empire mondial, c'est autre chose que coloniser. Il faut créer un monde qui soit viable, viable en toutes ses parties, et c'est à cette tâche que l'Amérique se trouve maintenant nécessairement attelée.

L'Europe, telle que l'histoire l'a faite, avec sa poussière d'Etats, jaloux, rivaux, indépendants les uns des autres, n'est plus économiquement viable. Il faut que l'Europe devienne une. Mais, de cela, elle est totalement incapable. Malgré de grandes déclarations de principes, dès qu'il s'agit de prendre une mesure concrète tendant vers un tant soit peu d'unification économique, les intérêts nationaux divergents s'opposent. L'unification européenne ne peut donc être que le fruit d'une contrainte extérieure. C'est l'Amérique qui fournira cette contrainte ; le plan Marshall est le premier instrument par lequel celle-ci va s'exercer.

L'impérialisme américain est une nécessité pour l'Europe. Il consiste à forcer l'Europe à faire ce qu'il est de son intérêt même de faire, qu'il s'agisse de la création d'une monnaie internationale, de la suppression des tarifs douaniers, de la modernisation des méthodes de travail (1), ou de toutes autres mesures de même ordre. Et c'est parce que ce à quoi l'Amérique obligera l'Europe est d'une nécessité urgente pour l'Europe que l'Amérique s'assurera, nécessai-

(1) Je fais allusion ici à cette commission mixte anglo-américaine que l'Amérique a pu récemment faire adopter par Stafford-Cripps et dont la tâche est d'étudier les moyens d'introduire dans l'industrie britannique les procédés de travail américains. Il s'agit donc là, non plus seulement d'une américanisation de la monnaie, mais de l'américanisation du travail européen, ce qui est encore plus important. Nous aurons sans doute à revenir sur les travaux de cette commission qui nous seront peut-être fort sympathiques si, comme on l'annonce, les Américains ont l'intention d'y proposer la **suppression du travail à la tâche**, et la réduction des improductifs, qui sont, paraît-il, quatre fois plus nombreux dans les usines britanniques que dans les usines américaines.

rement, naturellement, avec le minimum de douleur, le contrôle de l'Europe, ce qui sera la première étape de son empire du monde.

Bien plus que de l'aide matérielle des Etats-Unis, c'est de leur direction économique-politique que l'Europe a besoin. Le plan Marshall destiné à lui fournir la première, lui donnera, par surcroît, la seconde.

## ETATISATION INTERNATIONALE DES HOUILLERES

Les plus de 50 ans se rappellent sans doute que l'un des principaux objectifs de la France, dans la guerre de 1914, avait été d'assurer aux maîtres de forges de Lorraine le bassin houiller de la Ruhr, afin que ceux-ci soient les maîtres du coke dont ils avaient besoin pour leurs hauts-fourneaux. Malgré sa victoire de 1918, les espoirs de la France furent déçus grâce à l'opiniâtreté de Wilson qui ne voulait point avoir fait une guerre de conquêtes, et à celle de Lloyd George qui ne voulait point d'une industrie métallurgique française toute-puissante.

La victoire anglo-américaine de 1945 est apparue à notre traditionnel Quai d'Orsay comme un moyen de remettre ça. S'annexer la Ruhr, pour les vaincus de 1940, c'était tout de même un peu gros. Mais, à défaut, sous prétexte d'internationalisation et de contrôle des armements, on pouvait tenter d'acquiescer une participation suffisamment importante dans la direction de ce bassin industriel pour, à la fois, s'assurer à bon compte tout le charbon dont on pourrait avoir besoin et maintenir en veilleuse l'industrie sidérurgique allemande de manière à éviter toute concurrence sérieuse de sa part sur le marché international.

A cette politique chauvine qui a trouvé sa plus parfaite expression dans les récents débats de la Chambre française sur les accords de Londres, il était convenable qu'une riposte vint de la part des internationalistes. Celle-ci a pris la forme d'une proposition d'internationalisation de « tous » les charbonnages européens faite par nos camarades de « Forces Ouvrières Syndicalistes Européennes ».

« Vous dites que l'approvisionnement en charbon est d'une importance vitale pour tous les pays et que c'est pour cela qu'il faut internationaliser la Ruhr, c'est très juste, mais ce que vous dites est valable pour tous les charbonnages, et c'est pourquoi il faut les internationaliser tous, aussi bien ceux des peuples vainqueurs que ceux des peuples vaincus ; ainsi toutes les nations auront un égal accès à cette source d'énergie fondamentale. « Tel est, à peu près, le raisonnement de nos camarades, et il est impeccable.

Dois-je dire cependant que la solution préconisée ne me satisfait pas.

La mesure qu'ils proposent est internationaliste, et c'est une qualité primordiale, mais elle est en même temps une solution étatiste, et c'est, à mon sens, un vice rédhibitoire. C'est, en effet, en remettant entre les mains des Etats européens les houillères d'Europe qu'on veut les internationaliser.

Oui, je sais bien, nos auteurs prétendent le contraire. C'est à une « société européenne des houillères » placée « sous le contrôle européen » qu'ils entendent confier l'exploitation des charbonnages et la répartition du charbon « selon les besoins des diverses économies nationales ». Mais comme, dans l'esprit de ses parrains, cette société doit certainement ne pas être une société capitaliste, il ne peut s'agir que d'une société d'Etats, un prête-nom pour les Etats, qui sera tout juste aussi indépendante des Etats qui la composeront que nos sociétés des houillères ou l'Electricité de France sont indépendantes de l'Etat français. De quelque manière qu'on s'y

prenne cette société ne sera qu'un gigantesque monopole d'Etat, ou, si l'on me permet ce néologisme, un monopole d'Etats.

Or c'est une règle générale : loin de signifier liberté d'accès pour tous, l'étatisation, qu'elle soit le fait d'un Etat ou d'une assemblée d'Etats, signifie **privilege**. Obtenir du charbon, le charbon qu'il vous faut, au moment où il vous le faut, et à bas prix sera l'occasion d'une faveur.

Voyez ce qui se passe aujourd'hui pour le papier. C'est l'Etat qui répartit le papier. Résultat : si vous êtes puissant, ou bien en cour, vous avez du papier par la voie officielle, autant et même plus qu'il ne vous en faut, et à bas prix ; si, par contre, vous n'êtes ni puissant ni favori du pouvoir, si vous êtes la « R. P. », alors il vous faut acheter votre papier au marché noir, au prix fort.

Eh bien ! il en sera de même pour le charbon avec l'organisation projetée. Avec cette circonstance aggravante que le favoritisme jouera à un double échelon. Il faudra d'abord dans le Conseil des Etats qui assurera la direction des houillères, être un Etat fort ou bien vu, si l'on veut obtenir une part suffisante du charbon produit ; ensuite, à l'intérieur même de chaque Etat, chaque consommateur devra montrer patte blanche s'il veut être bien servi. On devra être un privilégié dans un Etat privilégié.

La seule manière d'assurer dans la plus large mesure le libre accès au charbon consiste, non point à accroître l'emprise des Etats sur les charbonnages mais, au contraire, à la supprimer totalement. Démolissez les barrières douanières, les tarifs « spéciaux » de chemins de fer, faites la chasse aux cartels et aux Konzerns ; que les houillères soient divisées en entreprises distinctes, en nombre suffisamment élevé pour qu'un monopole ne soit pas possible, et laissez ensuite le consommateur s'approvisionner à la houillère qu'il lui plaît, et la houillère rechercher les acheteurs qui lui plaisent ! Vous obtiendrez par là une égalité dans la liberté d'accès au charbon que vous n'aurez jamais quand ce sera un Etat ou un groupe d'Etats qui s'arrogera le droit de vous le distribuer.

## LES LUTTES DES PEUPLES COLONIAUX

### LA SAUVAGERIE DES CIVILISATEURS

A la suite de protestations répétées, le gouvernement hollandais s'est enfin décidé à faire ouvrir une enquête sur la destruction par ses troupes, il y a deux mois, d'un village de Java, Tjikalong, où 150 habitants furent massacrés, 165 maisons brûlées, 980 tonnes de riz détruites. En un mot, une répétition d'Oradour.

On jugera, par avance, des résultats pratiques que produira cette enquête par le fait que l'unité militaire qui s'est rendue coupable de ce forfait (Korps Speciale Troepen) a déjà été l'objet d'une enquête semblable pour avoir tué, l'an dernier, au cours d'une opération de « nettoyage » dans le sud des Célèbes, 5.000 indigènes (chiffre avoué par les Hollandais, mais que les Indonésiens déclarent être de 30.000), et qu'à la suite de cette enquête ce corps « spécial » fut tout simplement déplacé des Célèbes à Java afin de pouvoir y poursuivre le cours de ses exploits.

Rappelons que cette armée hollandaise est celle d'un gouvernement qui est essentiellement constitué de catholiques et de socialistes, c'est-à-dire de gens qui ne cessent de parler de « charité chrétienne », d'« humanité », de « respect de l'homme » et même du droit des peuples à l'indépendance, et pour lesquels, bien entendu, les S.S. d'Oradour sont des bandits avec lesquels ils n'ont rien de commun !

Tartuffes !

## LA GESTION OUVRIERE

### EST-ELLE REALISEE PAR LES INDONESIENS ?

Le journal de la Fédération anarchiste ibérique au Mexique, **Tierra y Libertad**, a publié dans l'un de ses récents numéros une lettre, malheureusement non datée, d'un libertaire hollandais, P. Jong, dont nous extrayons ce qui suit :

**A Java « les travailleurs ont obtenu, dans les faits, leur indépendance économique ; ils ont organisé l'extraction du pétrole par les travailleurs eux-mêmes, occupant les puits, assurant la production et se refusant à tout contrôle de la part des capitalistes ».**

Il est regrettable que le peu de renseignements qu'il est possible d'avoir sur ce qui se passe derrière le rideau de fer qui sépare, aussi bien dans les colonies hollandaises que dans les colonies françaises, les territoires que tiennent encore les colonisateurs de ceux qu'a libérés la population indigène, nous empêche de confirmer et de préciser cette nouvelle, pourtant d'une importance capitale.

## RACISME JUIF ET HUMANISME MUSULMAN

Dans l'organe du parti travailliste indépendant (I.L.P.) de Grande-Bretagne, notre ami F.A. Ridley a récemment rappelé fort opportunément que la caractéristique principale de la religion juive était le racisme, tout comme le racisme était la caractéristique principale de l'hitlérisme.

D'après Renan, le véritable « fondateur du judaïsme » est Esdras, dont l'œuvre constitue l'un des « livres » de la Bible. Sous la forme violente et prophétique habituelle à tout l'Ancien Testament, le livre d'Esdras est un véritable code de racisme. Il y s'agit, avant tout, d'empêcher les mariages mixtes ; les plus lourdes condamnations sont prononcées contre cette abomination :

« ...Le peuple d'Israël et les sacrificateurs et les lévites ne se sont point séparés des peuples de ce pays, comme il le fallait à cause de leurs abominations... Car ils ont pris de leurs filles pour eux et pour leurs fils, et la race sainte a été mêlée avec les peuples de ces pays, et même il y en a des principaux du peuple et des magistrats qui ont été les premiers à commettre ce péché... »

« ...Le pays auquel vous allez entrer pour le posséder est un pays souillé par la souillure des peuples de ce pays-là, à cause des abominations dont ils l'ont rempli depuis un bout jusqu'à l'autre par leurs impuretés. Maintenant donc, ne donnez point vos filles à leurs fils, et ne prenez point leurs filles pour vos fils, et ne cherchez jamais leur paix, ni leur bien, afin que vous soyez affermis et que vous mangiez les biens de ce pays et que vous le fassiez hériter à vos fils à toujours... »

« ...Maintenant faites la confession de votre faute à l'Eternel, le Dieu de vos pères, et faites sa volonté et séparez-vous des peuples du pays et des femmes étrangères. »

Et le successeur d'Esdras, Néhémie, renchérit encore :

« ...Je vis des Juifs qui avaient pris des femmes assodiennes, hammonites et moabites... C'est pourquoi je les repris et je les blâmai ; j'en fis battre quelques-uns et je leur fis arracher le poil, et je les fis jurer, par le nom de Dieu, qu'ils ne donneraient point leurs filles aux fils des étrangers et qu'ils ne prendraient point de leurs filles pour leurs fils ou pour eux. »

C'est cette ségrégation raciale, ce souci de la prétendue pureté de la race qui, jointe à la croyance du peuple juif qu'il était « l'élu de Dieu », qui a donné aux juifs la force morale nécessaire pour se maintenir en Europe durant des millénaires, malgré

la situation spéciale qui leur y était faite, et les persécutions qu'ils eurent à y endurer à plusieurs reprises. Et c'est là de même aujourd'hui ce qui pousse une partie des juifs à s'emparer de la Palestine.

Mais, heureusement, tous les Juifs ne sont pas des sectateurs d'Esdras, tous ne sont pas sionistes. Nombreux sont ceux qui, comme aux temps d'Esdras, marient leurs fils et leurs filles avec des « étrangers », nombreux sont ceux qui ne se croient pas le peuple élu, et qui recherchent tout simplement l'assimilation la plus complète avec les peuples au milieu desquels ils vivent.

Nous avons déjà signalé le cas de nos camarades du « Bund » ; nous apprenons maintenant que même un rabbin, Marius Lazaron, a pris position contre le sionisme dans une assemblée du Conseil juif d'Amérique. C'est avec ceux-là seuls que nous sympathisons. Ils mènent le même combat que nous, le grand combat contre les idéologies qui divisent les hommes, qu'elles soient religieuses, nationales ou raciales, la bataille pour l'internationalisme au sens complet du mot. Et ils la mènent dans des conditions beaucoup plus difficiles que les nôtres.

Il n'est peut-être pas inutile, en outre, d'indiquer que, contrairement à l'opinion courante, et, en contraste complet avec la religion d'Israël, l'Islam est une religion extrêmement ouverte, fondamentalement assimilatrice, et qui ne veut rien connaître de la race.

Quiconque entend devenir musulman, peut le faire, quel que soit son peuple ou sa race, au moyen d'une formalité très simple qui consiste à affirmer que l'on croit en un Dieu unique et que Mahomet est l'un des prophètes de ce dieu. Cela fait, que la couleur de votre peau soit blanche, noire ou jaune, du fait que vous êtes musulman, vous êtes le « frère » de tout autre musulman.

C'est par là que l'Islam a été un grand pas en avant dans la voie de l'humanisme, et c'est pourquoi ce sont les fidèles du Coran qui, par rapport aux sectateurs d'Esdras et de Néhémie, représentent le progrès.

## LES FAITS FONDAMENTAUX

### LES NOUVEAUX BOMBARDIERS AMERICAINS

Camille Rougeron, qui est le seul écrivain qui nous permit d'être au courant des transformations subies par l'armement et les méthodes de combat au cours de la guerre, consacre un article dans le dernier numéro de « Science et Vie », au bombardier à six moteurs à réaction, le « Stratojet » qui a été récemment commandé par l'armée américaine en « série illimitée », et dont la vitesse maximum est de 1013 kilomètres à l'heure, soit **une cinquantaine de kilomètres de plus que les chasseurs les plus rapides.**

Voici sa conclusion :

« Pour quelques années au moins, la position de l'aviation américaine est incomparable. Elle ne risque rien des avions de bombardement équipés de moteurs à explosion, seraient-ce les copies des « superfortresses » perdues en Sibérie que l'on présente à Moscou lors des fêtes de l'Armée rouge. Elle peut envoyer avec le minimum de risques qui convient à une cargaison aussi précieuse, les nouvelles bombes atomiques d'Eniwetok sur tout objectif choisi, dans un avion assez rapide **pour éviter l'interception.** »

C'est à la lumière de ce fait, et de quelques autres analogues, qu'il faut juger des développements de la situation internationale ; tout le reste... n'est que littérature.

R. LOUZON.

1848-1948

# Cent ans de Féminisme

« Tous et Toutes »  
Flora Tristan.

Ces quelques mots placés en épigraphe de la publication *La Femme libre*, que l'on pouvait voir exposée dernièrement à la Bibliothèque nationale, caractérisent à merveille le mouvement féministe qui prit naissance en 1830 et connut une expansion parfois désordonnée au cours de l'année 1848 et des suivantes.

Non qu'il n'y ait eu auparavant des manifestations féministes, en particulier en 1789 :

« Vous venez d'abolir tous les privilèges, abolissez donc ceux du sexe masculin. Les Français, dites-vous, sont un peuple libre et tous les jours vous souffrez que 13 millions d'esclaves portent les fers de 13 millions de despotes. »

(1791 — Pétition des femmes à la Constituante.)  
Un peu plus tard, *Olympe de Gouges* lançait la « Déclaration des Droits de la femme ».

Ces manifestations et d'autres semblables n'eurent point de suite car le bonapartisme fit son entrée dans l'histoire et tous, femmes aussi bien que citoyens, furent réduits au silence ; les femmes plus encore que les citoyens. Le mépris du Corse à cheveux plats pour les femmes tient tout entier dans ce jugement sommaire : « La femme est la propriété de l'homme comme l'arbre à fruits est celle du jardinier. » Le Code civil ce boulet dont les femmes traînent le poids à peine diminué encore aujourd'hui, n'est que la mise en articles de loi de ce principe de sauvage.

A son tour la Restauration abolit en 1816 le divorce que la Révolution avait établi et ainsi les femmes furent ramenées à la condition de servitude que Beaumarchais dénonçait par la voix de *Marceline* :

« Dans les rangs même les plus élevés les femmes n'obtiennent de vous qu'une considération dérisoire. Leurées de respects apparents, dans une servitude réelle ; traitées en mineures pour nos biens, punies en majeures pour nos fautes, sous tous les rapports votre conduite envers nous fait horreur ou pitié. »

En 1830, comme sous l'ancien régime, le cadre familial fut presque la seule voie possible pour les femmes car très peu nombreuses étaient celles qui pouvaient arriver par un métier artisanal féminin à subsister sans avoir recours au mariage.

Riche ou pauvre, la fille noble ou bourgeoise, si elle ne trouvait pas à se marier, se réfugiait au couvent. Fortunée, elle devenait « dame au chœur » ; pauvre, elle était « sœur de cuisine ». Quant aux filles du peuple, elles se faisaient servantes dans quelque maison riche et sur leurs vieux jours, si leurs maîtres n'étaient pas dénués de bonté, elles obtenaient une considération apitoyée comme celle qu'on accordait à un vieil animal ; elles étaient une espèce de meuble de famille.

Mariée, la femme, dans les classes pauvres besognait du matin au soir pour assurer la vie de la famille ; pourvoyeuse d'eau, de bois, tour à tour

blanchisseuse, lingère, fileuse, couturière, cuisinière, ravaudeuse, garde-malade, elle apportait encore fréquemment son concours au mari dans le métier qu'il exerçait moyennant quoi elle ne possédait rien en propre, n'avait aucun droit sur ses enfants, ne pouvait rien faire sans l'autorisation du maître et pouvait s'attendre à tout moment aux coups ou corrections que celui-ci jugeait bon de lui infliger.

...« Colin bat sa ménagère,  
Commissaire, laissez faire »...

A quoi donc doit-on le changement profond qui s'est produit dans la vie féminine au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ?

En premier lieu au prodigieux développement industriel qui éclata dans ces années et qui révolutionna la vie domestique aussi bien que la vie sociale.

Progrès dans la confection, le bon marché des vêtements et du linge par l'invention des machines à filer (1810), à tisser (1768-1800), à coudre (1846). Les fuseaux et les rouets, meubles obligés de tout foyer, deviennent ornements de salon ou pièces de musée.

Progrès dans l'éclairage par l'invention des bougies stéariques (1832) qui transfèrent la production domestique de la chandelle aux stéarinerie ; fabrication vers la même époque des allumettes à frottement ; invention des lampes à huile d'abord, à pétrole ensuite ; puis le gaz (la Compagnie parisienne du Gaz date de 1855) ; puis l'électricité (1880-90).

Progrès dans le chauffage par l'utilisation de poêles, de salamandres, l'établissement du chauffage central et, encore rare, mais plein d'avenir le chauffage urbain.

Progrès dans le ravitaillement par la multiplication des moyens de transport, l'apport des produits coloniaux, la fabrication industrielle des conserves.

La vie de la ménagère se trouva déchargée de lourdes tâches, mais pour jouir des nouveaux avantages, elle dut porter son travail là où il pouvait lui procurer de quoi les payer.

Et ainsi le centre de travail de la femme qui fut, durant des siècles, le seul milieu familial — où il se maintient d'ailleurs pour la paysannerie — passa hors du foyer à l'atelier, au magasin, au bureau.

Ces transformations ne se produisirent pas sans amener une révolution dans les vieilles habitudes, et l'extraordinaire mouvement d'idées que nous enregistrons parmi les femmes, au cours des années de la monarchie de Juillet et de la Deuxième République, est comme un réflexe des facilités nouvelles de vie qui commençaient à s'offrir.

Les femmes dans cette remarquable période suivent avec passion tous les courants d'opinions. Elles écoutent *Saint-Simon*, *Fourier*, *Cabet*, *Considérant*. Quelques-unes s'engagent à fond dans les mouvements nouveaux, beaucoup en sont profondément influencées mais un très grand nombre y joignent leurs propres vues, les leçons de leur expérience particulière.

Il faudrait des pages et des pages pour rendre justice à toutes celles qui luttèrent alors par la publication de brochures, l'édition de journaux,

la fondation de clubs, la création de sociétés de tendances diverses mais témoignant toutes d'une volonté d'agir sur la vie sociale, d'un dévouement absolu à la cause de la femme parce qu'opprimée, à la cause des travailleurs parce qu'exploités.

Les militantes de 1848 étudiaient toutes les questions, elles veulent briser toutes les chaînes. Jamais mouvement ne fut moins égoïste, à tel point que le plus souvent elles firent passer la défense de l'ouvrier avant leurs propres revendications.

Ne pouvant au cours d'un exposé nécessairement restreint énumérer toutes celles qui le mériteraient nous ne mentionnerons que quelques-unes d'entre elles, celles dont les idées ont animé le mouvement féministe au cours des cent ans qui ont suivi : **Flora Tristan, Jeanne Deroin, Pauline Roland, Eugénie Niboyet, Désirée Gay, Elisa Lemonnier.**

## Flora Tristan

Figure particulièrement attachante que celle de Flora Tristan. Dotée d'une imagination vive, curieuse de tout comprendre, d'une sensibilité pouvant atteindre à la violence, ses souffrances personnelles loin de l'endurcir la conduisirent à vibrer devant l'universelle misère et à lutter jusqu'à la mort pour y porter remède.

Mal mariée, non que son mari fût un très malhonnête homme mais il était incapable de comprendre quel être exceptionnel était sa femme; leur ménage fut une suite de misères qui alla de l'incompatibilité d'humeur à la tentative de meurtre.

Révoltée contre un régime qui place la femme dans un état de servitude tel que « son devoir était de mourir à la peine, plutôt que de briser des fers rivés par la loi », elle s'enfuit néanmoins auprès de sa famille paternelle au Pérou. Le récit de son aventureux voyage, c'est les **Périgrinations d'une paria**. Revenue en France, elle n'y resta pas et pour vivre se rendit à Londres; elle en rapporta **Promenades dans Londres**, ouvrage qui fit sensation parce qu'il mettait en évidence l'opposition entre la riche aristocratie britannique et l'extrême misère des ouvriers anglais.

De retour en France, au milieu de ses difficultés domestiques, elle se cabre devant la misère du prolétariat ouvrier et pour y remédier elle entreprend une campagne de propagande pour fonder — bien avant Karl Marx — l'**Union universelle ouvrière** dont elle-même trace ainsi quelques principes :

*« Faire représenter la classe ouvrière devant la nation par un défenseur choisi par l'Union ouvrière et salarié par elle afin qu'il soit bien constaté que cette classe a son droit d'être et que les autres classes l'acceptent.*

*Faire reconnaître la légitimité de la propriété des bras. (En France 25 millions de prolétaires n'ont pour toute propriété que leurs bras).*

*Faire reconnaître la légitimité du droit au travail pour tous et pour toutes. »*

Joignant l'action à la pensée, Flora Tristan parcourt les villes ouvrières, Lyon, Avignon, Saint-Etienne, Toulon, Montpellier, etc..., parfois incomprise, parfois malmenée par la police, ailleurs soulevant l'enthousiasme. Épuisée, elle tombe malade et meurt à Bordeaux (novembre 1844).

Les revendications qu'elle a formulées, nous les retrouverons sans cesse au cours de ce siècle sous la plupart des plumes féminines.

Elle proclame pour les femmes et pour les ouvriers le droit à l'instruction. Elle veut le respect des droits de la personne humaine, l'égalité de

droits des époux dans le mariage et en cas de désaccord profond la possibilité du divorce.

Elle rend responsable de la prostitution « cette infamie qui flétrit l'espèce humaine et dépose contre l'organisation sociale » l'état de servitude dans lequel sont maintenues les femmes.

*« Si vous ne l'exposiez pas à tous les abus de la force par le despotisme du pouvoir paternel et l'indissolubilité du mariage, elle ne serait jamais placée dans l'alternative de subir l'oppression ou l'infamie. »*

J.-L. Puech, qui a retracé avec tant de soin l'histoire de cette destinée tumultueuse, souligne qu'elle est la première à essayer de donner à tous les exploités de tous les pays la conscience qu'ils sont **une classe** en face des privilégiés de tous les pays qui en forment une autre.

Elle est féministe, elle est internationaliste. Il faut, dit-elle :

*« Reconnaître en principe l'égalité en droit de l'homme et de la femme comme étant l'unique moyen de constituer l'Unité humaine. »*

Telle apparaît dans sa vie tourmentée celle à qui les ouvriers de Bordeaux firent des funérailles émouvantes que son amour de la classe travailleuse avait bien méritées.

## Jeanne Deroin

À l'encontre de Flora Tristan, Jeanne Deroin inflige un démenti à ceux qui déclarent que les féministes sont des femmes malheureuses dans leur vie familiale. Elle avait un foyer heureux, des enfants; bien d'autres dans ces conditions se seraient fait un petit univers coquet et tranquille. Elle le quitta cependant ce nid avec le plein accord de son mari et reprit son nom de jeune fille pour militer dans les rangs socialistes.

Son action se situe principalement au cours des années de la Deuxième République. La question du suffrage universel posée devant l'opinion publique avait fait naître des espoirs parmi les femmes que la propagande socialiste attirait. La revendication des droits politiques fut le premier objet de l'action de Jeanne Deroin. Elle fut une des animatrices du **Club de la Voix des Femmes** que présidait Eugénie Niboyet.

Lorsque la **Voix des Femmes** cessa sa publication faute d'argent, Jeanne Deroin parvint à faire paraître un nouvel organe **l'Opinion des Femmes** où elle défendit le droit des femmes au gouvernement de la cité. Joignant l'acte à la propagande elle posa, en 1849, sa candidature — avec quelles difficultés ! — à l'Assemblée nationale.

*« Citoyens, disait-elle, je viens me présenter à vos suffrages pour la consécration d'un grand principe : l'égalité civile et politique des deux sexes... Une assemblée législative, entièrement composée d'hommes, est aussi incompétente pour faire les lois qui régissent une société composée d'hommes et de femmes que le serait une assemblée de privilégiés pour discuter les intérêts des travailleurs, ou une assemblée de capitalistes pour soutenir l'honneur du pays... »*

Elle parla dans nombre de réunions qui furent parfois houleuses; le féminisme n'avait pas droit de cité alors; les journaux satiriques y virent une mine de plaisanteries et des adversaires irréductibles l'attaquèrent avec violence. Au nombre de ceux-ci il faut mentionner Proudhon. Ouvrons à son sujet une parenthèse.

Proudhon était imbu de l'idée que la femme, être inférieur au triple point de vue « physique, in-



lectuel et moral », doit être cantonnée au foyer pour « servir d'auxiliaire à l'homme » et être vouée à tout jamais « aux durs labeurs du foyer », à la soumission absolue au père, au mari et au besoin au fils.

*« Tant que j'ai été enfant, j'ai obéi et j'ai dû obéir ; parvenu à l'âge de la majorité, mon père, vieux et cassé, je me suis trouvé, par mon travail et mon intelligence, le chef de la famille, et pour ma mère elle-même un mari et un père ; j'ai pris et j'ai dû prendre le commandement. Et ma mère s'en est réjouie dans son âme, comme l'Andromaque de l'Illiade. » (sic !)*

La candidature de Jeanne Deroin détermina chez lui une véritable rage, il imprima dans le **Peuple** de violentes diatribes contre ces énergumènes en rupture de foyer.

*« Nous ne comprenons pas plus une femme législateur qu'un homme nourrice. »*

*« A la femme, la maison ; à l'homme, la place publique. »*

Et le fameux : « Ménagère ou courtisane ». A quoi Jeanne Deroin répondait que l'homme après la place publique aspirait à la famille, qu'il était logique qu'après la famille la femme aspirât à la cité.

*« L'homme a la cité et la famille ; la femme, la famille et la cité. »*

Le rude ouvrier typographe suivait rigoureusement ses principes à son propre foyer. En voici l'aboutissant. On trouve dans sa correspondance une lettre où il est question de sa femme.

*« Les journées douloureuses, les nuits sans sommeil et l'impitoyable ménage par-dessus le marché ! Parfois elle crie : C'est trop souffrir, et elle pleure et insensiblement le moral s'affecte. Vous avez vos idées, me dit-elle encore ; et moi quand vous êtes à votre travail, quand ma fille est en classe, je n'ai plus rien. L'époque est mauvaise pour les malheureuses femmes... »*

Cette brute ne s'apercevait même pas que la misère physique et mentale de la pauvre créature était son œuvre à lui, à lui seul.

Si j'ai fait une place aussi importante à l'antiféminisme de Proudhon et à son opposition à Jeanne Deroin ce n'est pas pour la médiocre satisfaction de faire ressortir des élucubrations et un comportement qui apparaissent assez ridicules — et même odieux — aujourd'hui ; c'est parce que Proudhon a fait école et que les travailleuses ont eu à soutenir de dures luttes contre les émules du paysan franc-comtois.

Revenons à Jeanne Deroin. Après avoir été la première Française qui eût, avec sérieux, fait acte de candidature politique, elle retrouva la voie qu'avait ouverte Flora Tristan en essayant de mettre debout « l'Union des Associations » — autrement dit une C.G.T.

Elle en rédigea les statuts, en ébaucha l'organisation et tenta un essai de fonctionnement. La police fit irruption un jour de réunion du comité central 37, rue Michel-le-Comte, et arrêta tous les présents parce que :

*« le véritable but des réunions était politique et le prétendu contrat d'union n'avait été imaginé que pour faire fraude à la loi et cacher un but politique... »*

Jeanne Deroin fut d'abord la principale inculpée, les premiers interrogatoires en font foi. Mais le parti socialiste compromis dans l'affaire n'eut pas

le courage d'avouer qu'il avait été guidé par une femme. Il exigea de Jeanne Deroin qu'elle s'effaçât et que l'honneur masculin fût sauvé par les citoyens Billot et Delbrouck. Ceux-ci prirent la responsabilité du travail de Jeanne Deroin et récoltèrent les plus lourdes condamnations : Billot à 4 ans, Delbrouck à 15 mois de prison, Jeanne Deroin, six mois.

En 1851, au coup d'Etat, Jeanne Deroin se dépensa pour venir en aide aux proscrits et à leurs familles, tellement qu'elle fut à son tour contrainte de gagner l'Angleterre en 1852. Elle fonda à Londres une école pour les enfants des proscrits. C'est en Angleterre qu'elle mourut toujours féministe, toujours socialiste.

## Pauline Roland

La vie de Pauline Roland est mêlée à toutes les manifestations féministes des années qui précédèrent et suivirent 1843. Fortement impressionnée par les doctrines de Saint-Simon, en 1845 elle collabore à l'œuvre entreprise à Boussac par Pierre Leroux (création d'une sorte de coopérative d'imprimerie) ; on trouve son nom dans la liste des souscripteurs de « l'Union ouvrière » de Flora Tristan ; elle fait partie de « la Société de la Voix des Femmes » avec Eugénie Niboyet ; elle établit avec Lefrançais les statuts du premier groupement enseignant : l'Association fraternelle des institutrices, institutrices et professeurs socialistes et lorsque Jeanne Deroin fonde l'« Union des Associations » elle lui apporte un concours si entier qu'elle est, avec celle-ci, renvoyée en cour d'assises et condamnée, elle aussi, à six mois de prison.

Comme beaucoup de femmes, elle proteste contre l'asservissement de la femme dans le mariage et avec une intransigeante fermeté elle accepte et défend la maternité libre.

Elle meurt en décembre 1852 après avoir été déportée en Algérie au coup d'Etat du 2 décembre et trop tard graciée.

Extrayons d'une lettre de Pauline Roland au procureur général qui l'avait fait condamner quelques lignes d'une belle fierté :

*« L'honneur de la femme, c'est la sincérité ; l'honneur de la femme, c'est la chasteté ; l'honneur de la femme, c'est la liberté conquise dans le travail ; mais l'honneur de la femme, c'est surtout le soin jaloux de sa dignité d'être humain. »*

## Eugénie Niboyet, Désirée Gay, Elisa Lemonnier

A côté des personnalités de premier plan que furent ces trois femmes, il nous faut en mentionner quelques autres, moins vigoureuses sans doute, mais qui ne laissent pas d'être dignes de notre attention.

Parmi celles-ci, Eugénie Niboyet mérite une mention particulière.

D'abord adepte de Saint-Simon, son bon sens la fit s'écarter devant les exagérations des disciples, tout en conservant une compassion profonde pour toutes les misères et un courage qui ne se rebuta jamais.

Et certes, il lui en fallut du courage, pour rester présidente de la Société de la Voix des Femmes et tenir tête aux imbéciles forcenés qui venaient hurler leurs grossièretés aux réunions féministes !

Dans ses articles de la **Voix des Femmes** elle combattit le duel, écrivit contre la peine de mort, les cruautés inutiles du régime pénitentiaire. On lui doit la création du premier journal pacifiste : « La paix étant la source d'où jaillissent toutes les bonnes pensées. » Cette feuille, la **Paix des Deux-Mondes** ne put se maintenir longtemps et fut remplacée par une autre de même tendance, **l'Avenir**, qui eut le même sort éphémère.

On retrouve Eugénie Niboyet plus tard en 1869 fondant avec Paulé Minck, André Léo, Maria Deraismes, Clémence Royer, le **Journal des Femmes**. Après la guerre de 1870, elle s'occupa activement d'œuvres coopératives.

\*\*

C'est à la défense de l'ouvrière exploitée que Désirée Gay se consacra. Le chômage, les salaires dérisoires lui parurent les causes essentielles de la prostitution.

Membre de la Société de la Voix des Femmes elle demanda et obtint à force de ténacité la création d'ateliers nationaux pour les ouvrières sans travail. Elle est élue délégué à la Commission du Travail par les ouvrières du deuxième arrondissement et ne tarde pas à s'élever contre les défauts de l'organisation et l'inutilité de certaines complications des travaux de couture imposés.

*« L'organisation du travail des femmes est un despotisme sous un nouveau nom et la nomination des délégués une mystification. A part les chefs de division, une sur cent, et les chefs de brigade, une sur dix, payées 3 fr. et 1 fr. 50, les autres sont payées 0 fr. 60 par chemise ; or la plupart mettent deux jours pour en livrer une. »*

On se hâta de révoquer cette protestataire et on repoussa aussi la demande des ouvrières qui réclamaient un salaire de 1 fr. par jour !

Une autre initiative mérite d'être signalée. Le 27 avril 1849 les domestiques pétitionnaient pour que, moyennant une cotisation mensuelle d'un franc, versée par celles qui travaillaient, l'Etat allouât aux sans-travail la somme d'un franc par jour. Principe dédaigné alors de ce qui devint de nos jours l'allocation de chômage. En 1849, on se borna, à l'Assemblée, à retirer aux femmes le droit de pétition.

\*\*

Une autre femme s'occupa aussi des ateliers nationaux : Elisa Lemonnier, encore une saint-simonienne. Amie de Flora Tristan, elle et son mari assistèrent celle-ci au moment de sa mort. Elisa Lemonnier fut aussi à la **Voix des Femmes** et fonda « l'Union des Travailleuses » qui ouvrit faubourg St-Martin un atelier de couture, une crèche, une école maternelle, des cours populaires ; créations qui montrent le sens aigu qu'elle avait des problèmes qui se posent dans la vie des femmes.

Les heures révolutionnaires passées, Elisa Lemonnier continua à travailler à l'émancipation économique de la femme par la « **Société pour l'enseignement professionnel féminin** » ; c'est à son action qu'on doit la création des Ecoles professionnelles de jeunes filles qui, en donnant aux femmes un métier, sauvèrent de la misère matérielle et morale une bonne partie du prolétariat féminin et fournirent à nos industries et à nos maisons de commerce des ouvrières adroites et ingénieuses qui firent écrire à M. Victor Bérard : « Le travail de la France est pour une moitié et pour la meilleure moitié le travail des femmes françaises. » (**La France et Guillaume II.**)

## Le droit à l'instruction

*Il faut « commencer par instruire les femmes parce que les femmes sont chargées d'élever les enfants ».* (Flora Tristan).

*« La femme ne demande pas une liberté illimitée dont elle n'a que faire, ce qu'elle demande avant tout c'est l'éducation sérieuse qui la fera votre égale et vous fera trouver en elle un soutien éclairé. »* (Jeanne Marie, 1848).

*« Ne vous étonnez donc plus, si je réclame instamment l'instruction complète des femmes. Le véritable élément du progrès est là. Il ne faut plus que le foyer soit seulement le milieu des pensées étroites, des sentiments mesquins ; il ne faut plus enfin que les grandes idées passent devant le seuil de la porte sans qu'on leur fasse signe d'entrer. »* (Maria Deraisme.)

*« Jamais je n'ai compris qu'il y eût un sexe pour lequel on cherchât à atrophier l'intelligence, comme s'il y en avait trop dans la race. »* (Louise Michel.)

Nous pourrions multiplier ces citations ; elles témoignent toutes de ce besoin absolu d'instruction qui fut celui des femmes au cours de ce siècle.

Revendication justifiée, car, si le jeune garçon dans les classes pauvres était d'ordinaire peu instruit, la fillette restait encore plus souvent totalement illettrée. Elle était d'un tel secours pour aider la mère au ménage ! Dès l'âge de douze ans elle « entrait en place ». D'ailleurs où se serait-elle instruite ? Une statistique de 1838 relève que s'il existait en France 36.000 écoles pour les garçons, on comptait seulement 11.000 écoles de filles et sur ce nombre combien d'établissements où on se bornait à quelques éléments de lecture, d'écriture et au catéchisme ? Guizot, en 1833, réclamait une école par commune et une Ecole normale par département. Première étape qui demanda un certain temps de réalisation. En 1867 Duruy amorçait l'enseignement secondaire des jeunes filles, œuvre complétée par Jules Ferry en 1879. L'Ecole normale supérieure de jeunes filles est de 1881.

Au fur et à mesure des années les jeunes filles, élèves des collèges, des lycées, des écoles primaires supérieures, forcèrent les portes des établissements où seuls les jeunes gens avaient auparavant le privilège d'entrer : Ecole des Beaux-Arts, Ecoles de physique et chimie, Ecole centrale ; même l'Ecole normale supérieure eut des élèves femmes. Celles-ci pénétrèrent enfin dans les universités au sein de ces citadelles masculines : les facultés de Droit et de Médecine.

Cela n'alla pas tout seul. C'est en 1870 que Madeleine Brès obtint — première Française — la permission de poursuivre ses études de médecine. Quelques étrangères l'avaient précédée. Ces pionnières furent en butte aux plus odieuses brimades de la part des étudiants. « C'est l'époque, dit Mme Lipinska, où les étudiantes n'osaient pas entrer seules dans l'amphithéâtre ; elles attendaient le professeur dans le vestiaire pour pénétrer avec lui dans la salle. »

Chaque étape de la carrière médicale fut franche de haute lutte.

En 1881 ce fut le droit au concours d'externat des hôpitaux.

Lorsqu'elles sollicitèrent leur inscription au concours pour l'internat, 90 étudiants et pas mal de chefs de service signèrent une pétition contre leur admission.

En 1885, Mlle Edwards parvint à se faire accepter

comme interne provisoire et en 1887 une femme fut enfin reçue comme titulaire. La carrière médicale s'ouvrit encore plus largement puisque des femmes devinrent médecins-chefs d'hôpitaux, professeurs de faculté. La trouée est faite.

Mêmes difficultés à la faculté de Droit. En 1900 les licenciées en droit purent être admises dans l'ordre des avocats.

Les facultés de Lettres et de Sciences furent moins malveillantes envers les femmes. Je dis : moins malveillantes. Formées à l'Université beaucoup d'étudiantes purent accéder à des carrières administratives jusque-là réservées aux hommes et je m'en voudrais de citer tels ou tels noms de femmes qui, dans les Lettres ou les Sciences ont tenu une place honorable, voire un rôle de premier plan. Et tandis que celles-ci atteignaient aux plus hauts sommets du savoir, l'humble masse féminine sortait de son ignorance séculaire et recevait dans les écoles communales l'instruction élémentaire qu'on ne lui avait dispensée jusqu'alors qu'avec la plus extrême parcimonie.

## Droits politiques

Les droits politiques ont été depuis 1789 le symbole de l'émancipation. Devenir un élément du « peuple souverain » a constitué la marque reconquise de la dignité humaine. En cet ordre d'idées les Françaises ont été parmi les femmes les plus mal partagées du globe.

Dans tous les pays, les prérogatives de citoyenne ne furent pas acquises sans efforts. Nous nous souvenons des démonstrations massives des Américaines réclamant le droit de vote ; nous n'avons pas oublié la courageuse suffragette, Mrs Pankhurst, qui ne recula pas devant l'amende et la prison et eut recours aux manifestations les plus singulières comme de se faire enchaîner aux grilles du Parlement anglais pour forcer l'attention du public et des autorités.

En France, Hubertine Auclert refusa de payer ses impôts et laissa saisir ses meubles ; Madeleine Pelletier encourut l'amende pour avoir en 1908 renversé l'urne à la mairie du quatrième arrondissement.

Ce furent là de petits épisodes d'une lutte qui revêtit un caractère international, les femmes menant partout le même combat et se soutenant par-dessus les frontières.

Mentionnerons-nous les sociétés féministes qui se répartirent la propagande ? En voici quelques-unes :

- L'Union française pour le suffrage des Femmes ;
- La Société pour l'amélioration du sort de la femme ;
- La Ligue française pour le Droit des femmes ;
- Le Suffrage des femmes ;
- La Fédération féministe universitaire ;
- Le Féminisme intégral, etc.

Pour les partis politiques, radical et radical-socialiste, accorder le droit de vote aux femmes fut une sorte de calice qu'ils écartèrent aussi longtemps qu'ils purent. En 1889, au Congrès officiel féminin présidé par Jules Simon, le bureau refusa de mettre aux voix une motion de Mme de Ferrer : « Tous les citoyens et les citoyennes sont égaux devant la loi. » Ne commentons pas !

Le parti socialiste se disait partisan du suffrage des femmes un peu comme ces bourgeois d'Abbeville pendant la guerre de Cent ans qui déclaraient : « Nous obéirons les Anglais des lèvres mais nos cœurs n'en mouvront. »

De même on n'avait guère de féministe dans ce parti qu'une ligne sur les affiches électorales — ce qui était déjà prise de position — surtout dans la

tendance Jaurès. « L'Armée nouvelle » était bien plus intéressante que les droits des femmes ! C'est dans la tendance Guesde que se trouvèrent les meilleurs défenseurs de la cause féminine, parmi lesquels il faut citer Jean Longuet sitôt disparu et le citoyen Bracke.

Dans des partis plus récents — je ne dis pas plus avancés — le parti communiste et le mouvement républicain populaire, la propagande auprès des femmes fut plus activement menée ; ce sont eux qui surent le mieux faire appel aux énergies neuves du féminisme.

Résumons rapidement quelques faits.

La première proposition de loi pour le vote des femmes fut en France déposée par le député Dusausoy en 1906 ; elle fut reprise quelques années plus tard par Ferdinand Buisson ; le projet voté enfin par la Chambre des Députés fut par trois fois repoussé au Sénat. C'est seulement en 1944, à la fin de la guerre, que la nouvelle Constitution reconnut enfin à la Française un droit dont jouissaient les Néo-Zélandaises depuis 1869 et la plupart des Européennes depuis la guerre de 1914-18.

## L'émancipation économique

Si les Françaises ont été à l'arrière-ban du progrès au point de vue politique, elles ont, par contre, conquis une certaine indépendance économique plus rapidement.

Le régime capitaliste tant honni, et souvent à juste titre, a rendu à la masse féminine, à la pauvre masse féminine séculairement exploitée, le plus important des services. Il a tarifé le travail féminin ; il a fait prendre conscience à toutes les femmes de cette vérité, que leur labeur avait une valeur sur le marché du travail ; il les a fait passer des travaux d'esclaves, parce que non rétribués, du foyer familial au régime du salariat c'est-à-dire à un commencement d'indépendance. Il a effacé la vieille malédiction assyrienne : « Malheur à la femme qu'un homme ne prend pas pour épouse ou pour concubine. »

Il en a d'ailleurs royalement profité !

Des années et des années durant, il a perçu sur les ouvrières qu'il attirait à l'usine, à l'atelier, des bénéfices plus exorbitants encore que sur ses salariés masculins.

Aux femmes qui s'effrayaient des promiscuités de l'atelier, il donnait — ce bienfaiteur ! — du travail à domicile. L'épouse ne quittait pas le foyer ! La mère veillait encore sur ses enfants ! Et elle pouvait à son aise s'exténuer au cumul des tâches. Elle apportait son appoint dans le pauvre ménage. C'est l'épanouissement du « sweating-system ». A l'époque où le kilogramme de pain valait 0 fr. 40, des ouvrières travaillant 10 et 12 heures par jour gagnaient 0 fr. 75, 0 fr. 90, 1 fr... On n'avait guère avancé depuis Désirée Gay.

Enfin, vers 1905-1910 une campagne sérieuse fut entreprise dans la presse, auprès du parlement, des pouvoirs publics. Elle aboutit en 1915 au vote de la loi réglementant le travail à domicile et fixant pour chaque sorte d'ouvrage un **minimum de salaire**.

Chose qui paraît incroyable, c'est aux ouvrières et en particulier aux femmes mariées, qu'il fallut faire comprendre qu'elles ne devaient pas venir offrir aux entrepreneurs de travailler à des taux inférieurs à ceux proposés, qu'un salaire d'appoint, qui leur paraissait suffisant pour compléter celui de leur mari, condamnait à mourir de faim celles qui devaient se suffire ou faire subsister des enfants ou de vieux parents.

Contre l'exploitation patronale les femmes finirent, par apprendre à user de l'arme de la grève et

il n'est guère de région de France qui n'ait été secouée par de rudes grèves de travailleuses.

Il faut dire aussi que la femme se heurta souvent à l'opposition d'ouvriers qui, en disciples, conscients ou non, de Proudhon, lui contestèrent le droit de gagner sa vie.

Le Congrès syndical de Rennes en 1898 — répétant celui d'Arras de 1876, limitait le droit au travail de la femme à celle « qui fille ou veuve était obligée de subvenir à ses besoins ».

« Dans tous les milieux, nous devons nous efforcer de propager cette idée que l'homme doit nourrir la femme. »

Guesde y répondit de la meilleure façon dans le Socialiste.

*« Non, quelque supériorité de force que l'on suppose à l'homme et quelque rémunérateur que puisse devenir son travail, il n'est pas possible de condamner la femme à se faire entretenir par lui. Moins que personne, les ouvriers, à qui leur émancipation civile et politique a permis de mesurer le mensonge de toute émancipation non économique, peuvent vouloir éterniser la subordination économique d'un sexe à l'autre. Ce serait vouloir faire de la femme le prolétaire de l'homme, sans compter que toute dignité se trouverait du même coup enlevée à des rapports sexuels sans liberté. »*

Ce serait, ajoute-t-il, une prostitution « la prostitution étant la subordination des rapports sexuels à des conditions étrangères, à des fins économiques. »

Cette opposition du monde ouvrier à l'accession des femmes au travail se manifesta avec violence en 1913 dans « l'affaire Couriau » qui fit pas mal de bruit dans les milieux syndicaux et féministes. Elle caractérise bien la bataille que dut mener le sexe féminin pour conquérir sa place. A ce titre nous en parlerons avec quelque détail.

Mme Couriau était typographe et avait exercé son métier pendant 17 ans. Venue à Lyon avec son mari également typo, elle demanda à être admise à la chambre syndicale typographique lyonnaise. Sa demande fut repoussée par le bureau puis par l'assemblée générale du syndicat. De plus M. Couriau fut radié du syndicat pour avoir refusé d'interdire à sa femme, code Napoléon en mains, d'exercer son métier. Une vraie « proudhonnerie » !

Cela fit un fameux raffût. Protestations de toutes les sociétés féministes lyonnaises, réunions multiples à Lyon et aux alentours, on alla jusqu'à un meeting aux Sociétés savantes à Paris.

La Ligue des Droits de l'Homme qui à cette époque était libre, qui affirmait le Droit aussi bien devant la casquette cégétiste que devant les képis galonnés fit, par son président Francis de Pressensé, parvenir à Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, une lettre dont je cite seulement un passage.

*« Ce serait un véritable étonnement de voir une Fédération que l'on s'est souvent plu à proposer comme un modèle d'organisation ouvrière, commettre d'un seul coup toute une série d'atteintes à quelques-uns des principes du droit moderne... Est-il possible que des ouvriers intelligents poussent le préjugé anti-féministe jusqu'à refuser à une femme qui remplit toutes les conditions d'un syndiqué de faire partie du syndicat uniquement à cause de son sexe ?... Est-il admissible qu'un ukase syndical condamne à vivre en jaune, en marge de l'association ou à quitter son métier un excellent ouvrier, un bon camarade, un syn-*

*diqué éprouvé, uniquement parce que sa femme faisant un travail et touchant un salaire égal à celui d'un homme a voulu supporter les charges et jouir des bénéfices d'un syndiqué masculin et que le mari, respectueux de sa liberté, n'a pas formulé une prohibition tyrannique ? »*

D'autres « affaires Couriau » donnèrent lieu à des compromis d'esprit proudhonien selon la formule suivante : les femmes employées gardaient leur situation mais les syndicats exigeaient des patrons de ne point engager de nouvelles ouvrières et de ne point former d'apprenties ! La profession était un trust masculin, une chasse gardée.

Ce qui s'est passé dans le Livre, s'est produit dans maintes autres professions. Exercer un métier bien rémunéré ne fut pas toujours chose aisée pour les femmes. Et quand elles osèrent réclamer salaire égal pour travail égal ce fut encore un joli tollé.

Les institutrices menèrent le branle ; avec l'appui de quelques-uns de leurs collègues et par l'action de la Fédération féministe universitaire elles obtinrent la même rétribution que les instituteurs.

L'infériorité des salaires féminins était de règle partout même dans des organisations d'avant-garde.

En 1910, par exemple, à la Coopérative l'Egalitaire, les caissières, les vendeuses étaient payées 35 fr. par semaine de 61 heures, les hommes gagnaient 45 fr.

Aujourd'hui si l'égalité de salaire pour l'égalité de travail n'est pas réalisée partout elle a cependant fait de sérieux progrès. Seront-ils durables ?

Il est incontestable que la montée des rétributions féminines dans la plupart des professions est due pour une large part à la pénurie de travailleurs qui est le résultat le plus net des deux guerres que nous avons subies.

En faisant massacrer 1.500.000 Français, Poincaré et Clemenceau ont terriblement mutilé le capital-travail de la France ; on a paré à la disparition des hommes par des femmes, dans les usines comme dans les laboratoires, dans les administrations publiques comme dans les secrétariats privés.

La guerre dont nous ne sommes pas encore sortis a fait se poursuivre le même processus. Toutes les anciennes professions féminines mal payées, domesticité, couture, lingerie, cartonnage, ou bien ont disparu ou bien connaissent des relèvements de salaires substantiels.

Dans une quinzaine d'années, quand la masse enfantine actuelle se présentera au travail, les femmes risquent bien d'être une fois de plus renvoyées « au foyer ». A moins que travailleurs et travailleuses, d'accord, n'obtiennent avec le maintien de rétributions suffisantes une diminution marquée du temps de travail. C'est l'éventualité à laquelle devraient se préparer les organisations ouvrières et les groupements de défense féministes.

Parmi les mesures législatives ayant influé sur la situation de la femme travailleuse, il faut noter la loi du 15 juillet 1907 qui garantit à la femme mariée le droit de percevoir elle-même son salaire et d'en disposer à son gré.

Et il fallut à Mme Schmahl des années de démarches et une dose de ténacité pour arriver à ce but si modeste !

Les commerçantes eurent le droit de tenir un commerce sans l'assistance ni l'autorisation de leur mari.

Tous les obstacles à l'indépendance économique de la femme ne sont pas tombés mais aujourd'hui nombre de femmes se refusent à être des créatures « entretenues » légalement ou autrement, et nom-

bre d'hommes admettent que leur femme se crée dans la vie sociale une place qui ne soit pas celle de leur subalterne, voire de leur domestique.

## La vie familiale

Nous avons dit la virulente campagne des femmes de 1848 contre l'asservissement civil des femmes. Le Code Napoléon est toujours en vigueur mais il a subi quelques atténuations. Des bribes de liberté, de dignité civile ont été arrachées une à une.

Le rétablissement du divorce eut lieu en 1884. En 1897, les femmes purent être témoins dans les actes civils ou notariés. En 1908 comme suite à leurs progrès dans le domaine du travail elles devenaient électrices et éligibles aux conseils de prudhommes.

La mère non mariée acquiert droit de cité ; elle jouit de la puissance paternelle si elle est la première à reconnaître l'enfant (1907).

Enfin quelques mesures marquent un acheminement vers la reconnaissance de la maternité comme fonction sociale : loi qui suspend le travail des femmes avant et après l'accouchement sans qu'il y ait rupture du contrat de travail, loi Betoulle qui accorda un congé payé aux institutrices en couches et qui fut peu à peu étendue à d'autres travailleuses.

Les mesures prises pendant la guerre de 1939-45 par Pétain et Laval sous le nom du code de la famille marquent, en dépit de certains avantages pécuniaires, une régression à l'encontre des femmes. L'allocation de salaire unique, les charges de famille versées au mari replacent la femme sous la dépendance de celui-ci. Ces mesures ont eu pour effet d'accroître, au moins momentanément, la natalité d'une façon sensible, mais certaines réflexions qu'il me fut donné de saisir au marché ou dans les queues me font penser que les femmes s'aperçoivent maintenant qu'elles ont été des dupes.

La solution honnête, c'est la garantie à la mère d'une rétribution indépendante — la maternité reconnue et salariée comme une fonction sociale — durant le temps où le petit enfant ne peut se passer de ses soins, sans parler d'une organisation matérielle qui adoucisse la tâche pénible et astreignante que l'élevage d'un bébé constitue.

On y viendra. L'avenir apportera aussi dans le mariage l'égalité des droits entre les époux.

Il y a encore trop de menues brimades dans nos règlements administratifs. Soumettre la femme mariée à l'autorisation maritale pour tel ou tel acte, minime ou d'importance, est un pur abus. La notion du « chef de famille » chère — et pour cause ! — à nos légistes et législateurs masculins n'est qu'une survivance du droit divin du monarque et devra faire place à l'égalité. Il ne faut pas qu'un des membres de l'association familiale soit le propriétaire de l'autre.

## Guerre et paix

Au cours du siècle trois cataclysmes se sont abattus sur nous, au cours desquels les femmes ont réagi de façon bien différente.

Lorsque la défaite écrasa notre pays en 1870 et en 1940 ce fut parmi beaucoup de femmes une réaction de lutte à outrance. Louise Michel est, en 1870, le prototype de ces résistantes. Elle est inspirée pour une part par une volonté de défense nationale contre un envahisseur, mais son action avait aussi pour but de faire aboutir une révolution ouvrière. On sait sa déportation à Nouméa,

après la Commune son retour et l'apostolat révolutionnaire que fut le reste de sa vie.

En 1940, nous devons distinguer deux catégories de « résistants » : une masse de braves cœurs, résolu à délivrer la France de l'hitlérisme et prêts à tous les sacrifices et quelques équipes de politiciens, madrés ou canailles, moins soucieux de chasser l'Allemand que de mettre la main sur le pouvoir pour réduire le reste du pays en servitude au moment propice.

On peut dire sans crainte de se tromper que la presque totalité des femmes de la résistance appartenaient au premier groupe et comme telles méritent notre respectueux salut. Les autres ont droit à toute notre méfiance et nous ne la leur marchandons pas.

Mais si aux heures de défaite les femmes entrent dans la lutte il faut reconnaître qu'elles sont plus volontiers des combattantes de la paix.

J'ai nommé plus haut Eugénie Niboyet, il en est maintes autres qui pensèrent et osèrent dire que la plus mauvaise paix vaut mieux que la meilleure des guerres.

En 1914-18 les femmes furent nombreuses qui s'élevèrent contre la prolongation de la tuerie.

Je nommerai la première en date Louise Saumoneau, puis la grande journaliste Séverine et deux institutrices, Hélène Brion et Lucie Colliard, que leur pacifisme mena devant le conseil de guerre.

Voici ce que proclamait Hélène Brion devant le tribunal militaire en 1918 :

*« Je suis ennemie de la guerre parce que féministe. La guerre est le triomphe de la force brutale ; le féminisme ne peut triompher que par la force morale ; il y a antinomie absolue entre les deux. »*

*« Vous voulez rendre la liberté aux peuples asservis, vous voulez, malgré eux, appeler à la liberté des gens qui ne paraissent pas mûrs pour la comprendre comme vous l'entendez et vous ne remarquez pas que dans ce combat que vous menez pour la liberté, chacun perd de plus en plus les bribes qu'il en possédait, depuis les libertés matérielles de manger à sa guise et de voyager à son gré, jusqu'aux libertés intellectuelles d'écrire, de parler, de se réunir, de penser même, et surtout de penser juste. Tout cela disparaît peu à peu parce que cela est incompatible avec l'état de guerre. Prenez garde ! Le monde descend une pente qui sera dure à remonter !... »*

Nous ne l'avons pas remontée cette pente, nous sommes descendus plus bas, bien plus bas.

Sur un quart du monde la liberté n'est plus. Et sur les trois autres quarts elle est gravement atteinte !

Ne s'élèvera-t-elle pas, à nouveau la voix, féminine ou masculine, qui sans arrière-pensée d'impérialisme sans être au service de gouvernements tentaculaires redressera le drapeau de la paix sur le monde en ruines ?

\*\*

En cette année 1948, en dépit de nos misères présentes, des menaces que nous sentons encore peser sur l'Humanité, femmes, essayons de retrouver l'enthousiasme qui animait celles de 1848. Prenons conscience qu'aujourd'hui, plus que jamais, le monde a besoin de notre effort.

Marthe BIGOT.

# Walter Reuther et le Syndicat de l'Auto

Dans la nuit du 20 avril dernier, Walter Reuther, président du syndicat de l'auto, fut victime d'un attentat qui, sur le moment, parut mettre sa vie en danger. Il venait de rentrer chez lui au retour d'une longue réunion du bureau du syndicat quand une décharge de chevrotines claqua dans le silence, l'atteignant à la poitrine et au bras droit. La blessure de la région pulmonaire se révéla superficielle mais le bras, partiellement arraché, semblait perdu. Cependant, grâce à des soins exceptionnels et rapides le mal fut tout de suite enrayé et on peut espérer aujourd'hui qu'après quelques mois de convalescence Reuther, complètement rétabli, pourra reprendre son activité. La médecine et la chirurgie, quand on peut mobiliser toutes leurs ressources, font aujourd'hui des merveilles; l'art de guérir a fait de grands progrès; l'art de tuer aussi.

D'où partit le coup ? D'après les déclarations de Reuther, il faut chercher dans trois directions : du côté des communistes, qu'il combat depuis des années dans le syndicat et qui l'ont désigné comme l'ennemi n° 1; du côté des fascistes, qui occupent une position opposée symétrique; et aussi du côté des employeurs, capables de retourner à leurs méthodes d'il y a huit ou dix ans quand ils faisaient assommer les militants syndicaux. Il ajoutait ne pas savoir dans quel ordre il faudrait les placer...

Cet attentat manqué est une bonne occasion de dire quelques mots sur la personnalité de Reuther, sur les changements que le dernier congrès a apportés dans la direction du syndicat, sur ses activités récentes. Il défend les intérêts d'un million de membres et étant donné la place prise par l'auto dans la vie américaine, l'influence qu'il exerce s'étend au mouvement ouvrier dans son ensemble.

Pour dégager ses caractéristiques essentielles, il nous suffira de suivre l'intéressant article qu'un militant de Detroit, Herman Benson, écrivit pour « The New International » à l'issue du XI<sup>e</sup> Congrès.

Au congrès précédent, Reuther avait été élu président contre R. J. Thomas, le président sortant; mais Thomas avait été élu ensuite vice-président, et appuyé par ceux de ses amis qui avaient été maintenus au bureau, stalinien ou stalinisants, il n'avait songé qu'à entraver l'activité de la nouvelle direction. Cette fois, les délégués ont achevé le travail commencé; ils se sont prononcés clairement contre Thomas et sa clique, donnant à Reuther 14 sièges sur les 18 du comité exécutif.

Ceux des leaders qui se montrent incapables de se mettre au pas des ouvriers du rang ne peuvent pas espérer une longue vie. Dans les douze années de son existence, le syndicat a eu déjà trois présidents et il a renouvelé fréquemment ses permanents : ici peu de fonctionnaires meurent dans leur bureau. C'est qu'on a affaire à des travailleurs qui n'ont pas bâti les différentes sections de l'organisation dans des parloles autour de tables de conférence, mais dans des grèves avec occupation et de rudes conflits avec la police et les mercenaires armés des compagnies, et qui ont réussi à triompher non de petits patrons mais des plus grands et des plus riches industriels du monde. Ils sont pleins de confiance et d'allant.

Au sein du syndicat, les stalinien ont observé strictement manœuvres et tournants de leur parti, s'efforçant de traduire du russe les intérêts du

Kremlin dans le langage des ouvriers de l'auto. Ils se classent de plus en plus parmi les éléments les plus réactionnaires du mouvement ouvrier. L'ancienne direction qui était entre leurs mains se signala pendant la guerre par son adhésion bruyante aux slogans patriotiques : pas de grève, égalité des sacrifices; par la dénonciation des grévistes, par l'adoration de Roosevelt, par la défense du travail aux pièces que les ouvriers avaient réussi à extirper des ateliers au prix de durs combats.

Année par année, la résistance des militants à cette direction et à sa politique s'amplifia. En 1942, le mécontentement à son égard ne s'exprimait guère encore que par des murmures. En 1943, un projet de primes de rendement pour stimuler la production fut repoussé (avec l'appui de Reuther). En 1944, il y eut un vrai soulèvement dans la masse des syndiqués. Sans la participation d'aucun des leaders, un groupement surgit spontanément qui disposa au congrès de 40 % des voix.

Le fait le plus significatif est ainsi la formation et la croissance d'une couche de militants combattifs qui sont à la fois antistalinien et adversaires déterminés de la direction conservatrice du mouvement ouvrier. On ne saurait trop insister là-dessus. Ils ne sont pas simplement les hommes de 1937. Ils connaissent maintenant le stalinisme et ses œuvres; ils savent quelque chose de la politique; ils veulent un parti ouvrier entièrement indépendant des deux grands partis politiques. Ils savent qu'ils ont à combattre non seulement les seigneurs de l'auto mais les capitalistes en tant que classe. Ils sont l'espoir du syndicat, l'espoir de tout notre mouvement ouvrier. Et ces ouvriers, jeunes, ardents, confiants, portent aussi en eux l'espoir du mouvement socialiste révolutionnaire. Ce sont ces hommes qui ont mis Reuther à la direction.

Tandis que c'est le caractère particulier de notre époque, son instabilité, son inquiétude, qui pousse des hommes comme Reuther au premier rang, l'homme était bien préparé par son passé pour le rôle qu'il a assumé. Fils et petit-fils de militants ouvriers et socialistes, il a appartenu lui-même, pendant plusieurs années, au parti socialiste. Il a quitté l'école à 15 ans, mais quand il travaillait chez Ford, il suivit les classes du soir à Wayne University où il organisa un club de discussion des problèmes sociaux durant la période agitée de 1932. Son activité syndicale dans les usines où il travailla — il est ouvrier — le fit plusieurs fois renvoyer, notamment chez Ford, et lui valut d'être inscrit sur les listes noires patronales. En compagnie d'un de ses frères, il fit son tour d'Europe, alla en Russie comme sympathisant communiste et c'est ce qu'il vit là-bas qui fit de lui un anti-stalinien. Aux journalistes qui écrivaient stupidement que sa victoire était une victoire de l'aile droite, il dit : « Vous vous trompez; ce que nous sommes en train de construire, c'est un unionisme militant, progressif, combatif. Notre combat n'est pas pour nous seuls, mais pour tous. Nous sommes l'avant-garde et les architectes de l'avenir. Nous luttons aujourd'hui pour la meilleure société de demain. »

Au congrès, les stalinien achevèrent de se discréditer par les moyens qu'ils employèrent pour essayer de garder la direction à tout prix. Ils accu-

sèrent Reuther de favoriser le travail aux pièces. C'était si fantastique qu'un délégué s'écria : « Regardez qui accuse ! » Ils répandirent un « document » fabriqué par eux où il était « prouvé » que Reuther sympathisait avec la propagande d'un antisémite notoire, Gerald L. K. Smith. Leur attaque contre Emil Mazey qui allait être élu contre eux secrétaire-trésorier était menée à la fois de droite et de gauche ; c'était tantôt un « réactionnaire fiefé », tantôt un ultra-rouge. Pour effrayer les timorés, ils rappelèrent « qu'il avait été pendant des années membre actif du « Proletarian Party », une organisation qui se considérait comme tellement « gauche » qu'elle traitait les communistes de « réformistes » ; que pendant la guerre il avait combattu le mot d'ordre : pas de grèves, et même poussé des ouvriers à cesser le travail ; que ses partisans vinrent au congrès de 1944 avec de petits drapeaux américains qu'ils balançaient dérisoirement chaque fois qu'un délégué parlait à la tribune pour exalter notre contribution à la guerre ; qu'il était particulièrement actif dans le mouvement en faveur d'une prompte démobilisation ».

Il y a encore des pays où cette grossière tactique de mensonges, falsifications et double jeu réussit pleinement. Là-bas, elle n'eut aucun succès.

La nouvelle direction allait être bientôt mise à l'épreuve. Depuis la fin de la guerre, les ouvriers ont obtenu deux augmentations de salaires pour suivre à peu près la hausse du coût de la vie. Cette hausse persistant, un nouvel ajustement s'imposait. Mais il apparut qu'entre temps les grands employeurs avaient fait une découverte : il faut, disaient-ils, enrayer la hausse, et pour cela un seul moyen est efficace : le blocage des salaires. Une succession d'échecs ouvriers montra qu'il s'agissait d'un plan concerté : après une grève de deux mois les ouvriers des fabriques de conserves de Chicago durent reprendre le travail sans avoir rien obtenu ; de même les ouvriers des aciéries ; les employés du Stock Exchange, à New-York ; les travailleurs d'imprimeries de journaux dans plusieurs villes ; d'autres conflits de moindre importance. Les journaux parlaient déjà d'une offensive patronale de grand style pour reprendre tout ce que les employeurs avaient dû concéder durant les quinze dernières années ; on rappelait l'autre après-guerre, le fléchissement brusque et accéléré des effectifs syndicaux, quand les patrons réussirent à imposer dans la plupart des grandes entreprises leurs faux syndicats dénommés « company unions ».

Il est bien vrai que lorsque la révolution ne suit pas la guerre, la réaction triomphe et s'impose avec arrogance. Cependant il y a d'importantes différences entre la situation d'aujourd'hui et celle d'hier ; 1948 ne répète pas exactement 1920, la différence essentielle résidant en ce fait que les sept millions de syndiqués qui sont actuellement dans les syndicats du C.I.O. étaient alors presque tous inorganisés, sans compter un bon nombre de syndiqués de l'A.F. of L. puisqu'elle se trouva réduite à deux millions de membres et qu'elle en a aujourd'hui plus de sept millions. Les ouvriers se trouvaient donc en meilleure posture pour se défendre contre une offensive.

La situation restait néanmoins difficile et défavorable quand les ouvriers de Chrysler décidèrent de présenter leurs revendications, la principale comportant une augmentation de salaires. Quand la compagnie leur opposa un refus brutal, retirant même l'augmentation minimale qu'elle avait d'abord consentie, les dirigeants syndicaux ne furent pas trop surpris ; ils résolurent de mener la lutte de telle façon qu'elle fût un test non seulement pour les ouvriers de l'auto mais pour le prolétariat américain tout entier. On organisa une campagne pour en convaincre les travailleurs ; on fit appel à leur

solidarité pour permettre aux grévistes de tenir aussi longtemps qu'il faudrait.

Tandis que la grève Chrysler se poursuivait, les délégués de la section syndicale de General Motors soumièrent leurs revendications ; quand des pourparlers s'engagèrent, leur position n'était pas des meilleures ; dans plusieurs usines la majorité s'était prononcée contre une grève éventuelle et, naturellement, la compagnie ne l'ignorait pas. Néanmoins ils se montrèrent décidés à lutter pour arracher au moins une partie substantielle de ce qu'ils demandaient.

Le 25 mai une joyeuse animation régnait parmi les piquets de grève montant la garde devant les usines Chrysler. On venait d'annoncer qu'aux termes d'un accord intervenu entre General Motors et les délégués syndicaux les ouvriers recevaient une augmentation de onze cents de l'heure — portant le salaire moyen de 1 dollar 50 à 1,61 — et qu'en outre l'adoption d'une échelle mobile permettrait dorénavant de suivre automatiquement la hausse du coût de la vie ; il y aurait un rajustement chaque trimestre. L'augmentation de onze cents se décompose en deux parties : huit cents pour la hausse du coût de la vie, et trois cents correspondant à un accroissement de la production. Enfin les 250.000 ouvriers de General Motors recevront encore trois cents pour la même raison en mai prochain.

Après cet arrangement, Chrysler était obligé de traiter à son tour. L'accord se fit ici sur d'autres bases : une simple augmentation de treize cents de l'heure. Les ouvriers n'ont pas montré d'intérêt pour l'échelle mobile : ils ont été impressionnés par la clause qui prévoit une baisse possible des salaires en cas de baisse du coût de la vie bien qu'il soit stipulé qu'en aucun cas cette baisse ne pourrait être supérieure à cinq cents. L'échelle mobile n'est certes pas une panacée et elle n'est pas non plus spécifiquement révolutionnaire. Des syndicats réformistes l'ont prônée, et obtenue, en Belgique, en France, en Norvège ; elle ne permet de suivre le coût de la vie qu'avec retard et sur la base de statistiques officielles ; elle a tendance à empêcher toute augmentation réelle des salaires. Il n'en reste pas moins que dans certaines circonstances elle est la revendication correspondant le mieux aux possibilités de l'action ouvrière.

Pourquoi General Motors a déserté le front patronal de résistance et d'offensive ? On est ici réduit à formuler des hypothèses. Un homme généralement bien informé, Jonathan Stout, correspondant du « New Leader » à Washington, pense que General Motors a voulu apparaître comme un employeur généreux, compréhensif et clairvoyant, considérant qu'il était de son intérêt de faire figure de « bon patron » ; il faut rappeler à ce propos que Ford lui-même dut faire publiquement amende honorable quand il constata que son antisémitisme et son attitude générale avaient eu pour conséquence de permettre à la Chevrolet, de General Motors, de distancer sensiblement sa voiture populaire. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il y a toujours une concurrence assez âpre entre les « trois grands » de l'Auto : General Motors, Ford et Chrysler, sans compter les compagnies de moindre importance, et enfin Kaiser-Frazer qui a réussi à s'imposer.

Les travailleurs américains auront encore de dures luttes à soutenir dans les mois à venir ; la victoire relative des ouvriers de l'auto leur apporte, juste au moment où il le fallait, le réconfort nécessaire pour s'y préparer avec confiance. Elle montre en tout cas qu'il était absurde d'affirmer que les unions américaines étaient déjà rejetées sur la défensive comme elles le furent de 1920 à 1933.

A. ROSMER.

## Lettre de Suisse

De nombreux militants romands suivent avec intérêt l'évolution du mouvement syndical français, et cela depuis nombre d'années.

C'est un sujet d'étonnement journalier, pour nous Suisses, de constater que les questions de salaires sont discutées et tranchées en France par les pouvoirs publics: C'en est un autre de constater à quel point les organisations syndicales françaises sont dépendantes du mouvement politique.

Nous savons, et nous ne nous faisons pas faute de le rappeler à chaque occasion devant nos militants, que le mouvement français, tel que les conditions historiques l'ont fait et le font, peut supporter la comparaison avec les autres mouvements. Force nous est de constater que nous sommes bien mal qualifiés pour juger d'un mouvement qui a subi deux guerres en vingt-cinq ans, et des bouleversements dont on n'a guère idée en Suisse.

Tout d'abord, il est entendu en Suisse, une fois pour toutes, que les conditions de travail ne regardent que les professionnels, patrons ou ouvriers. Il est exclu que l'autorité mette son nez dans nos affaires; de sorte que nous ne sommes nullement à la merci d'une majorité politique ou d'une autre.

Patrons et ouvriers concluent — parfois après de pénibles grèves — des contrats collectifs pour une profession déterminée. Depuis 1940, le Conseil fédéral — équivalent du Conseil des ministres français — peut donner force obligatoire aux ententes ainsi établies. Mais il faut d'abord que les deux parties, patrons et ouvriers, s'entendent; après quoi seulement, l'Etat peut estampiller officiellement un contrat applicable ainsi aux entreprises non membres de l'organisation patronale signataire du contrat, et à ses ouvriers. Là, seulement, se borne le rôle de l'Etat. Celui-ci n'est en aucun cas admis à discuter des salaires et de leur revalorisation. Aussi les syndiqués suisses ont-ils conscience que ce qu'ils ont obtenu, parfois péniblement, est bien « leur » conquête et non le résultat d'un marchandage politique quelconque.

Notre mouvement a le tort d'être trop centralisé; les conceptions latines et germaniques de lutte de classes s'y heurtent violemment. Mais la centralisation apporte en compensation des avantages non négligeables. N'oublions pas que la Suisse ne compte aucun grand centre prolétarien, si ce n'est Zurich.

Le mouvement syndical suisse est loin de représenter la perfection dans le genre. Cependant, objectivement, on reconnaît que les syndiqués helvétiques n'ignorent point l'effort personnel quand on saura qu'ils sacrifient une heure de salaire par semaine pour leur seule cotisation syndicale, sans parler des assurances sociales. Ceux d'entre eux qui entendent bénéficier de l'assurance-chômage paient naturellement une contribution encore plus forte, pouvant se monter à 5 et 7 francs par semaine pour un salaire horaire de 2,50 à 3 francs.

Nos syndiqués sont secourus en cas de grève, à raison de 40 à 50 % du salaire, et cela pour une durée illimitée; à condition que la grève ait été déclarée statutairement, c'est-à-dire par 75 % des intéressés, et au bulletin secret, bien entendu.

Ils sont secourus en cas de représailles patronales, ainsi qu'en cas de grande gêne, de voyage, etc.

Les conquêtes du mouvement syndical suisse depuis 1939 se traduisent en gros ainsi: compensation du renchérissement du coût de la vie à 100 % environ; paiement du salaire les jours fériés; deux semaines de vacances jusque dans les moindres villages du pays; assurance-maladie obligatoire.

Nous nous basons là sur les résultats obtenus

dans les industries du bois et du bâtiment, mais en général, ces améliorations sont également valables dans les autres industries privées.

Soulignons encore une fois que ces conquêtes n'ont aucun rapport avec le mouvement politique suisse; elles sont d'essence purement syndicale; sans quoi les travailleurs attendraient encore...

Il y a certes beaucoup à faire, et les militants le savent.

Afin de donner une idée, encore confuse, du degré de maturité syndicale de nos ouvriers du bois et du bâtiment, indiquons simplement que ne sont pas rares les villages, même situés à plus de 1.000 mètres d'altitude, qui ont leur section locale syndicale avec leur propre équipe de contrôle chargée de l'application et de la vérification des clauses des contrats collectifs nationaux ou régionaux.

Quoi que l'on fasse cependant, le mouvement syndical suisse est sensible aux soubresauts et aux luttes difficiles soutenues par nos amis français, décimés par la guerre; ils représentent toujours pour eux le creuset de la révolution syndicaliste moderne.

NEIRDA.

## **Foster et les dirigeants du parti communiste américain accusés de complot**

Le 20 juillet dernier, la police de sûreté a ordonné des poursuites contre une douzaine de leaders du parti, sous l'inculpation d'inciter au renversement du gouvernement par la violence. Ceux qui avaient été arrêtés ont été remis aussitôt en liberté sous caution.

La loi en vertu de laquelle ils sont poursuivis est le Smith Act de 1940 qui créait le délit d'opinion. Pour lui trouver un précédent dans la législation fédérale il fallait remonter jusqu'en 1798. Les stalinien dénoncent cette « loi scélérate », et ils ont tout à fait raison. Mais ils se gardent bien de rappeler qu'elle a reçu il n'y a pas si longtemps une application bien plus « scélérate » que dans le cas présent et qu'elle a été alors appliquée sous leur applaudissement.

Les faits remontent à l'époque de l'entrée en guerre des Etats-Unis. Il s'agissait d'une affaire purement syndicale. Le puissant syndicat des chauffeurs de Minneapolis (4.000 membres) avait décidé, tout à fait démocratiquement et régulièrement, de quitter la fédération affiliée à l'American Federation of Labor pour passer au C.I.O. Le président de la fédération était, et est encore, David Tobin, membre influent du parti démocrate et grand électeur de Roosevelt dans les milieux syndicaux. Comme les dirigeants du syndicat de Minneapolis appartenaient au Socialist Workers Party (trotskistes), Tobin, furieux de perdre un syndicat important, ne trouva rien de mieux que de demander à Roosevelt d'ordonner contre eux des poursuites, les inculpant de complot en vertu de cette loi scélérate de 1940. Roosevelt s'exécuta avec empressement, les juges condamnèrent de même, ceux de la cour d'appel confirmèrent et la Cour Suprême trouva que tout était bien. Le 31 décembre 1943, les dix-huit condamnés entrèrent en prison pour purger les peines auxquelles ils avaient été condamnés. Il n'y eut de protestation contre cette scandaleuse opération, dont personne n'ignorait les vraies raisons, que parmi les libéraux et de la part des ligues de défense des libertés civiles.

Les stalinien exprimèrent bruyamment leur satisfaction.



# Le Carnet du "Civilisé"

## LA FEDERATION SYNDICALE MONDIALE ET LES SECRETARIATS PROFESSIONNELS

Du 19 au 20 juillet dernier s'est tenu à Oslo le Congrès de l'Internationale des Transports. Il n'est certes pas dans mon intention de donner un compte rendu des travaux de ce Congrès dans les diverses branches de son activité : transports ferroviaires, routiers, maritimes, aériens. Qu'on sache simplement que si la France disposait d'un nombre très réduit de délégués, chaque catégorie professionnelle était représentée : Clerc, Lafond, Laurent (cheminots) ; Ehlers (marins) ; Gellibert (routiers) ; Lapeyre (personnel de l'aéronautique civile) ; mais ce qui peut intéresser les lecteurs de la « R.P. » c'est incontestablement la position de cette internationale au regard de la F.S.M.

Il faut rappeler, en effet, que l'Internationale des Transports groupe **3 millions d'adhérents à jour de leurs cotisations** et qu'elle est la plus importante des Internationales professionnelles.

Malgré le vote du dernier congrès de « Farce ouvrière » en faveur de l'adhésion à la F.S.M., il me paraît hors de doute que les représentants français à Oslo n'étaient venus à ce Congrès qu'avec l'espoir d'y rencontrer des syndicalistes soucieux de défendre leur indépendance contre les prétentions de la F.S.M., laquelle paraît plus disposée à servir les intérêts de l'impérialisme soviétique que ceux des travailleurs.

On admettra sans difficulté que les Français n'avaient pas à donner le ton ; leurs organisations ne venaient-elles pas de réintégrer l'Internationale alors que les dirigeants précédents avaient au contraire claqué les portes avec fracas ?

Nous ne fûmes pas longtemps à attendre. Dès la première intervention de notre camarade Vercruyze, des tramways belges, il était facile de comprendre que l'attitude des dirigeants de l'Internationale professionnelle serait approuvée.

Cette attitude, fixée par le congrès de Zurich en 1946, avait consisté à discuter avec la F.S.M. dans le but de permettre aux Secrétariats professionnels de continuer leur activité « en toute liberté ».

Après de nombreuses discussions, les dirigeants des plus importants Secrétariats professionnels comprirent le but de la F.S.M. : par la création des Départements professionnels internationaux — se substituant aux Secrétariats professionnels — elle voulait avoir une mainmise totale sur le mouvement syndical international en refusant toute liberté de manœuvre aux Secrétariats professionnels qui ont pourtant d'autres titres de gloire que la F.S.M.

Pendant deux jours toutes les interventions ne formèrent qu'un leit motiv :

« L'Internationale des Transports a fêté son cinquantième à Zurich en 1946, nous savons ce qu'elle nous apporte. Sur le plan professionnel son autorité grandit chaque jour et nous en profitons.

« Mais qu'a fait la F.S.M. ? Qu'a-t-elle apporté aux travailleurs ? Pourquoi s'obstine-t-elle à absorber les Secrétariats professionnels alors que sa tâche est déjà immense ?

« Pourquoi tient-elle à supprimer ce qui marche bien alors qu'elle nous montre, chaque jour davantage, sa soumission à une politique étrangère ? »

Les critiques faites sur un même ton, deux positions se faisaient jour : les uns estimant que les discussions pouvaient être continuées sous la réserve que l'indépendance de l'I.T.F. fût respectée ; les autres reconnaissant qu'il n'y avait plus à discuter avec un tel organisme.

Mais le débat ne pouvait que prendre un intérêt exceptionnel du fait de la présence de Deakin, du syndicat des ouvriers des Transports anglais, le successeur de Bevin, mais surtout le président de la F.S.M.

Un président ne peut évidemment que défendre ce qu'il préside. Il faut reconnaître d'ailleurs que Deakin le fit avec une très grande autorité et un remarquable talent oratoire. Son intervention, si elle fut fort appréciée du côté anglais, reçut un accueil plutôt réservé sur les autres bancs. Ce fut une réponse aux attaques dont la F.S.M. avait été l'objet.

Deakin ne s'est pas aperçu de la mauvaise besogne de la F.S.M. Il rappelle que c'est à la demande britannique que l'on doit la création des Départements professionnels internationaux. Si le projet de règlement n'est pas satisfaisant, il faut continuer à négocier. Les syndicalistes prennent le chemin le plus facile, et ne font pas leur travail, s'ils acceptent la division. Si certains estiment qu'il n'est plus possible de s'entendre, il faut le dire ; mais pourquoi les syndicalistes ne feraient-ils pas comme les gouvernements dont les intérêts sont certes opposés mais qui font asseoir leurs représentants à la même table ?

En tout état de cause, la Centrale britannique n'acceptera pas concurrentement les Départements professionnels internationaux et les Secrétariats professionnels. Le devoir de l'I.T.F. est de participer à la conférence organisée en septembre par la F.S.M.

D'après Deakin les Secrétariats professionnels ne peuvent pas être l'organisation générale internationale. Les Américains sont restés très longtemps en dehors du mouvement international (sous-entendu : ils n'ont pas de leçons à nous donner). L'I.T.F. doit continuer à discuter et à négocier, et la décision prise doit être mûrement réfléchie.

Avant de conclure, Deakin prononça une phrase comprise par beaucoup comme une menace : « S'il est aisé de recevoir de nouveaux amis (les Américains), il est aussi aisé de perdre les anciens (Anglais). »

Après que la plupart des délégations eurent fait connaître leur point de vue, devant la position anglaise le congrès demanda au Comité exécutif de rapporter une résolution. Celui-ci s'acquitta de sa mission suivant l'opinion généralement admise. C'est par 6 voix contre 1 abstention (anglaise) que le Comité proposa un texte dont on verra par son extrait la dureté à l'égard de la F.S.M.

Le Congrès estime que les négociations entre les Secrétariats professionnels internationaux et la F.S.M. ont démontré de façon concluante qu'une collaboration dans l'esprit de la résolution adoptée par le Congrès de Zurich n'est pas possible.

Le Congrès constate par conséquent que les conditions préalables pour prendre en considération **l'incorporation de l'I.T.F. dans une autre organisation**, font défaut.

Le Congrès déclare que, dans ces circonstances et en raison des événements survenus dans le mouvement syndical international au cours des dernières années écoulées, les intérêts des travailleurs des transports seront mieux servis en maintenant l'indépendance de l'I.T.F. et en concentrant tous les efforts pour la développer et la renforcer de la même manière que cela s'est fait avec succès au cours des 50 années écoulées.

Le Congrès attend de toutes les organisations affiliées qu'elles maintiendront leurs liens avec l'I.T.F. et fait appel aux organisations de travailleurs des transports qui se trouvent encore en dehors de l'I.T.F. de rejoindre ses rangs sans retard et d'aider à constituer une vaste Internationale d'organisations libres de travailleurs des transports, capable de résister à

toutes les attaques et de défendre et promouvoir de manière efficace les intérêts de ses membres.

Le Congrès donne mission au secrétariat d'informer la F.S.M. de ces décisions qui révoquent celles du Congrès de Zurich et de continuer à renforcer les relations de l'I.T.F. avec les autres Secrétariats professionnels internationaux en vue de la défense de leurs intérêts communs.

Inutile de dire qu'une telle résolution ne pouvait être acceptée par Deakin et ses amis. Aussi la discussion reprit-elle, plus précise, plus concise, mais plus dure.

Les Américains (de l'A. F. L.) furent formels : N'ayant pas voulu entrer par la « grande porte » dans la F.S.M., il ne pouvait être question de les faire entrer par la « petite », par l'intermédiaire des Secrétariats professionnels.

C'était l'impasse.

Les discussions furent laborieuses, car le Comité exécutif avait tenu à ce que la situation fût nette et exempte de compromis.

Une nouvelle intervention de Deakin avait, en effet, fait connaître que si « les organisations britanniques étaient libres, elles devaient toutefois tenir compte de la politique de leur Centrale qui consiste à admettre l'intégration des S.P.I. dans la F.S.M., sous réserve de leur fonctionnement libre ».

« Il ne faut pas que l'I.T.F. interrompe les négociations. Si je veux user de mon influence, c'est pour que celles-ci continuent ; et s'il n'est plus possible de négocier on le verra ; demandons toujours que les conditions d'une activité libre soient remplies et laissons faire le temps qui apportera peut-être une solution ; si nous brusquons ce peut être le désastre. » Telle fut sa péroraison.

Les pays scandinaves s'appliquèrent alors à faire la jonction. Finalement un amendement fut présenté :

Dans le premier alinéa de la résolution au lieu de « n'est pas possible », on devait substituer « ne s'est pas avéré possible ». La phrase suivante était supprimée. Quant au troisième alinéa, après « mieux servis » il fallait lire « en maintenant l'indépendance de l'I.T.F. jusqu'à ce que les négociations puissent être reprises avec une Internationale syndicale générale qui soit prête à donner aux Secrétariats professionnels internationaux des assurances suffisantes pour une large mesure d'autonomie et qui garantisse les principes du syndicalisme libre et démocratique ».

Il serait fastidieux de donner un compte rendu des différentes interventions faites ; il suffit de dire que la résolution ainsi modifiée fut adoptée à l'unanimité, moins l'abstention des organisations américaines.

A la lecture de cette trop brève et très insuffisante relation que peut-on conclure ?

Le plus important des Secrétariats professionnels a montré qu'il n'était pas disposé à se laisser incorporer dans une F.S.M. centralisatrice, omnipotente, bureaucratique et dont l'indépendance syndicale est à démontrer.

Les organisations anglaises, fortement disciplinées, sans avoir, semble-t-il, de grandes illusions sur la F.S.M., hésitent à prendre nettement position et surtout ne veulent pas être responsables d'une « casure ».

Il serait absurde d'imaginer que tout est parfait dans les S.P.I. Pour des syndicalistes français ils paraissent trop fonctionnarisés, beaucoup trop lents dans leur activité et sans esprit révolutionnaire. Mais il faut reconnaître que leur armature est solide ; les militants qui les dirigent sont des syndicalistes qui refusent courageusement d'obéir aux mots d'ordre tsaristes ; il serait injuste de ne pas tenir compte des difficultés d'harmonisation entre les divers pays, difficultés encore accrues par les différences de langues.

Les S.P.I. sont, en l'état actuel, les piliers de la

**résistance du mouvement syndical international à tout embrigadement sous une étiquette politique.**

Si Deakin a raison de dire que les S.P.I. seuls ne peuvent former la base de l'organisation générale internationale, il semble bien qu'une Internationale efficace doive être calquée sur la base constitutive de nos organisations nationales : les S.P.I. correspondant aux Fédérations ; les Centrales nationales correspondant aux U.D.

S'il nous est possible de constater l'affaiblissement du mouvement syndical en France, il suffit de participer à un tel congrès pour mesurer tout le chemin que nous avons à parcourir pour « mériter le droit de parler ». Que les militants ne se laissent pas toutefois aller au découragement ; tous les pays ne sont pas tombés aussi bas que le nôtre : de très nombreuses organisations syndicales ont su faire respecter et triompher les principes de libre détermination.

A nous de remonter la pente.

## RAPPORT PRIX-SALAIRES

Dans le numéro de septembre de la R.P., cette rubrique enregistrera, je l'espère, un changement dans l'orientation de la nouvelle Centrale syndicale.

Deux commissions exécutives ont eu lieu depuis le papier paru en juillet.

La première n'a rien apporté de nouveau ; la deuxième a fait ressortir une certaine impatience et divers militants se sont fait l'écho de l'impatience de leurs mandants : les positions allaient de l'augmentation pure et simple mais autoritaire des salaires, à l'indemnité d'attente pour arriver à la détermination des salaires par contrats collectifs.

Le changement d'orientation est formel. Le nouveau gouvernement « doit être mis devant ses responsabilités » ont encore pensé nos camarades, et après...

Encore une réunion, pour entendre la réponse de ce gouvernement — s'il existe encore. Et, sans doute, au début de septembre un C.C.N. dira quelle est la politique syndicale qu'il entend promouvoir.

Il n'est pas possible que devant la faille de la politique de la baisse des prix — baisse réclamée par les syndicats mais qui doit être faite par les autres — le mouvement syndical indépendant, même affaibli, ne revienne pas à des solutions qui ont le mérite de la netteté : faire dépendre les salaires de la discussion entre patrons et ouvriers et non pas d'un quelconque arrêté du ministre du Travail que seuls les insuffisants et les peureux acceptent de respecter et sur lequel les patrons de combat s'appuient pour refuser toute amélioration, rendant inévitable que chaque grève devienne une affaire de gouvernement et risquant d'aboutir à des « Clermont-Ferrand » encore plus sanglants.

Est-ce à dire que tout sera automatiquement résolu ? Certes, non ; mais les salariés pourront se défendre.

Il faudra surtout établir une tactique permettant d'éviter qu'en cas de conflit les « charlatans du socialisme à la trique » se servent, pour la politique de leur génial et vénéré maître, de ces mouvements.

Il faudra surtout rechercher et pousser les militants jeunes, dévoués et indépendants qui devront aller mener le combat depuis l'action directe jusqu'à celle « du tapis vert ».

Il nous appartient de trouver les jeunes énergies qui acceptent de suivre le dur et ingrat chemin pris par ceux qui veulent « l'amélioration du sort des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes » en dehors, et au besoin, contre les chapelles, les partis et les bureaucraties qui vivent de l'exploitation du mécontentement de ceux qui peinent.

Roger LAPEYRE.

# La renaissance du syndicalisme

## A propos de la déclaration d'Angers

### Une réponse d'Hébert à Lapeyre

La « Révolution Proletarienne » a cru devoir ouvrir ses colonnes à un « civilisé » (ô combien !) . Peut-être me permettra-t-elle, en tant que signataire de la déclaration d'Angers, de remettre les choses au point.

Roger Lapeyre pense que la déclaration d'Angers n'apporte rien. C'est son droit le plus strict. Mais, où, à mon humble avis, il exagère, c'est lorsqu'il se croit autorisé à affirmer que, seul le désir de se singulariser, « de se classer », a dicté le comportement des militants qui se réunirent à Angers.

On sent percer sous l'attaque, assez maladroitement d'ailleurs, de Roger Lapeyre, la crainte des bonzes de la nouvelle centrale à l'égard d'une minorité dont les thèses furent... disons escamotées au cours du congrès constitutif et qui semblent néanmoins trouver, auprès des éléments actifs du mouvement syndical, une assez large audience.

Il est probable également que le crime de lèse-fonctionnarisme, que nous avons commis à l'égard du Conseil économique, n'est pas pour rien dans l'attitude de Lapeyre.

Je voudrais simplement rappeler que ladite déclaration d'Angers prend position à l'égard d'un certain nombre de problèmes :

**NECESSITE DU REGROUPEMENT SYNDICAL.** — Aucun militant sérieux ne pourra nier qu'un certain nombre de syndicalistes non stalinien sont restés à la C.G.T. Je persiste à penser que la condition nécessaire à un véritable regroupement syndical est précisément cette représentation proportionnelle des différents courants d'opinion que Lapeyre semble considérer comme inutile.

Les militants n'accepteront de donner le meilleur d'eux-mêmes que dans la mesure où ils pourront participer d'une manière effective à la vie de l'organisation, c'est-à-dire, dans la mesure même où ils ne seront pas évincés systématiquement de l'appareil, comme ce fut le cas, lors du dernier C.C.N.

**ACTION REVENDICATIVE.** — Condamnation du dirigisme sur les salaires, Lapeyre semble d'accord. Inutile d'insister.

**OCCUPATION GESTIONNAIRE.** — La déclaration d'Angers affirme que l'occupation gestionnaire est le mode d'action le plus opérant, c'est-à-dire le plus approprié à la conjoncture économique actuelle.

Est-ce à dire que nous sous-estimons les difficultés présentées par l'utilisation de ce moyen d'action ? Certes, non. Mais ces difficultés doivent-elles empêcher de poser le problème ? Je ne le pense pas non plus. Poser le problème, c'est inviter les salariés à l'étudier et à multiplier les efforts en vue de créer des conditions permettant l'occupation gestionnaire. D'ailleurs, avoir recours aux solutions de facilité (Conseil économique et autres joyusetés) m'apparaît, en fin de compte, infini-

ment plus dangereux pour l'avenir même du mouvement syndical, que de préconiser, en dépit des difficultés, des solutions rationnelles.

**ACTION INTERNATIONALE.** — La déclaration d'Angers condamne implicitement la F.S.M. et, ne serait-ce que pour cette raison, elle méritait d'être publiée.

Qu'elle ait pu secouer la torpeur de certains parlementaires syndicaux n'est pas non plus pour nous faire regretter notre geste.

Voilà quelques réflexions que m'a suggérées la lecture du carnet du « Civilisé ». La déclaration d'Angers, dans l'esprit de ses rédacteurs n'a jamais eu la prétention d'apporter « la solution » des problèmes qui nous intéressent.

Elle n'est, plus modestement, qu'un effort tenté par des « militants de base » pour trouver des solutions. Tant pis pour ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas comprendre.

A. Hébert.

## La gauche de F. O.

Hébert réagit comme s'il avait été piqué au vif par Lapeyre. Qu'est-ce qu'il a dû dire quand il a appris que les signataires de la déclaration d'Angers avaient été qualifiés de trublions par certains « huiles » !

J'ai eu d'ailleurs mon paquet : « Il est naturel, a-t-on dit, que Monatte vienne à l'aide des trublions. » En effet, c'est tout naturel.

Certes, Lapeyre avait pris la mouche.

Un civilisé, ça a l'épiderme sensible. Mais il a tort, à mon avis. En quoi la déclaration d'Angers risque-t-elle de faire du mal ? Lapeyre sous-entend évidemment faire du mal à Force Ouvrière. Je pense au contraire qu'elle lui a fait du bien. Un bien dont elle a grand besoin. Même si elle ne s'en rend pas compte.

Elle n'apporte rien ? Elle apporte la preuve qu'il y a une gauche à Force Ouvrière. La droite y est assez ostensible. On pouvait craindre, depuis le congrès, qu'il n'y ait place désormais que pour elle. Dans ce cas, Force Ouvrière, déjà pas tellement brillante, risquait de briller encore moins.

Faire un mouvement fort contre des adversaires communs, tel doit être en effet le but. Mais Lapeyre se rend-il bien compte que les dirigeants de F.O. s'y prennent assez mal ; que ce mouvement fort suppose que les éléments révolutionnaires non stalinien s'y sentiront chez eux et non pas simplement tolérés ?

Force Ouvrière a raté son départ, Lapeyre ne me démentira pas. Parce que ses dirigeants réformistes ont voulu une maison bien à eux. Ils n'ont pas su, n'ont pas voulu, tirer vigoureusement la leçon des grèves d'octobre, novembre et décembre 1947. Ils se sont imaginé qu'à leur seul appel des millions de syndiqués accourraient. Il fallait se dépêcher de mettre la vieille enseigne réformiste. On ne repousserait pas les révolutionnaires, mais ces derniers devaient avoir la sagesse de se taire et la pudeur de ne pas montrer trop d'exigences. S'ils allaient effaroucher les millions de syndiqués réformistes !

Hélas ! les millions de dociles ne sont pas venus. L'enseigne qui devait attirer a fait plutôt repousser. N'empêche, avant le congrès, et au congrès

même, on s'est rendu maître de la maison. Du haut en bas, des syndicats aux unions et aux fédérations. La minorité a pu ne pas être très habile au congrès. Mais, même si elle l'avait été, le résultat n'eût pas été différent. On avait tellement mis en garde le centre, c'est-à-dire les éléments non classés, contre les révolutionnaires.

Les réformistes sont maîtres de la maison, mais ils n'ont pas réalisé ce mouvement fort, fort par le nombre, fort par la pensée, cette organisation vivante capable de tenir tête à la C.G.T. stalinisée et de tenir le coup devant les événements.

On n'aura une telle organisation que dans la mesure où la gauche, si faible, si refoulée aujourd'hui, aura conscience de son rôle, donnera son plein effort, forcera à discuter, à penser, à agir, dans la mesure où elle animera la maison du haut en bas.

Après avoir raté le départ, qu'on ne rate pas la course.

Puisque j'ai accroché Lapeyre, je vais régler un point de cette affaire Moinet qu'il avait gardé sur le cœur depuis janvier. Car c'est dans mon Carnet de janvier dernier, qu'en réponse à divers camarades qui disaient qu'on devait lutter à l'intérieur de la C.G.T. et qu'on pouvait s'expliquer dans les congrès stalinien, j'avais rappelé diverses choses et notamment l'exclusion de Moinet par le congrès de 1946, sans que personne osât le défendre, ni son secrétaire fédéral ni son secrétaire d'union départementale, tous les deux minoritaires cependant.

Le secrétaire fédéral, notre ami Lapeyre, dit aujourd'hui que cette exclusion, la Fédération des Travaux publics n'en tint aucun compte. Je ne puis que la féliciter, et lui avec elle, de n'avoir pas obéi à un tel oukase. Mais je le féliciterais mieux encore s'il avait pris à la tribune du congrès de 1946 la défense de Moinet. C'est de ce qui s'était passé au congrès, de ce qui pouvait se passer dans de tels congrès, que j'avais parlé. Je n'ai donc pas commis d'erreur.

P. M.

## Tableau du mouvement dans l'Isère

Le congrès de l'Union locale de Grenoble, qui s'est tenu le 20 juin, donne l'occasion de faire le point de la situation syndicale dans l'Isère.

Pas brillante, cette situation. Les dirigeants de la C.G.T. ont beau lancer des communiqués de victoire dans l'hebdomadaire communiste « Le Travailleur alpin », ce ne sont pas ces coups de clairon qui réveilleront une classe ouvrière dégoûtée, désarmée, lasse. Le secrétaire de l'Union départementale, Charreton, a dû reconnaître que la manifestation du 1<sup>er</sup> mai avait été un fiasco (il a oublié d'en rechercher les causes), que la grève générale de soixante minutes n'a été que partielle et que le meeting n'a rassemblé que quelques centaines d'auditeurs sur près de 20.000 syndiqués théoriques. Le congrès de l'U.L. lui-même a été tenu par une vingtaine de représentants de syndicats, alors que les organisations affiliées sont au nombre de quatre-vingts.

Cette réunion donne l'image exacte du mouvement syndical actuel : un appareil entièrement composé de membres du parti, exploitant sans souci du lendemain le nom de la C.G.T. et le prestige de l'unité ouvrière. Certes, dans la plupart des élections d'entreprise, les candidats cégétistes l'emportent aisément. Mais ils n'emportent pas l'enthousiasme des travailleurs, ils ne leur prennent que leurs voix, avec leurs cotisations payées

au même titre que les cotisations à la Sécurité sociale ou l'impôt cédulaire.

La proportion de non-syndiqués augmente dangereusement. L'élan de la libération est perdu. Quant à celui des grèves de 1936, nul ne s'en souvient plus. C'était le bon temps...

Il ne reste à la C.G.T. que quelques forteresses : les métaux, le bâtiment, le textile, le papier carton, les cheminots. Sans doute s'agit-il là des activités les plus importantes de l'Isère. Mais il faut se rappeler qu'il ne s'agit pas d'un point de départ, de bases solides pour la conquête de l'ensemble des corporations, mais bien des restes d'une hégémonie presque totale.

Les assemblées d'usines ne groupent qu'un nombre infime de syndiqués. Dans bien des boîtes, il faut user de subterfuges pour réunir le personnel et lui faire entendre le dernier disque du phonographe cégétiste. Ainsi chez Picart-Pictet, grosse entreprise de la métallurgie, c'est en bloquant le chemin de sortie avec des vélos que l'on contient la ruée vers l'air libre... Chez Bouchayer-Viallet, la dernière assemblée comptait 80 participants...

Les délégués syndicaux peuvent bien alors se présenter devant les patrons et brandir leur mandat. Personne ne s'y trompe. La gymnastique épuisante des mots d'ordre contradictoires et toujours venus d'en haut a fini par fatiguer les salariés. Ils n'osent pas s'insurger, mais ils ne participent plus à rien, et n'obéissent qu'à contre-cœur.

Partout où les militants de Force Ouvrière ou de la C.F.T.C. se hasardent à présenter des candidats, ils obtiennent un tiers des voix environ. Et ces résultats s'inscrivent spontanément, sans beaucoup de propagande, sans ambiance extérieure aux boîtes ou aux administrations, malgré la nette disproportion entre les moyens dont disposent les appareils de la C.G.T. et ceux des opposants.

La C.F.T.C., qui dans le département comme ailleurs se traîne à la remorque des organisations ou des partis les plus forts, a fait de nets progrès, notamment parmi les employés. Mais elle n'a guère d'influence réelle, par suite de ses hésitations, par manque de mots d'ordre précis.

Quant à Force Ouvrière, qui ne comptait que quelques rares adeptes en 1947, elle a pris un certain essor depuis le début de la présente année. Son animateur est Bandieri, un solide militant du Livre, ancien secrétaire de l'U.D. Des copains des métaux, des cheminots, du textile, des « pilons », du bâtiment, des mineurs l'ont rejoint.

A vrai dire, l'ensemble manque encore de cohésion. Il y a un certain nombre de jeunes qui se forment dans des conditions difficiles, et des vieux passablement fatigués, et des « entre deux âges » qu'il faut remettre dans le bain. Pas beaucoup d'allant non plus, et une certaine crainte des méthodes brutales et diffamatoires des stalinien. Avec ça, pas de locaux. (Il ne faut pas s'en étonner, la majorité au conseil municipal est R.P.F., équipe de foireux en dépit de leurs airs de mâtarmores.)

C'est un espoir, à condition que le véritable travail syndical se fasse. C'est-à-dire à l'usine, sur le chantier, dans les administrations. Et non pas dans de petites réunions où l'on se soulage de ses griefs envers les stalinien. F.O. possède de bonnes perspectives. Ses candidats ont été élus dans plusieurs usines de la métallurgie et du textile. Leur attitude, leurs propositions, leurs actes, seront un drapeau pour un rassemblement plus large, ou un repoussoir.

C'est au travers de l'activité dans les boîtes et au sein des corporations que le courant va se renforcer, se préciser, ou se dissoudre. Car les adhérents ne sont pas plus attachés à Force Ouvrière (si on identifie cette centrale avec Jouhaux ou

Bothereau), qu'à n'importe quelle autre confédération hérétique. On peut même dire qu'ils sont au-dessus d'elle, et qu'ils sont ouverts à toutes les initiatives, d'où qu'elles viennent. C'est au moins un aspect positif de la scission que d'avoir ouvert les esprits. La « R. P. », « l'Action sociale », « le Libertaire », « Force ouvrière » sont lus. Ce qui manque, ce sont des brochures, des ouvrages solides, une bibliothèque, des cercles d'études. Tout cela viendra, avec le temps et les efforts des adhérents eux-mêmes. Les gars qui seront formés dans cette ambiance seront un peu plus solides que les produits fabriqués dans les meetings de la C.G.T.

Un bon côté aussi de l'U.D., c'est son esprit internationaliste; qui contraste avec le chauvinisme des staliniens. Il y a eu des tracts en espagnol et en italien parmi les toutes premières éditions de l'organisation. Et il y en aura en polonais. Les travailleurs étrangers comprennent la différence. Et dans la vallée de la Romanche (barrages, industries électro-chimiques et produits chimiques), les premiers neveux sont des Espagnols de la C.N.T et de l'U.G.T.

Par contre, il est regrettable que d'autres éléments, militants éprouvés, se soient réfugiés dans l'autonomie. Sans doute leur critère politique a-t-il prévalu sur la question syndicale. Ne parlons pas des instituteurs où la question de l'unité corporative peut être un argument valable. Mais les plombiers-zingueurs de Grenoble, constitués en syndicat autonome après leur exclusion de la C.G.T. auraient pu apporter un certain « esprit du bâtiment » tonique. Et on se demande ce que pourront les petites sections constituées dans l'administration des Ponts et Chaussées ou des Travaux publics ?

Quant à la C.N.T., elle ne s'est manifestée nulle part en public, bien qu'elle aurait pu, en prenant le départ la première, grouper un certain nombre de syndiqués. Ses partisans pourraient rallier F.O. et y travailler. Personne ne leur demandera d'abandonner leurs doctrines ni leurs méthodes. Et cela leur fera du bien de prendre contact avec la classe ouvrière telle qu'elle est. Pour l'avenir, les événements et les circonstances commanderont. Ce qu'il faut avant tout, c'est créer une maison habitable pour tous les syndicalistes décidés à penser par eux-mêmes et à profiter des expériences de tous. Les centrales se font et se défont, mais la classe ouvrière demeure, et le syndicalisme n'est pas près de démissionner.

Paul PAILLARD.

## Bothereau et les objectifs de la C.G.T.

Dans la «Revue syndicale suisse» de juin, Bothereau trace une esquisse du mouvement syndical en France. A l'entendre, depuis la guerre, la C.G.T. aurait réussi à atteindre une partie de ses objectifs.

Il veut parler de la réalisation des comités d'entreprises, du perfectionnement de la Sécurité sociale, de la création d'un large secteur d'industries nationalisées.

Il y aurait beaucoup à dire sur la part d'initiative de la C.G.T. dans ces diverses réalisations.

Contentons-nous de regarder les résultats. Dans les trois cas, c'est le « bousillage » le plus complet. Déjà l'on s'en sert pour dénoncer l'incapacité foncière de la classe ouvrière. Ni pour les Comités d'entreprises, ni pour la Sécurité sociale, ni pour les industries nationalisées, la C.G.T. n'a fait ce qu'elle devait et ce qu'elle pouvait. Elle s'est contentée de faire la mouche du coche.

## Les élections à la Caisse de Prévoyance des Cheminots

Le « Réveil syndicaliste » de juillet a publié les résultats des élections au Conseil d'administration de la caisse de prévoyance des cheminots :

REGIONS	Fédération Syndicaliste F. O.	Fédération Nationale C. G. T.	Chrétiens C. F. T. C.	Cadres
Nord .....	11.179	29.934	10.623	3.421
Ouest .....	11.011	39.852	8.486	4.414
Sud-Ouest .....	10.895	35.606	8.856	3.865
Méditerranée ..	4.660	20.877	4.333	1.980
Sud-Est .....	9.085	36.120	11.376	4.135
Est .....	8.646	29.646	14.161	4.527
Services				
Centraux .....	1.330	1.866	2.634	1.075
S.C.E.T.A. ....	353	899	235	131
Réseau Breton ..	55	424	34	39
D.O.C.F. ....	118	204	100	89
	57.332	195.423	58.838	23.676

Participaient au scrutin les 406.377 cheminots du cadre permanent en activité de service, à l'exclusion des retraités qui forment un collège spécial, des auxiliaires, des cheminots d'outre-mer et des secondaires (sauf réseau breton).

335.274 suffrages ayant été exprimés, il y a donc eu environ 70.000 abstentions.

Si la Fédération stalinienne garde une avance importante il faut remarquer qu'elle ne groupe plus, et de loin, bien qu'elle le prétende encore, 300.000 membres. Elle n'a pas rassemblé 200.000 voix. Est-il exagéré de dire que ses effectifs doivent être présentement autour de 100.000. L'hémorragie a été grave. Elle continue d'ailleurs.

L'organisation chrétienne, qui vient immédiatement derrière, a donc bénéficié de la dernière scission.

Quant à la Fédération F.O., elle arrive seulement au troisième rang. Les chiffres obtenus sur le Sud-Est et sur l'Est sont particulièrement faibles. Décidément, en dépit de ses prétentions, l'ex-député Ouradou n'a pas apporté grande force à la Fédération syndicaliste.

Cette première épreuve ne doit pas décourager, mais stimuler. Il était à prévoir que l'inutilisation de la période propice au recrutement au début de l'année, la minimisation des causes de la scission, les difficultés soulevées à plaisir par les cheminots F.O. pour fusionner avec la Fédération syndicaliste, la persistance des méthodes somnifères du réformisme se paieraient. Il ne faut pas plus en être surpris que découragés. Mais il faut tenir compte des leçons que donnent les événements.

## La Presse syndicale

Les unes après les autres, les U.D.F.O. se donnent un organe. Hier nous recevions celui de Belfort, le « Territoire syndicaliste » ; aujourd'hui, celui de l'Isère, « Syndicalisme ouvrier ».

Un organe bien fait, même mensuel, peut être un excellent outil de propagande et d'action. Mais s'il doit viser à refléter la vie de l'U.D. et de chacun des syndicats il doit plus encore refléter celle des usines et des chantiers. Les camarades de l'Isère l'ont compris. Souhaitons-leur bonne chance. Qu'ils n'aient pas peur d'être ambitieux et que bientôt ils soient à même d'avoir leur hebdomadaire lu par chaque syndiqué à l'atelier et à la maison.

## Les travailleurs nord-africains vont-ils à la C.F.T.C. ?

Grande nouvelle : la Confédération française des travailleurs chrétiens a annoncé (journaux du 16 juillet) que « pour protester contre les menées politiques à l'intérieur de l'organisation syndicale les Nord-Africains musulmans travaillant en France ont démissionné en masse de la C.G.T. ».

Un certain nombre de membres de la commission nord-africaine de la C.G.T. ont démissionné et sont passés à la C.F.T.C. La position prise par la C.G.T. dans les affaires de Palestine, ou la sympathie montrée par les partis stalinien pour le gouvernement juif, expliquerait ce geste, paraît-il.

Depuis lors, une conférence des travailleurs nord-africains (Tunisiens, Marocains, Algériens) a été tenue, samedi 17 juillet, sous l'égide de la C.G.T., pour colmater cette nouvelle fuite d'effectifs. Une liste de revendications a été établie :

« 1. Paiement des allocations familiales par mandat direct aux intéressés, sans passer par l'administration algérienne ;

« 2. Construction de baraquements pour les travailleurs nord-africains, leur permettant de vivre dans de meilleures conditions d'hygiène, aux frais du patronat et des pouvoirs publics ;

« 3. Application à l'Algérie et au Maroc de toutes les lois sociales existant en France ;

« 4. L'élargissement de la formation professionnelle accélérée aux jeunes travailleurs nord-africains ;

« 5. Le contrôle de la C.G.T. pour la distribution des denrées attribuées aux Nord-Africains à l'occasion des fêtes musulmanes ;

« 6. Du travail pour les chômeurs nord-africains ;

« 7. Les salaires égaux entre Nord-Africains et Européens appartenant à la même catégorie. »

Les différentes organisations syndicales vont se disputer l'adhésion des travailleurs nord-africains. C'est à qui affectera le plus de s'occuper d'eux ou les flattera le mieux.

Les militants de la commission nord-africaine nous permettront de leur dire que le syndicat n'est pas une société protectrice des travailleurs. C'est aux travailleurs de se protéger, eux-mêmes. Ils ne doivent attendre de protection de personne d'autre.

Certes, la situation faite dans les usines est souvent doublement dure pour les ouvriers nord-africains ; ils sont surexploités par le patronat et brimés ou méprisés par les autres ouvriers. Un récent procès d'assises a montré comment se conduisent trop d'ouvriers français. Ces métallos de chez Bohin, à Issy-les-Moulineaux qui poussèrent au crime en le traitant de « bicot » un de leurs camarades de travail appartiennent probablement au syndicat Frachon et votent communiste.

Cela prouve que le syndicat ne fait pas son travail, que les syndiqués ne brillent pas toujours par la conscience de classe. C'est vrai pour pas mal d'ouvriers français. Mais c'est vrai aussi pour les ouvriers nord-africains.

Quand ces militants de la commission nord-africaine quittent la C.G.T. et vont à la C.F.T.C. par solidarité avec les Arabes de Palestine, ils ne raisonnent pas en travailleurs mais en nationalistes. Demain, ils ne se sentiront d'ailleurs pas mieux à l'aise au sein de la C.F.T.C.

Leur place est au syndicat en tant qu'ouvriers, égaux des autres ouvriers. Cette égalité, qu'ils la réclament impérieusement ; ils trouveront tous les vrais syndicalistes pour la réclamer avec eux. Là encore, il faut que la maison syndicale soit habitable pour tous, qu'elle soit même d'autant plus accueillante que ses enfants sont plus malheureux.

## LES FAITS DU MOIS

**JEUDI 1er JUILLET.** — A Londres les dockers reprennent le travail après seize jours de grève.

A Rome le congrès socialiste majoritaire vote une motion de synthèse admettant la coopération avec les communistes, mais dans l'indépendance.

En Finlande, aux élections générales : pertes communistes, avance des agrariens, consolidation des socialistes.

**SAMEDI 3 JUILLET.** — A Paris, fin de la grève des examinateurs du baccalauréat et des brevets.

Mouvement de grève déclenché par la C.G.T. en Italie.

**DIMANCHE 4 JUILLET.** — Le parti communiste yougoslave est expulsé du Kominform. — Rupture des relations commerciales entre l'Albanie et la Yougoslavie.

**MARDI 6 JUILLET.** — A Prague, manifestations antigouvernementales, au cours du défilé des Sokols.

**MERCREDI 7 JUILLET.** — En Hollande, recul appréciable des travaillistes et plus important des communistes aux élections générales.

**JEUDI 8 JUILLET.** — Grève des fonctionnaires des Finances.

Suppression des livraisons de pétrole roumain à la Yougoslavie.

**MARDI 13 JUILLET.** — Mouvements de grève chez les fonctionnaires des préfectures, des Travaux publics, de la Sécurité aérienne.

**MERCREDI 14 JUILLET.** — Attentat à Rome contre le leader communiste Togliatti. La C.G.T. déclenche la grève générale.

**VENDREDI 16 JUILLET.** — Fin de la grève générale en Italie.

**LUNDI 19 JUILLET.** — Mis en minorité sur un amendement socialiste réclamant 12 milliards de réduction sur le budget militaire, le cabinet Schuman démissionne.

A Tananarive, quatre condamnations à mort, quatre exécutions à la suite des procès de l'insurrection malgache.

**MARDI 20 JUILLET.** — A Washington, six dirigeants communistes sont inculpés de conspiration.

**MERCREDI 21 JUILLET.** — M. André Marie est chargé de former le nouveau gouvernement.

**SAMEDI 24 JUILLET.** — A Singapour, le parti communiste est déclaré hors la loi.

**DIMANCHE 26 JUILLET.** — Le parti communiste yougoslave affirme sa confiance au maréchal Tito.

**LUNDI 26 JUILLET.** — Sur l'initiative du parti démocrate chrétien, l'unité syndicale italienne est rompue.

**VENDREDI 30 JUILLET.** — Ouverture à Tananarive du procès des parlementaires malgaches.

Démission du président de la République hongroise.

### NOUS DISONS DEJA IL Y A VINGT ANS...

L'U.R.S.S. n'est

Ni U (union), ce qui suppose la libre adhésion des parties composantes, et une certaine autonomie de ces parties ;

Ni R (république), puisque c'est une dictature centralisée, évoluant toujours davantage vers la dictature personnelle ;

Ni S (socialiste), puisque le socialisme reste à construire en Russie et que les concessions de plus en plus importantes faites au capitalisme ne permettent pas, dans la situation mondiale présente, d'en escompter la réalisation ;

Ni S (soviétique), car les Soviets ne constituent plus en Russie la pierre d'assises du régime. Non seulement ils n'ont pas tout le pouvoir, mais ils sont réduits à un rôle subalterne assez semblable à celui des Conseils municipaux dans les pays capitalistes.

Fernand LORiot

(Les Problèmes de la Révolution prolétarienne)

# FAITS et DOCUMENTS

## Où en est la guerre d'Indochine ?

Etant donné la conspiration du silence qui est faite en France sur tout ce qui se passe dans les colonies, nous en sommes réduits à nous adresser à une organisation britannique et à un journal anglais pour savoir ce qui se passe en Indochine. Le Conseil général du « Centre britannique pour la liberté des colonies » a établi récemment un rapport sur l'Indochine dont nous extrayons les passages suivants publiés par le journal socialiste anglais *the Socialist Leader* :

La situation en Indochine s'est encore aggravée, en se plaçant au point de vue français. L'offensive d'hiver dans le nord de l'Indochine, qui avait pour but de couper le ravitaillement du Viet-Nam par la voie de la Chine, a complètement raté.

Après avoir perdu un grand nombre d'hommes, les Français sont maintenant revenus à leurs points de départ. C'est-à-dire qu'ils contrôlent tout juste l'une des deux grandes villes du pays, et encore pas très solidement, car Hanoï, qui est la plus importante de ces deux villes est, pour le moment, assiégée par les forces du Viet-Nam. Partout ailleurs, dans le pays, la loi du Viet-Nam règne seule.

Ainsi, le seul résultat des offensives militaires françaises a consisté dans une perte considérable d'hommes et de matériel — les troupes du Viet-Nam sont, pour une large part, munies d'armes qu'elles ont prises — et dans une sérieuse baisse du moral des troupes françaises où les désertions deviennent de plus en plus fréquentes.

Ce n'est d'ailleurs que par politesse qu'on peut désigner ces troupes comme françaises. La moitié seulement des 120.000 soldats qui les composent sont des Français de la métropole. Les autres sont des hommes de couleur provenant des colonies françaises d'Afrique, des soldats de la Légion étrangère et une grande quantité d'anciens prisonniers allemands de guerre.

A ces troupes s'ajoutent quelque 30.000 auxiliaires, fournis par les tribus montagnardes des peuples primitifs qui habitent l'intérieur de l'Indochine.

Comme toujours le déclin du moral est marqué par un accroissement de la brutalité...

...Lorsque William Bullitt, envoyé officiel du président Truman, vint à Saïgon en septembre dernier, on rapporte qu'il a dit qu'étant donné que la résistance du Viet-Nam était dirigée par les communistes, elle devait être brisée à tout prix.

Il est, naturellement, entièrement faux de prétendre que le gouvernement du Viet-Nam est communiste. Il est formé par une coalition de plusieurs partis dans laquelle les communistes sont une petite minorité, et dont le socialisme a un caractère très modéré.

## « Je suis un citoyen soviétique »

D'un reportage au pays de Tito, publié par Marie-Antoinette et Pierre Debray, dans *Témoignage Chrétien* (30 juillet), nous extrayons ces remarques caractéristiques faites sur le vif :

Ce peuple travaille beaucoup, trop peut-être. Des villes sortent de terre, comme « le nouveau Belgrade », ou encore Titograd, au cœur du Monténégro. Des lignes de chemin de fer, des routes, des usines, des blocs de maisons sont édifiés par des milliers d'hommes et de femmes qui travaillent dix heures par jour dans des conditions que le manque d'outillage rend terriblement dures. Il faut avoir parcouru, comme nous l'avons fait, la Yougoslavie dans tous les sens pour pouvoir même concevoir l'extraordinaire effort physique qui est exigé de la nation tout entière.

La débauche de propagande à laquelle s'est livré le parti à l'occasion de son congrès était d'ailleurs

parfaitement inutile, car depuis la résolution du Kominform, en dehors de quelques irréductibles, le pays dans son ensemble, fait bloc derrière Tito.

Cela tient, pour une large mesure aux maladroitures des Russes. Ils ont véritablement fait l'unanimité contre eux. Nous avons pu, pour notre part, apprécier l'insolence de l'un d'entre eux. C'était en gare de Sarajevo. Nous avions loué nos places dans le train qui devait nous conduire à Doubrownik. Or, en arrivant, nous constatons qu'elles étaient occupées. Nous prions les usurpateurs d'évacuer. L'un d'eux, fort courtoisement, se lève ; l'autre, par contre, ne daigne pas répondre. En désespoir de cause, nous allons chercher le contrôleur. Le récalcitrant se contente de lui rétorquer d'un ton sec : « Je suis citoyen soviétique. » Le contrôleur eut beau insister, il n'obtint rien de plus.

Le lendemain, comme nous racontions notre mésaventure à un ingénieur serbe, il haussa les épaules. « Cela vous étonne, nous dit-il. On voit bien que vous êtes Français. Nous autres, nous avons l'habitude. Ils sont tous comme cela. » De multiples témoignages confirment celui-ci : il est indéniable que les Russes se sont conduits en Yougoslavie comme en pays conquis.

Il y a plus. L'U.R.S.S. ne fournissait à la Yougoslavie que des armes et des matières premières (surtout du coton). Souvent, les fonctionnaires yougoslaves nous ont affirmé qu'elle avait également envoyé des machines agricoles. Nous avons demandé à voir certaines d'entre elles. On nous a promis maintes fois de nous les montrer. Finalement, nous sommes repartis bredouilles. Tout le matériel moderne que nous avons pu approcher était soit américain (au titre de l'U.N.R.R.A.), soit tchécoslovaque.

Or, de grandes quantités de blé, de maïs et surtout de sucre, ont été envoyées par la Yougoslavie soit à l'U.R.S.S., soit aux autres « républiques populaires », parfois sans contre-partie, comme l'a constaté, non sans amertume, Tito dans son discours d'ouverture du congrès.

Un slogan, de ce fait, court dans le peuple : « Les Russes nous prennent tout. » La cherté de la vie, la médiocrité du ravitaillement leur sont attribuées, non sans quelque injustice puisqu'elles s'expliquent surtout par les ruines qu'a provoquées la guerre.

La résolution du Kominform, dans ces conditions, ne pouvait que renforcer la situation du maréchal Tito, faisant de lui le champion de l'indépendance et de l'honneur militaire yougoslaves.

## Faillite russe en Yougoslavie

La presse socialiste française, le *Populaire* au premier rang, a-t-elle ou n'a-t-elle pas demandé à Topalovich, président du parti socialiste yougoslave, d'exposer la situation créée par la révolte de Tito ?

C'est dans *Une Semaine dans le Monde* (17 juillet) que nous avons trouvé ce tableau tracé par Topalovich :

Depuis trois ans les intérêts vitaux de la Yougoslavie sont ouvertement sacrifiés aux ambitions soviétiques.

Sur le plan militaire on lui a imposé des charges écrasantes ; en politique extérieure son rôle consiste à tirer les marrons du feu ; économiquement elle est traitée en vache à lait ; socialement en cobaye.

Vue de Moscou la Yougoslavie constitue le pivot de toute action soviétique en direction de la Méditerranée orientale, et surtout la grande voie de passage vers l'Adriatique et l'Italie du Nord. Les stratégies du Kremlin tenaient donc essentiellement à ce que cette voie d'accès fût largement et constamment ouverte à l'armée rouge, c'est-à-dire aménagée et bien gardée.

Pour répondre à cette double préoccupation Tito a dû maintenir un million d'hommes, soit le quinzième du chiffre global de la population, dans les services de la défense nationale. A eux seuls les effectifs de la police politique se montent à deux cent mille agents. L'armée proprement dite compte cinq cent mille combattants environ, dotés d'un assez bon armement provenant des prises de guerre soviétiques.

En second lieu il a fallu établir, sous l'euphémisme de « travail volontaire », de véritables travaux forcés, non rémunérés, auxquels sont astreints cinq cent

mille jeunes gens. Ils sont employés à la reconstruction de la grande autostrade Zagreb-Trieste et à la réfection des ports de Fiume, Spallato, Cattaro, Scutari, Bari, qui doivent être reliés à la plaine danubienne par des voies de chemin de fer comme l'est déjà Trieste.

Ces charges écrasantes n'auraient pas été aussi impopulaires si elles avaient permis à la Yougoslavie de réaliser sur le plan extérieur quelques-unes de ses ambitions les plus légitimes. Mais on ne lui a pas laissé la faculté d'être autre chose qu'un instrument de l'impérialisme russe, ce qui a été catastrophique pour ses intérêts vitaux.

Le vœu unanime des pays balkaniques a toujours été la constitution d'une fédération, seule solution capable d'assurer leur sécurité en même temps que leur essor économique. Avec l'adhésion de la Grèce et du Territoire libre de Trieste à cette fédération la question, si importante pour la Yougoslavie, du libre accès aux installations portuaires de Trieste et de Salonique se trouvait résolue sans complications. L'U.R.S.S. a opposé un veto formel à cette tentative de regroupement. Mais elle a poussé le gouvernement de Belgrade à intervenir dans la guerre civile grecque en soutenant à fond Markos. C'était le mettre aux prises, par personnes interposées, avec les Anglo-Saxons eux-mêmes. Dans cette aventure la Yougoslavie s'est épuisée à tenir Markos à bout de bras, tandis que Moscou, avant Bidault, offrait Trieste à l'Italie. Enfin le lâchage récent de Markos par Staline, désireux de donner des apaisements à Washington, a consommé l'échec de la politique extérieure yougoslave. Tito a de ce fait subi une perte de prestige sensible dont il tient à juste titre les chefs soviétiques pour responsables. Mêmes déboires sur le plan économique. Le premier geste de l'U.R.S.S. au lendemain des hostilités a été d'isoler la Yougoslavie des marchés occidentaux, qui lui fournissaient les produits manufacturés indispensables. Malheureusement l'expérience a prouvé qu'elle était incapable, faute d'industrie légère, de remplacer ces marchés, de telle sorte que les expéditions de blé, de maïs, de sucre, de cuivre et autres minerais avec lesquels la Yougoslavie a payé son armement et la livraison de quelques machines, ont pris rapidement le caractère de réquisitions sans contre-partie.

L'industrie yougoslave manque de l'outillage, des matières premières et de la plupart des fournitures accessoires nécessaires à son fonctionnement. La population souffre de la disparition des articles d'utilité courante qui, depuis des siècles, lui venaient de l'Ouest.

Mais c'est encore sur le plan social que l'échec soviétique est peut-être le plus complet. A la rigueur on eût compris que l'U.R.S.S. au lendemain d'une guerre ruineuse n'ait pu apporter l'abondance à ses satellites. Mais elle apparaissait aux naïfs comme la terre classique du socialisme, et l'on pensait que sous son impulsion la Yougoslavie allait connaître un régime offrant aux travailleurs plus d'indépendance, plus de sécurité et une répartition plus équitable des fruits du travail.

Laissons de côté la nationalisation des entreprises industrielles qui a peu affecté une population essentiellement paysanne, et parlons du problème agraire soulevé de nouveau par le Kominform.

Le socialisme intelligemment compris ne considère pas la dépossession comme une fin en soi, mais seulement comme un moyen. Dans les pays de latifundia comme la Pologne, la Hongrie ou la Roumanie, c'est une nécessité, du point de vue social comme du point de vue économique, d'évincer les gros propriétaires oisifs pour remettre la terre entre les mains des hommes de métier qui savent la faire produire et qui l'aiment. Avoir dépossédé ces derniers au profit de l'Etat constitue une sottise et un crime.

La répartition des terres s'est opérée chez nous il y a environ cent cinquante ans, lorsque les gros propriétaires turcs ont été chassés du pays. Actuellement les rares exploitations de quelque étendue n'y dépassent pas vingt-cinq hectares, tandis que plus de 90 % des cultivateurs ne disposent que de cinq hectares. Ces artisans du sol et leurs familles représentent 80 % de la population globale ; ils jouissent d'une certaine aisance et sont très attachés à leur condition. En multipliant les coopératives et les mutuelles on leur aurait permis d'utiliser des procédés de culture plus modernes, d'améliorer leur rendement

et d'écouler mieux leurs produits. C'est dans ce sens que l'intervention de l'Etat eût pu être utile à ces prétendus « koulaks », et non en les casernant dans des kolkhoses sous la férule de fonctionnaires communistes.

Tito s'est rendu compte que cette monstrueuse opération était impraticable en Yougoslavie et il y a opportunément renoncé, mais le seul fait qu'elle ait été envisagée a discrédité définitivement le régime soviétique aux yeux des Yougoslaves. Ils ont entrevu le genre d'asservissement que leur réserverait un capitalisme d'Etat à la russe.

## Les ouvriers allemands et la F. S. M.

Les syndicats nouvellement reconstitués en Allemagne s'affirmeront-ils à la Fédération syndicale mondiale ? Un grand effort avait été fait pour obtenir leur représentation à la récente conférence de Rome. Mais ils déclinèrent l'invitation. Les *Nouvelles internationales du mouvement syndical libre* (juillet) expliquent ainsi ce refus :

Les ouvriers allemands ne peuvent oublier que jusqu'à présent, la F.S.M. ne s'est pas occupée du démontage de leurs usines et de la perte d'emplois qui s'ensuit.

Jusqu'à présent, la F.S.M. n'a pas osé — à cause de l'influence moscovite qu'elle subit — demander la libération et le retour à leurs foyers des prisonniers allemands.

Les syndicalistes libres d'Allemagne ne sauraient non plus oublier ou pardonner jamais l'attitude adoptée par la F.S.M. il y a deux ans, lorsque celle-ci demanda aux gouvernements militaires d'agir avec précaution et lenteur en ce qui concerne le rétablissement des syndicats en Allemagne.

Et les ouvriers allemands ne pardonneront jamais à la F.S.M. d'avoir proposé, il y a 18 mois, l'introduction du travail forcé dans les mines de la Ruhr et d'avoir approuvé le rétablissement des camps de concentration dans la zone soviétique.

## Le mirage des réformes de structure

Jean de Boe, dans le *Syndiqué du Livre* de Bruxelles (juin) fait ces remarques sur les réformes de structure qui prétendent remplacer les vieilles formes de la lutte syndicale :

Il y a tendance à substituer les réformes de structure au problème salarial. Et notamment les nationalisations d'industrie, les conseils économiques, les superviseurs d'entreprises, permettant l'accession à des postes éminents des mêmes dirigeants qui s'opposent aux augmentations de salaires pour les travailleurs, et cela dans des conditions qui font rêver.

Les nationalisations, en Angleterre, ont entraîné un développement incroyable de la bureaucratie. Il y a plus de 2 millions de fonctionnaires administratifs, dont 30.000 sténographes. Tout l'appareil de l'Etat occupe plus de 6 millions de personnes !

En France, les nationalisations ont également été accompagnées d'une véritable inflation de fonctionnaires. Toute une nouvelle caste s'est ruée sur les dépouilles capitalistes, et il n'est pas sûr qu'elle ait les dents moins longues que les anciens possesseurs. Les chiffres que nous possédons nous font craindre le contraire et nous donnent probablement l'explication de cette hâte qu'ont certains dirigeants à nous pousser dans la voie du dirigisme d'Etat. La classe ouvrière est représentée à la direction des grandes entreprises nationalisées et c'est en cela qu'elle participe à leur gestion. Dans la réalité, la classe ouvrière reste où elle était auparavant, avec des salaires bloqués, évidemment, avec l'impossibilité de recourir à des grèves pour les améliorer. Tandis que ses représentants siègent au sommet avec des appointements de prince. Mais ceci ne compense pas cela.

C'est ainsi que W. Citrine, le leader bien connu, représente les travailleurs au trust nationalisé de l'Electricité, Harry Hartley, à l'Aviation, J. Hundley, aux Charbonnages, C. Harcomb, aux Chemins de Fer, A. Farbes, aux Aciéries, chacun de ces « dirigeants » touche la modeste somme de 8.500 livres par an, soit environ 1 million et demi de francs belges ! Autour



de ces étoiles de première grandeur, gravitent quantité d'astres de moindre importance, mais tous attirés vers cette manne miraculeuse de l'Etat.

Il y a donc, d'une part, les capitalistes, les patrons, et, d'autre part, il y a l'Etat, avec sa masse proliférante de fonctionnaires et ses gros profiteurs. Tout cela vit du labeur de la classe ouvrière. Que peut-il bien rester pour celle-ci, lorsque cette armée de parasites s'est servie ? De moins en moins. Et la fonction de l'Etat, qui dispose des moyens de contrainte légale consiste à empêcher la classe ouvrière de corriger cette criante injustice.

## Les cheminots américains demandent la nationalisation

américains au lendemain de la tentative de grève de mai

Au début de mai, les trois principaux syndicats des cheminots américains, conducteurs de locomotives, chauffeurs de locomotives et aiguilleurs, demandèrent une augmentation de salaires de 30 % ou une augmentation garantie de trois dollars par jour, ainsi qu'un certain nombre de changements dans le règlement du travail.

Lorsque les propriétaires des chemins de fer rejetèrent ces revendications, les syndicats proclamèrent la grève qui devait commencer le 11 mai. Cependant, le 10 mai, un jour avant la date fixée pour la grève, le président Truman ordonna la saisie des chemins de fer par l'armée chargée d'agir au nom du gouvernement. Le président obtint également une injonction judiciaire contre la grève qui avait été annoncée.

Depuis lors, le gouvernement des Etats-Unis a pris en charge les chemins de fer. Cependant, les propriétaires continuent à administrer les recettes et paiements et aucun changement n'est intervenu dans les conditions de travail des 200.000 ouvriers en question.

Etant donné qu'aucun progrès n'a été réalisé vers un règlement du conflit, l'Association des dirigeants des syndicats de cheminots (Railway Labor Executives Association) qui représente 21 syndicats de cheminots, dont la majorité est affiliée à l'A.F. of L., a adopté, le 25 mai, une résolution demandant que le gouvernement, ayant déclaré qu'il est légalement en charge de l'opération des chemins de fer, assume toutes les responsabilités qui en découlent ; que le gouvernement se charge de l'administration des revenus des chemins de fer comme il s'est déjà chargé de l'administration de leur personnel et qu'il entame des négociations concernant les salaires et les conditions de travail.

La résolution demande également : « Que le gouvernement... commence les préparatifs en vue de transférer la propriété des chemins de fer des intérêts privés aux Etats-Unis d'Amérique. »

Le syndicat des conducteurs de locomotives, qui n'est pas affilié à l'Association des syndicats de cheminots, a déclaré qu'il se solidarise avec cette résolution.

## La réforme monétaire en zone soviétique

De Berlin, 29 juin, au *Manchester Guardian* :

La réforme monétaire en zone soviétique a eu clairement pour but d'avantager les partis politiques, syndicats, entreprises industrielles sur l'appui desquels les autorités soviétiques ont toujours pu compter dans le passé. Seuls ils sont autorisés à changer leurs anciens marks pour de nouveaux au pair. On conseilla à leurs dirigeants de faire d'importants placements en fonds des syndicats ou du parti peu avant que la réforme fût annoncée. Ces hommes constituent ainsi une nouvelle ploutocratie dont la loyauté est plus que jamais acquise à leurs bienfaiteurs soviétiques.

Non contents d'enrichir leurs amis, les autorités soviétiques ont pris des mesures sévères pour paupériser leurs adversaires éventuels. Beaucoup de petites entreprises voient leur trésorerie ne disposer

de fonds que pour les salaires courants. Aussi sont-elles déjà en difficulté et leurs patrons et ouvriers peuvent être bientôt contraints de joindre les grandes entreprises que les autorités soviétiques trouvent plus faciles à surveiller.

La concentration de la richesse entre les mains d'hommes qui les soutiennent aidera aussi les Russes à contrôler l'inflation que leur politique financière désordonnée ne peut manquer de provoquer. Les syndicats et les partis ne se plaindront pas trop bruyamment si quelques-uns de leurs comptes sont bloqués.

## Les pays baltes sous le régime russe

D'un article de Johannes Mikhelson, militant ouvrier d'Estonie, dans les *Nouvelles internationales* (juillet), retenons ce tableau de la situation ouvrière dans les pays baltes :

En 1940, lorsque les Russes s'emparèrent du pays, on pouvait entendre d'eux à tout propos toutes sortes de promesses concernant l'amélioration de la condition des travailleurs estoniens. En réalité on remplaça en Estonie l'économie privée par un étatsisme à la russe et le parti communiste — assisté par la police secrète du N.K.V.D. — devint le pouvoir suprême du pays.

L'objectif principal du Code soviétique du Travail n'est pas la protection des travailleurs, mais, tout au contraire, la défense de l'industrie étatisée contre l'ouvrier.

Ainsi, aucun ouvrier ou employé ne peut rompre son contrat de travail sans avoir obtenu la permission du directeur de l'usine où il est employé. Ceux qui abandonnent leur emploi sans cette permission, font l'objet de poursuites devant les tribunaux populaires et peuvent être condamnés à des peines de prison allant de 2 à 4 mois.

Un nombre considérable d'ouvriers estoniens — pêcheurs et marins — se trouvent à l'heure actuelle en Extrême-Orient, dans les Kouriles et au Kamtchatka. Ces déportations sont accompagnées par un mouvement à rebours de populations russes en Estonie. Cette russification se poursuit de façon systématique. Des conversations avec des centaines de réfugiés russes, il ressort qu'un nombre considérable d'hommes et de femmes des différents peuples soviétiques sont constamment transférés d'une région de l'immense empire soviétique à l'autre.

Les ouvriers qui s'absentent de leur lieu de travail sans aucune raison valable peuvent être condamnés à six mois de « travail correctionnel » et à une amende s'élevant à 25 % de leur paye. Les mêmes pénalités sont imposées à ceux qui viennent au travail avec un retard de plus de 20 minutes ou quittent l'usine plus de 20 minutes avant la fin de la journée de travail. Ces pénalités correspondent au mot d'ordre bolchéviste souvent répété : « Le travail quotidien doit durer 480 minutes et chacune de ces minutes doit être consacrée au travail. » Si un de ces délits se trouve répété par un ouvrier, celui-ci est passible d'une peine de prison. Ces pénalités sont appliquées même aux adolescents.

L'attitude des ouvriers estoniens à l'égard des comités d'usine se fait jour dans l'appellation de « comités à faire suer » qu'ils leur ont donnée. Tous les avoirs et toutes les propriétés des syndicats libres ont été transférés aux syndicats actuels dominés par les communistes.

Une fonction importante des syndicats actuels est de servir d'instrument de la propagande politique... Ils font partie intégrante du réseau d'espionnage et de persécution du N.K.V.D. La protection du travail devient de plus en plus déficiente. L'abolition de l'interdiction d'employer les femmes aux travaux du fond dans les mines est une illustration de cet état de choses. Les différences de classe sont à l'heure actuelle plus grandes qu'elles n'étaient au temps de la première occupation soviétique — sans parler des conditions qui régnaient en Estonie au temps de son indépendance.

Il est à peine nécessaire d'ajouter que les ouvriers estoniens ont perdu le droit de grève et la liberté d'association politique et que le seul parti reconnu est le parti communiste aux ordres de Moscou.

Presque tous les dirigeants syndicaux en vue ont été déportés depuis l'établissement du régime communiste dans les pays baltes.

# ENTRE-NOUS

A fin juillet, nous sommes exactement à 1.383 abonnés. Nous avons annoncé 1.519 abonnés à fin avril. Mais les désabonnements, ou les non-réabonnements nous ont ramené à 1.365 en mai, à 1.401 en juin, enfin à 1.383 à présent. Les abonnements nouveaux n'ont pas compensé les désabonnements ou les non-réabonnements. A fin mars un gros paquet d'abonnements d'un an, partant du début, venaient à expiration.

Les désabonnements véritables sont relativement peu nombreux. Les non-réabonnements par négligence, eux, sont très nombreux. Nous ne pouvons cependant continuer le service une fois la date d'expiration atteinte, sauf si l'on nous le demande. Il faut se mettre dans la tête que pour faire face à nos charges régulières nous avons besoin de rentrées régulières. A nos camarades d'y penser.

1.383 abonnés représentent une rentrée guère supérieure à 400.000 francs, alors que nos dépenses pour l'année dépassent 600.000 francs. Les 200.000 francs qui manquent sont fournis par les abonnés de soutien, la vente au numéro, les souscriptions et la publicité.

Que ceux de nos amis qui le peuvent s'inscrivent comme abonnés de soutien, dont le minimum est fixé à 1.000 francs, payable en une ou plusieurs fois. Nous avons besoin d'un tel soutien.

Mais nous devons poursuivre notre recherche d'un nombre d'abonnés suffisant pour joindre les deux bouts. Avec 2.000 abonnés nous en approcherions. Avec 3.000 nous aurions une trésorerie à l'aise. Naturellement, en continuant à ne pas consacrer un sou au travail de rédaction ni à celui d'administration.

Est-il difficile d'atteindre ce chiffre de 3.000 abonnés ? Nous ne le croyons pas. Mais à une condition, c'est que nos amis, tous ceux qui se disent nos amis, le montrent en se remuant enfin. Quelques-uns font ce qu'ils peuvent. Mais dans l'ensemble, un très grand nombre, mettons 9 sur 10, ne font autant dire rien.

Regardons la répartition des abonnés par département. Comparons avec les chiffres de juin 47. Nous avons progressé dans l'ensemble, avancé sensiblement presque partout.

Sauf trois départements où nous avons baissé : le Cher (de 4 à 3), la Marne (4 à 3 aussi), le Bas-Rhin (de 2 à 1).

Dans cinq départements nous n'avons toujours rien : Ariège, Corse, Eure-et-Loir, Moselle et Tarn-et-Garonne.

Quelques départements n'ont pas soutenu leur bel effort du début. Ont-ils atteint le plafond ? Certainement pas. La Loire, qui passe de 54 à 57, avait annoncé sa montée prochaine à 100. Les Alpés-Maritimes passent de 19 à 20 seulement. La Côte-d'Or, de 10 à 11 ; le Finistère, de 15 à 16 ; la Haute-Garonne, se maintient à 19 ; l'Algérie passe de 22 à 23.

Heureusement, d'autres départements se sont ébranlés. L'Allier monte de 3 à 15 ; l'Aude, de 3 à 12 ; l'Aveyron, de 0 à 6 ; les Bouches-du-Rhône, de 7 à 24 ; l'Hérault, de 7 à 18 ; l'Isère, de 2 à 14 ; la Loire-Inférieure, de 1 à 20 ; le Maine-et-Loire, de 12 à 25 ; la Nièvre, de 2 à 10 ; le Nord, de 5 à 27 ; le Pas-de-Calais, de 3 à 13 ; le Puy-de-Dôme, de 3 à 22 ; le Rhône, de 20 à 38 ; la Saône-et-Loire, de 7 à 15 ; la Seine-Inférieure, de 6 à 16 ; l'Yonne, de 3 à 9.

La période des vacances est mauvaise pour le recrutement de nouveaux abonnés, nous dira-t-on. C'est peut-être vrai. Mais la période n'est pas mauvaise, elle est même excellente, pour penser à ce que l'on fera pour nous aider à grimper le plus vite possible à 2.000 et pour atteindre bientôt les 3.000.

Que chacun de ceux qui ont à cœur que la R. P. se développe nous dresse une liste de « possibles » utilisable en octobre ; qu'ils regardent autour d'eux les « certains » dont ils pensent eux-mêmes recueillir l'abonnement sur-le-champ.

Il y a quelques mois s'adressant à une assemblée

de deux à trois cents militants cheminots de Paris et de province, un de leurs secrétaires fédéraux disait : « Chacun de vous lit la R.P... » Hélas ! parmi ces deux ou trois cents délégués, si nous avions une demi-douzaine d'abonnés, c'était le bout du monde. Mais cela montre que les « possibles » ne manquent pas ; que nous avons le droit de penser que bientôt nous serons à 2.000 et même à 3.000. Il suffit que nos amis de Paris et de province veuillent se secouer un peu.

## TABLEAU COMPARATIF DES ABONNES

	du 30 juin 47		du 30 juin 47	
	au 31 juillet 48		au 31 juillet 48	
Paris	194	301	Marne (Hte)	1 2
Seine	110	147	Mayenne	1 2
Seine-et-Oise	44	76	Meurthe-et-M.	3 7
Seine-et-Marne	7	9	Meuse	1 1
Ain	6	8	Morbihan	2 7
Aisne	6	9	Moselle	0 0
Allier	3	16	Nièvre	2 10
Alpes (Basses)	1	2	Nord	5 27
Alpes (Hautes)	1	4	Oise	7 18
Alpes (Mmes)	19	20	Orne	1 1
Ardèche	10	11	Pas-de-C.	3 13
Ardennes	3	5	Puy-de-Dôme	8 22
Ariège	0	0	Pyrénées (B)	4 8
Aube	1	4	Pyrénées (H)	1 4
Aude	3	12	Pyrénées (O)	2 3
Aveyron	0	6	Rhin (Bas)	2 1
B.-du-Rhône	7	24	Rhin (Haut)	0 1
Calvados	2	6	Rhône	20 38
Cantal	0	2	Saône (Hte)	10 14
Charente	1	2	Ter. Belfort	2 5
Charente-M.	3	4	Saône-et-L.	7 15
Cher	4	3	Sarthe	2 2
Corrèze	2	5	Savoie	2 6
Corée	0	0	Savoie (H)	10 14
Côte d'Or	10	11	Seine-Inf.	6 16
Côtes du Nord	8	9	Sèvres (Deux)	2 6
Creuse	1	4	Somme	2 2
Dordogne	2	5	Tarn	1 1
Doubs	3	4	Tarn-et-G.	0 0
Drôme	12	17	Var	4 9
Eure	0	3	Vaucluse	4 7
Eure-et-Loir	0	0	Vendée	0 1
Finistère	15	17	Vienne	0 5
Gard	3	9	Vienne (Hte)	7 10
Garonne (Hte)	19	19	Vosges	0 1
Gers	1	1	Yonne	3 9
Gironde	24	27	Algérie	22 23
Hérault	7	18	Maroc	2 10
Ile-et-V.	0	2	Tunisie	1 8
Indre	6	7	A. E. F.	1 1
Indre-et-L.	3	6	Cameroun	0 1
Isère	2	14	Allemagne	2 0
Jura	4	4	Belgique	7 19
Landes	5	6	Angleterre	0 3
Loir-et-Cher	0	5	Grèce	0 1
Loire	54	57	Italie	0 2
Loire (H)	9	9	Luxembourg	0 1
Loire Inf.	1	20	Hollande	0 1
Loiret	4	5	Suisse	34 37
Lot	0	2	Argentine	0 1
Lot-et-Gar.	1	3	Costa Rica	1 1
Lozère	0	1	Mexique	1 0
Maine-et-L.	12	25	U. S. A.	4 11
Manche	2	2		
Marne	4	3	TOTAL	830 1383

Le gérant : J.P. FINIDORI.

Imprimerie S.N.I.E.  
32, rue de Ménilmontant, Paris-20



# D'où vient l'argent ?

SITUATION A FIN JUILLET 1948

## RECETTES

<b>Abonnements</b>		
Ordinaires .....	28.550	
De soutien .....	4.000 =	32.550
<b>Souscriptions</b> .....		
	2.520	
<b>Vente au numéro</b> .....		
	8.963	
<b>Publicité</b> .....		
	3.225	
<b>Divers</b> .....		
	720	

**Total des recettes** ..... 47.978

En caisse au 1er juillet ..... 245.732

## DEPENSES

<b>Impression du n° de juin</b> .....		
	47.750	
<b>Frais divers :</b>		
timbres, frais de bureau routage	7.535	
Facture librairie .....	8.250 =	63.535

## SOLDE

En espèces .....	20.301	
Aux chèques postaux .....	209.874 =	230.175

## Frais dus :

Impression et routage du n° 16 (juillet) .....	47.750
--	--------

Nombre d'abonnés à fin juillet : 1.383.

Un ancien parle aux jeunes syndiqués, sans galons... et les « moins jeunes »... et les anciens, même s'ils sont légèrement galonnés, peuvent l'entendre...

# OU VA LA C.G.T. ?

une brochure de Pierre MONATTE

L'exemplaire : 10 francs

En vente à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy - PARIS (2<sup>e</sup>)

Chèque postal : 734-99

## SOUSCRIPTIONS

Jannin (Saône-et-Loire), 100 ; Simplet (Rhône), 100 ; Delagarde (Paris), 200 ; Duchamp (Paris), 200 ; Chéron (Paris), 50 ; Gouttenoire (Paris), 200 ; Dufour (Paris), 50 ; Ménéclier (Seine), 30 ; Mme Toussy (Seine), 200 ; Legrain (Seine-et-Oise), 100 ; Martinet (Paris), 50 ; X... (Haute-Garonne), 10. — Total : 2.520 francs.

## ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Ducros (Paris), 1.000 ; Mme Laurat (Paris), 1.000 ; Hubert (Seine), 1.000 ; Leblanc (Seine), 1.000. — Total : 4.000 francs.

# LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie  
157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV<sup>e</sup>

Tél. SEGUR 89-81

Métro : Pasteur

C. C. P. PARIS 5450.00

## LES LIVRES DU MOIS :

### Littérature

Howard Fast : <i>La Route de la liberté</i> .....	390 »
Arturo Barea : <i>La Forge</i> .....	395 »
Henri Calet : <i>Le tout sur le tout</i> .....	340 »

### Politique — Histoire

Henri Guillemin : <i>La Tragédie de 1848</i> .....	450 »
Maurice Joly : <i>Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu</i> .....	200 »
N. Clarion : <i>Le Glacis soviétique. Théorie et Pratique de la démocratie nouvelle</i> .....	270 »
Gérard Walter : <i>Histoire du Parti Communiste Français</i> .....	350 »
Jean Dautry : <i>Histoire de la Révolution de 1848 en France</i> .....	300 »

### Philosophie — Psychologie

Georges Lueacz : <i>Existentialisme ou Marxisme</i> .....	360 »
Léon Walther : <i>La Psychologie du travail</i> .....	490 »

### Extrait de notre catalogue

Alfred Rosmer : <i>Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre</i> .....	300 »
C. Talès : <i>La Commune de 1871</i> .....	100 »
Marcel Martinet : <i>Culture prolétarienne</i> .....	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Accumulation du Capital</i> .....	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Lettres de la Prison</i> .....	40 »

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre Catalogue général et notre Bulletin mensuel.

**SPARTACUS**  
CAHIERS MENSUELS

publie la plus importante étude de  
**Robert LOUZON**

depuis la parution de « *L'Economie capitaliste* » :

## **L'ÈRE DE L'IMPÉRIALISME**

Vaste fresque de l'évolution du monde moderne tendant à l'**UNITÉ**. Analyse des problèmes essentiels posés par le conflit qui oppose l'**IMPÉRIALISME** américain et le **COLONIALISME** russe. Devenir de l'**HOMME**...

1 vol. in-16 jésus de 100 pages, 70 fr., franco 80 fr.

**Maurice DOMMANGET**

## **LA RÉVOLUTION DE 1848 ET LE DRAPEAU ROUGE**

Un combat homérique vécu à travers les vicissitudes  
de l'emblème révolutionnaire

1 vol. 80 pages, 60 fr., franco 70 fr.

**Rosa LUXEMBOURG**

## **LA VIE HÉROÏQUE**

(par **B. Fouchère**)

## **LETTRES DE LA PRISON**

présentées par **Louise Kautsky**

## **LA RÉVOLUTION RUSSE**

(texte intégral)

## **LA RESPONSABILITÉ HISTORIQUE**

(*inédit*)

1 vol. 96 pages, 60 fr., franco 70 fr.

J. LEFÈVRE, 15 RUE DE LA HUCHETTE  
PARIS 13<sup>e</sup> - TÉL. 633-75